

Département des affaires économiques et sociales
Division de statistique

Études méthodologiques Série F, n° 85
Manuel de comptabilité nationale

Comptabilité nationale : introduction pratique



Nations Unies
New York, 2007

Département des affaires économiques et sociales

Le Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies sert de relais entre les orientations arrêtées au niveau international dans les domaines économiques, sociaux et environnementaux et les politiques exécutées à l'échelon national. Il intervient dans trois grands domaines liés les uns aux autres : i) il compile, produit et analyse une vaste gamme de données et d'éléments d'information sur des questions économiques, sociales et environnementales dont les États Membres de l'Organisation se servent pour examiner des problèmes communs et évaluer les options qui s'offrent à eux; ii) il facilite les négociations entre les États Membres dans de nombreux organes intergouvernementaux sur les orientations à suivre de façon collective afin de faire face aux problèmes mondiaux existants ou en voie d'apparition; iii) il conseille les gouvernements intéressés sur la façon de transposer les orientations politiques arrêtées à l'occasion des conférences et sommets des Nations Unies en programmes exécutables au niveau national et aide à renforcer les capacités nationales au moyen de programmes d'assistance technique.

Note

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres.

Les appellations utilisées et la présentation des données correspondantes n'impliquent de la part du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Par « pays ou zone » on entend des pays, des territoires ou des zones.

ST/ESA/STAT/SER.F/85

Publication des Nations Unies
Numéro de vente : F.04.XVII.4

ISBN 978-92-1-261201-0

Copyright © Nations Unies, 2004
Tous droits réservés
Imprimé aux Nations Unies, New York

Préface

Le manuel intitulé *Comptabilité nationale : Introduction pratique* fait partie d'une collection que les organismes membres du Groupe de travail intersecrétariats sur la comptabilité nationale ont conçue pour aider les pays à appliquer le *Système de comptabilité nationale, 1993* (Publication des Nations Unies, numéro de vente : F.94.XVII.4). De manière générale, il constitue une introduction à certains concepts et structures de base du Système de comptabilité nationale (SCN) destiné aux économistes et aux responsables politiques qui ne sont pas bien au fait de la comptabilité nationale, ainsi qu'à d'autres nouveaux arrivants dans ce domaine. Il peut aussi faciliter la lecture du SCN lui-même. En ce sens, il a été rédigé aussi simplement que possible et évite de se lancer dans des développements détaillés des concepts, aussi bien sur le plan théorique que sur le plan pratique. Chaque fois que possible, il inclut des exercices simples conçus pour rendre les concepts et les structures plus clairs pour le lecteur. Il contient aussi un exemple du système complet en Excel ce qui permet aux lecteurs de retrouver les liens du système en se reportant aux formules indiquées. Un tableau utilisable pour l'établissement des comptes nationaux a aussi été inclus. De nombreux pays en développement en ont fait l'essai et l'ont employé. Ces suppléments sont affichés sur la page, sur la Toile, de la Division de statistique de l'Organisation des Nations Unies, dans le cadre de la collection *Manuel de comptabilité nationale*.

Le présent ouvrage n'entend pas remplacer le SCN ni se substituer à d'autres manuels. Normalement, les comptes nationaux s'informeront de manière détaillée en consultant le SCN lui-même ainsi que les applications et les méthodes pratiques présentées dans les manuels publiés soit par la Division de statistique de l'Organisation des Nations Unies soit par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), le Fonds monétaire international (FMI) ou l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Beaucoup de ces manuels figurent sur les pages sur la Toile des organismes qui les publient et peuvent être obtenus gratuitement. Les manuels ci-après ont déjà été établis ou publiés :

- *Les institutions sans but lucratif dans le Système de comptabilité nationale* (Publication des Nations Unies, numéro de vente : F.03.XVII.9)
- *Application du Système de comptabilité nationale dans les pays en transition* (Publication des Nations Unies, numéro de vente : F.96.XVII.121)
- *Établissement et analyse des tableaux d'entrées-sorties* (Publication des Nations Unies, numéro de vente : F.99.XVII.9)
- *Comptabilité des ménages : expérience de l'utilisation des concepts et de leur compilation* (Publication des Nations Unies, numéro de vente : F.00.XVII.16, vol. 1 et 2)
- *Comptabilité d'entreprise et comptabilité nationale* (Publication des Nations Unies, numéro de vente : F.00.XVII.13)
- *Approche systémique à la comptabilité nationale* (Publication des Nations Unies, numéro de vente : F.99.XVII.10)
- *Application de la comptabilité nationale à l'analyse politique* (Publication des Nations Unies, numéro de vente : F.02.XVII.5)
- *Institutions sans but lucratif dans le Système de comptabilité nationale* (Publication des Nations Unies, à paraître)
- *Compte satellite du tourisme : cadre méthodologique recommandé* (Publication des Nations Unies, numéro de vente : F.01.XVII.9)
- *Manuel de la balance des paiements* (FMI, 1993)
- *Guide pour l'établissement des statistiques de la balance des paiements* (FMI, 1994)
- *Statistiques des finances publiques* (FMI, 2001)
- *Système de comptabilité économique pour l'alimentation et l'agriculture* (FAO, 1996)

- *Comptabilité environnementale et économique et intégrée* (Publication des Nations Unies, numéro de vente : F.93.XVII.12)
- *Manuel de comptabilité trimestrielle* (Office statistique des communautés européennes (Eurostat) 1999)
- *Manuel de statistiques trimestrielles de comptabilité nationale* (FMI, 2001)
- *Mesure de l'économie non observée* (OCDE, 2002)
- *Mesure du capital : Manuel de mesure des stocks de capital, de la consommation du capital fixe et des services de capital* (OCDE, 2001)
- *Manuel de mesure des prix et des volumes en comptabilité nationale* (Eurostat, 2001)

Le présent manuel est l'œuvre de Vu Quang Viet, de la Division de statistique. Dans tout son travail, il a bénéficié des observations précieuses que lui ont communiquées de nombreux experts dans ce domaine, en particulier Cristina Hannig, Ivo Havinga, Karoly Kovacs, Mathias Reister et Mary Chamie de la Division de statistique, Brian Newson d'Eurostat, Heidi Arboleda de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique, Estralla V. Domingo du Conseil national de statistique des Philippines et Yatimah bt. Sarjiman du Département de statistique de la Malaisie. Mme Arboleda lui a fourni un certain nombre d'exercices qui ont été inclus. Mathias Reister a revu le manuscrit de très près en apportant de nombreux éléments pour la modification d'un grand nombre de chapitres. Les tableaux sont le résultat du travail accompli pendant de nombreuses années par Jan van Tongeren, Stefan Schweinfest et Vu Quang Viet, tous de la Division de statistique des Nations Unies.

Les adresses sur la Toile de divers organismes et organes internationaux compétents en la matière sont données ci-après :

- Division de statistique de l'Organisation des Nations Unies :
<http://unstats.un.org/unsd/>
- Fonds monétaire international :
<http://www.imf.org>
- Organisation de coopération et de développement économique :
<http://www.oecd.org/std>
- Banque mondiale : <http://www.worldbank.org>
- Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture :
<http://www.fao.org>
- Bureau de statistique des Communautés européennes :
<http://europa.int/commission/eurostat/>

Table des matières

	<i>Page</i>
Introduction	1
Première partie. Comptes de la nation	
Chapitre premier. Aperçu général	5
Chapitre 2. Compte de production et compte de biens et services	15
A. Objectifs	15
B. Principaux concepts et rapports concernant les biens et services en comptabilité nationale.	15
1. Produit intérieur brut et valeur ajoutée brute	15
2. Ressources et emplois de biens et services	15
3. Équations de base de la comptabilité nationale	16
4. Approches générales au calcul du PIB	17
5. Composantes de la valeur ajoutée	17
C. Frontière de la production et principes d'évaluation	18
1. Frontière de la production	18
2. Évaluation des biens et services dans le SCN	18
3. Évaluation des agrégats de la comptabilité nationale	20
D. Définitions de base d'autres agrégats des comptes nationaux relatifs aux biens et services.	20
1. Définition de la production	20
2. Définition de la consommation intermédiaire	21
3. Définition de la consommation finale	21
4. Définition des exportations et importations de biens et services	22
5. Définition de la formation brute de capital	23
E. Mesures	25
1. Estimation de la production marchande à partir des ventes	25
2. Production agricole	26
3. Production de l'élevage	27
4. Production de services de gros et de détail	27
5. Production de services d'intermédiation financière	27
6. Estimation de la consommation intermédiaire à partir des achats de matières premières	28
7. Estimation de la production à partir des coûts	28
8. Estimation de la consommation de capital fixe	29
9. Rapports entre la consommation de capital fixe, la formation nette de capital, l'épargne nette et la valeur ajoutée nette	30
Exercices concernant le PIB calculé d'après les chiffres de la production et d'après les chiffres des dépenses finales	31
Solutions	33
Chapitre 3. Compte de revenu de la nation	37
A. Objectifs	37
B. Concepts importants du revenu	37
C. Revenu primaire	37
D. Revenu national brut	37
E. Transferts courants : opérations sans retour de biens et services	38
F. Revenu national brut disponible	38
G. Rapport entre le revenu des secteurs institutionnels et l'ensemble de l'économie ..	40
Exercice relatif au revenu national brut, au revenu national brut disponible et à l'épargne brute	43
Solution	43

	<i>Page</i>
Chapitre 4. Compte de capital de la nation	45
A. Objectifs	45
B. Investissements en actifs non financiers et sources de fonds	46
C. Épargne brute	46
Chapitre 5. Compte financier de la nation	47
A. Objectifs	47
B. Définition des actifs et des engagements	47
C. Rapport avec le compte de capital	48
Exercice concernant la nomenclature des opérations	49
Solution	50
Chapitre 6. Compte du reste du monde	51
A. Objectifs	51
B. Opérations avec le reste du monde	51
C. Soldes du compte du reste du monde	51
D. Rapports entre les statistiques commerciales et la balance commerciale des biens et services	52
Chapitre 7. Compte de patrimoine de la nation	53
A. Objectifs	53
B. Éléments du compte de patrimoine	53
C. Valeur nette	53
Chapitre 8. Cadre du SCN pour l'économie totale	53
Exercice d'établissement d'un système complet de comptes de la nation	59
Solution	61
Deuxième partie. Comptes intégrés par branches d'activité industrielle et secteurs institutionnels	
Chapitre 9. Décomposition par branches d'activité industrielle et par secteurs	65
A. Objectifs	65
B. Qu'est-ce qu'une branche d'activité/un établissement ?	65
C. Qu'est-ce qu'une unité institutionnelle ?	66
D. Sociétés/activités auxiliaires	66
E. Secteurs institutionnels de l'économie	67
F. Exemple de raisons pour lesquelles les branches d'activité et les secteurs institutionnels doivent être distingués	67
G. Sociétés	67
H. Secteur des ménages	68
I. Institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM)	68
J. Secteur de l'administration publique	68
K. Que convient-il d'exclure du secteur de l'administration générale	68
Exercices sur la comptabilité du secteur de l'administration publique	69
Solutions	71
Chapitre 10. Tableaux des ressources et des emplois : regroupement des branches d'activité, des produits et des secteurs institutionnels	73
A. Objectifs des tableaux des ressources et des emplois	73
B. Structure des tableaux des ressources et des emplois	73
C. Équilibrage du tableau des ressources et des emplois	74
D. Décomposition des emplois finals	75
E. Décomposition de la valeur ajoutée	76
F. Données nécessaires pour la sectorisation de la production	76
Exercice d'établissement de tableaux des emplois et des ressources	77
Solutions	78

	<i>Page</i>
Chapitre 11. Comptes des secteurs institutionnels.....	79
A. Objectifs.....	79
B. Types de revenu.....	79
C. Solde sectoriel du revenu primaire.....	79
D. Revenu des entreprises par secteurs.....	79
E. Revenu disponible des secteurs.....	79
F. Épargne brute des secteurs.....	79
G. Prêt net (+)/emprunt net (-) des secteurs.....	80
H. Comptes financiers des secteurs.....	80
I. Comptes de patrimoine des secteurs.....	81
Chapitre 12. Autres questions importantes concernant les comptes sectoriels.....	83
A. Dépenses de consommation finale et consommation finale effective.....	83
1. Objectifs.....	83
2. Consommation finale effective des ménages.....	83
3. Dépenses de consommation finale de l'administration publique.....	83
4. Dépenses de consommation finale des ISBLSM.....	84
5. Nomenclature des dépenses de consommation.....	84
B. Comptes d'entreprise et comptes de la nation.....	85
1. Objectifs.....	85
2. Similitudes entre comptes d'entreprise et comptes de la nation.....	85
3. Différences entre les comptes d'entreprise et les comptes de la nation.....	86
4. Utilisations des comptes d'entreprise en comptabilité nationale.....	86
5. Exemple de la façon d'opposer ou d'adapter la comptabilité d'entreprise à la comptabilité nationale.....	86
Exercices sur les liens entre les comptes d'entreprise et les comptes de la nation	88
Solutions.....	90
Chapitre 13. Mesure des prix et des volumes en comptabilité nationale.....	93
A. Objectifs.....	93
B. Types d'indice de prix.....	93
C. Types d'indices de volume.....	94
D. Méthodes de calcul du volume du PIB.....	96
Exercice concernant les indices de volume.....	101
Exercice concernant la méthode de la double déflation-simplification.....	101
Solutions.....	102
Troisième partie. Méthodes de collecte et d'estimation de données dans le SCN	
Chapitre 14. Méthodes de collecte, de compilation et d'estimation des données en comptabilité nationale : aperçu.....	107
A. Objectifs.....	107
B. Méthodes de collecte des données.....	107
C. Données provenant des registres administratifs.....	107
D. Données recueillies au moyen de méthodes statistiques.....	108
E. Méthodes d'estimation du SCN.....	110
Annexe	
Explication des tableaux des ressources et des emplois du SCN ainsi que du cadre de comptabilité intégrée : exemple.....	115
A. Explication des tableaux des ressources et des emplois du SCN et du cadre de la comptabilité intégrée : exemple simplifié.....	122
B. Modèles pour la comptabilité du SCN : cadre de compilation.....	127

Liste des sigles et abréviations

ISBLSM	Institutions sans but lucratif au service des ménages
ANASE	Association des nations de l'Asie du Sud-Est
c.a.f.	Coût assurance fret
CITI	Classification internationale type, par industrie, de toutes les branches économique
COFOG	Classification des fonctions des administrations publiques
COICOP	Nomenclature des fonctions de la consommation individuelle
	Nomenclature des fonctions des institutions sans but lucratif au service des ménages
COPNI	
CPC	Classification centrale des produits
DEPS	Dernier entré, premier sorti
f.o.b.	Franco à bord
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FMI	Fonds monétaire international
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
PEPS	Premier entré, premier sorti
PIB	Produit intérieur brut
RBD	Revenu brut disponible
RNB	Revenu national brut
RNBD	Revenu national disponible brut
SCN	Système de comptabilité nationale
SIFIM	Services d'intermédiation financière indirectement mesurés

Introduction

Le SCN et l'analyse économique

1. Le Système de comptabilité nationale (SCN) aide les économistes à mesurer le niveau de développement économique et le taux de croissance économique, les variations de la consommation, de l'épargne, de l'investissement, de la dette et de la richesse (ou valeur nette) non seulement de l'économie totale, mais aussi de chacun de ses secteurs institutionnels (par exemple, administration publique, sociétés publiques et privées, ménages et institutions sans but lucratif au service des ménages);
2. Les données du SCN peuvent servir aux économistes à prévoir la croissance future de l'économie ou à étudier l'impact de diverses politiques publiques sur l'économie et sur ses secteurs;
3. Le SCN favorise l'intégration des statistiques économiques ou apparentées dans un système reposant sur des concepts et méthodes économiques et statistiques cohérents. En tant que tel, il permet une analyse comparée sur le plan interne et au niveau international.

Le SCN en tant que système

4. Le SCN consiste en un ensemble cohérent, homogène et intégré de comptes macroéconomiques, de comptes de patrimoine et de tableaux reposant sur une série de concepts, de définitions, de nomenclatures et de règles comptables approuvés sur le plan international.
5. Il offre un enregistrement complet et détaillé des activités économiques complexes qui se déroulent au sein d'une économie donnée ainsi que des interactions entre les divers agents et groupes d'agents économiques qui se déroulent sur le marché ou ailleurs.

Présentation en trois parties

6. Dans le présent manuel on trouvera :
 - Une présentation de l'économie nationale en tant que tout par rapport au reste du monde (partie I)
 - Les comptes intégrés par branches d'activité et secteurs institutionnels (partie II)
 - Les méthodes de collecte et destination des données du SCN (partie III)

Première partie

Comptes de la nation

Chapitre premier. Aperçu général

A. — Introduction

1.1. La comptabilité nationale est la description macroéconomique du cycle du revenu national selon le principe de la comptabilité en partie double et au moyen d'une séquence de comptes montrant les rapports entre les diverses variables économiques. Le présent chapitre présente les concepts macroéconomiques et les équations de comptabilité économique sur lesquels repose la comptabilité nationale. Dans la partie C, ces concepts sont présentés à l'aide d'un exemple chiffré utilisant le cadre comptable mis au point pour la comptabilité nationale. La partie D contient une présentation graphique de l'exemple numérique. La partie E examine certains emplois des indicateurs fournis par la comptabilité nationale et d'autres statistiques économiques.

B. — Principaux concepts et variables de la comptabilité nationale

Ressources et emplois

1.2. Dans l'ensemble de l'économie, le total des ressources de biens et de services est nécessairement égal au total des emplois. On peut donc écrire :

$$(1.1) \quad \text{Ressources totales de biens et de services} \\ = \text{emplois totaux de biens et de services}$$

1.3. Dans une économie ouverte pratiquant le commerce international, les ressources totales de biens et de services sont constituées par la production intérieure et les importations. Les emplois sont constitués par la consommation intermédiaire, la consommation finale, la formation brute de capital et les exportations. La consommation intermédiaire est formée par les biens et services consommés dans le courant de la production (non compris la consommation d'actifs fixes) tandis que la consommation finale est constituée par les biens et services mis à la disposition des consommateurs finals. Donc :

$$(1.2) \quad \text{Production} + \text{importations} = \text{consommation} \\ \text{intermédiaire} + \text{consommation finale} + \text{formation} \\ \text{brute de capital} + \text{exportations}$$

1.4. Dans l'équation (1.2) une permutation permet d'obtenir la valeur ajoutée brute en tant que production diminuée de la consommation intermédiaire. Si on laisse à part la question des impôts et subventions sur biens et services, la valeur ajoutée brute est la valeur de tous les biens et services qui sont produits au cours d'une période de production donnée

mais qui ne sont pas consommés immédiatement dans le processus de production de cette période. Par conséquent, la valeur ajoutée brute représente la valeur de tous les biens et services disponibles pour les différents emplois autres que la consommation intermédiaire. Il s'ensuit que :

$$(1.3) \quad \text{Valeur ajoutée brute} = \text{production} \\ - \text{consommation intermédiaire}$$

$$(1.4) \quad \text{Production} - \text{consommation intermédiaire} \\ = \text{consommation finale} + \text{formation brute de capital} \\ + \text{exportations} - \text{importations}$$

1.5. La consommation intermédiaire, la consommation finale et la formation brute de capital fixe du côté (droit) de l'équation (1.2) qui correspond aux emplois sont mesurées du point de vue du consommateur ou de l'acheteur. Leur valeur tient compte des impôts et subventions sur les biens et services. Lorsque les impôts sur les produits augmentent, les subventions sur les produits font baisser les prix que doivent acquitter les consommateurs. Cependant, la production est mesurée du point de vue des producteurs, c'est-à-dire correspond aux montants qu'ils doivent recevoir et qui ne tiennent pas compte de l'ensemble des impôts et droits sur biens et services, mais incluent les subventions sur biens et services. Donc, il faut ajouter les impôts sur biens et services à la production et déduire de celle-ci les subventions pour obtenir une évaluation uniforme des offres et des emplois.

$$(1.5) \quad \text{Production} + \text{impôts} - \text{subventions} \\ - \text{consommation intermédiaire} = \text{consommation} \\ \text{finale} + \text{formation brute de capital} + \text{exportations} \\ - \text{importations}$$

Produit intérieur brut

1.6. Du côté gauche de l'équation (1.5), nous trouvons la valeur de tous les biens et services produits au cours d'une période donnée diminuée des biens et services consommés au cours de la production de cette période et cette valeur est appelée produit intérieur brut (PIB). Pour exprimer le PIB, on peut totaliser la valeur de la production et de la consommation intermédiaire des diverses branches d'activité économique et on obtient ainsi le PIB mesuré d'après la production :

$$(1.6) \quad \text{PIB} = \text{production} + \text{impôts} - \text{subventions} \\ - \text{consommation intermédiaire}$$

1.7. La production diminuée de la consommation intermédiaire peut être remplacée par la valeur ajoutée brute.

$$(1.7) \text{ PIB} = \text{valeur ajoutée brute} + \text{impôts} \\ - \text{subventions}$$

1.8. Du côté droit de l'équation (1.5), le produit intérieur brut peut aussi être considéré comme la valeur de tous les biens et services disponibles pour les différents emplois finals à l'intérieur du pays ou pour les exportations : on obtient ainsi le PIB mesuré à partir des dépenses. Donc :

$$(1.8) \text{ PIB} = \text{consommation finale} + \text{formation brute} \\ \text{de capital} + \text{exportations} - \text{importations}$$

1.9. La production crée des revenus pour les propriétaires des éléments qui entrent dans celle-ci et aussi pour les propriétaires du capital et pour l'administration publique. La valeur de ces revenus est égale au produit intérieur brut. Donc le PIB peut aussi être calculé comme la somme des rémunérations des salariés, des impôts et diminués des subventions et de l'excédent brut d'exploitation/revenu mixte : On obtient ainsi le PIB sous l'angle du revenu. Donc :

$$(1.9) \text{ PIB} = \text{rémunérations des salariés} + \text{impôts} \\ - \text{subventions} + \text{excédents bruts d'exploitation/revenu} \\ \text{mixte}$$

1.10. On expliquera ultérieurement plus en détail les éléments qui composent l'excédent brut d'exploitation ou le revenu mixte et les impôts moins subventions. On notera cependant déjà que dans l'équation (1.9), dans « impôts moins subventions » sont inclus non seulement tous les impôts diminués des subventions sur les produits (c'est-à-dire les biens et les services) mais aussi les autres impôts diminués des subventions sur la production.

Revenu national brut

1.11. En tant qu'agrégat mesurant la production, le produit intérieur brut correspond à la production de toutes les unités résidentes du pays considéré, ce qui n'est pas exactement la même chose que la production de toutes les activités productives des résidents. Certaines des activités productives des résidents peuvent avoir lieu à l'étranger (c'est le cas des activités de production de la main-d'œuvre travaillant temporairement ou saisonnièrement à l'étranger). Inversement, une partie de la production qui a lieu à l'intérieur des frontières peut être le fait de main-d'œuvre étrangère, temporaire ou saisonnière. L'apport de la main-d'œuvre est mesuré par les rémunérations des salariés payées à des non-résidents et reçues par l'économie considérée. En outre, une partie du revenu primaire produit dans le pays peut aller à des unités non-résidentes (par exemple, les intérêts payés au titre de créances détenues à l'étranger ou les dividendes payés à des actionnaires non résidents). Inversement, une partie des revenus primaires produits dans le reste du monde peut aller à des unités résidentes. Le concept de revenu national brut cherche donc à mesurer le revenu net reçu par les résidents en raison des facteurs de production dont ils sont propriétaires

(main-d'œuvre, actifs non produits et capital). Les résidents sont définis d'après leur centre d'intérêts économiques.

1.12. Donc, le revenu national brut (RNB) est défini comme suit :

$$(1.10) \text{ RNB} = \text{PIB} + \text{rémunération des salariés} \\ \text{et revenu de la propriété provenant du reste du} \\ \text{monde} - \text{rémunération des salariés et revenus de la} \\ \text{propriété allant au reste du monde}$$

1.13. Le RNB n'est pas disponible en totalité pour des emplois finals dans le pays considéré étant donné qu'une partie est transférée vers d'autres pays sans que rien n'en soit reçu en échange, par exemple sous forme de transferts destinés à de la famille vivant dans un autre pays. Ces transferts sont appelés transferts courants et leur prise en compte conduit à définir le revenu national disponible brut comme suit :

$$(1.11) \text{ Revenu national disponible brut} \\ = \text{RNB} + \text{transferts courants du reste du monde} \\ - \text{transferts courants au reste du monde}$$

1.14. Le revenu national disponible brut et le revenu disponible pour la consommation et l'épargne :

$$(1.12) \text{ Revenu national disponible brut} = \text{dépenses} \\ \text{de consommation finale} + \text{épargne brute}$$

Épargne brute, formation brute de capital et prêt net

1.15. L'épargne brute est la différence entre le revenu national disponible brut et la consommation finale. L'épargne brute ajoutée aux transferts nets de capital (transferts de capital à recevoir – transferts de capital à payer) du reste du monde représente les ressources disponibles pour être investies dans des actifs non financiers, qui est appelée formation brute de capital, autrement dit l'acquisition nette d'actifs fixes, par exemple bâtiments, à usage d'habitation ou non, usines et équipements ou accroissement de stocks. La différence entre l'épargne brute augmentée des transferts nets de capital et la formation brute de capital représente l'emprunt net du reste du monde ou les prêts nets au reste du monde, selon que les emplois dépassent les ressources ou inversement : si le montant est négatif, il s'agit d'un emprunt net, et s'il est positif, il correspond à un prêt net :

$$(1.13) \text{ épargne brute} = \text{revenu national disponible} \\ \text{brut} - \text{consommation finale}$$

$$(1.14) \text{ prêt net (+)/emprunt net (-)} = \text{épargne} \\ \text{brute} + \text{transferts nets de capital} - \text{formation brute de} \\ \text{capital}$$

Emprunt net/prêt net dans les comptes financiers

1.16. L'emprunt net/le prêt net apparaît aussi dans les opérations sur actifs/passifs financiers avec le reste du monde. Il

est égal à la différence entre l'acquisition nette d'actifs financiers et l'encours net de passif (devises, effets, prêts, etc.) :

$$(1.14) \quad \text{Prêt net (+)/emprunt net (-)} = \text{acquisition nette d'actifs financiers} - \text{encours net de passif}$$

Variations de valeur nette

1.17. La valeur nette est la différence entre la valeur totale des actifs, financiers et non financiers, et la valeur totale des passifs de l'économie étudiée. Elle mesure la richesse nette de la nation. Les variations de la valeur nette mesurent les variations de la richesse de cette nation. Elles sont égales à la différence entre les variations de la valeur totale des actifs et les variations de la valeur totale des passifs. En plus des variations de valeur nette dues aux fluctuations de prix qui modifient la valeur attribuée aux actifs et aux passifs ou ayant une cause naturelle, par exemple les découvertes de ressources nationales, l'appauvrissement de ces ressources ou les destructions dues à des catastrophes naturelles, les variations de valeur nette dues aux activités et opérations économiques sont égales au total de l'épargne brute et des transferts nets de capitaux de l'étranger. Ce dernier montant doit aussi être égal à la formation brute de capital diminuée de la consommation de capital fixe et augmentée du prêt net (+)/ de l'emprunt net (-) au reste du monde.

C. — Introduction au cadre comptable

Quatre principes comptables de base

1.18. Les comptes reposent sur les quatre grands principes comptables suivants :

- a) Toutes les opérations sont comptabilisées sur la base de l'exercice (montants à payer et à recevoir) et non pas sur la base de la gestion (montants reçus et payés);
- b) Les ressources (montants à recevoir) sont inscrites à droite et les emplois (montants à payer) sont inscrits à gauche. Les passifs sont inscrits dans la partie droite et les actifs dans la partie gauche des comptes;
- c) Le solde ou montant de clôture, qui figure toujours en dernière ligne de la partie réservée aux emplois, clôt (solde) le compte;
- d) Le solde de clôture constitue toujours la rubrique qui ouvre le compte suivant et il est inscrit sur la première ligne du côté des ressources.

Séquence des comptes de l'économie totale

1.19. La séquence des comptes de l'économie totale commence par le compte de production qui est suivi par le compte de distribution primaire du revenu, le compte de distribution secondaire du revenu, le compte d'utilisation du revenu, le

compte de capital, le compte financier et enfin les comptes de patrimoine (voir tableau 1.1).

1.20. Les comptes de patrimoine renseignent sur le total des actifs fixes, le total des actifs financiers et le total des passifs financiers, classés par type d'actif et de créance de l'économie en début et en fin de période comptable. Les comptes de patrimoine subissent les effets de trois types de variations survenant au cours de la période comptable :

- a) Variations dues aux opérations;
- b) Autres variations du volume des actifs dues à l'apparition et à la disparition d'actifs;
- c) Variations dues aux fluctuations des prix.

1.21. Les variations des comptes de patrimoine dues aux opérations résultent d'activités de production et d'opérations avec le reste du monde. La formation brute de capital, après déduction de la consommation de capital fixe, s'ajoute aux actifs non financiers. Les opérations sur actifs/passifs financiers modifient les actifs financiers et les créances. La différence entre la valeur totale des actifs et la valeur totale des passifs représente la variation de valeur nette.

1.22. D'autres variations du volume des actifs résultent de l'apparition de ressources, par exemple la découverte de ressources du sous-sol (pétrole ou minerai, par exemple), ou de leur disparition due à l'épuisement ou à des catastrophes naturelles.

1.23. Les variations des comptes de patrimoine dues aux fluctuations de prix incluent les gains ou pertes de détention résultant de la réévaluation d'actifs financiers ou non financiers.

1.24. Par souci de simplicité, la séquence des comptes présentée au tableau 1.1 ne fait pas apparaître d'autres variations de volume des actifs ni variations des comptes de patrimoine dues à des variations de prix.

Compte du reste du monde

1.25. Le compte du reste du monde est structuré selon deux principes :

- a) Les opérations avec l'économie nationale sont comptabilisées du point de vue du reste du monde;
- b) Toutes les opérations entre l'économie nationale et le reste du monde sont enregistrées deux fois, en tant que montants à recevoir dans les comptes nationaux et en tant que montants à payer dans le compte du reste du monde, ou inversement. Par exemple, les transferts courants à recevoir du reste du monde, tels qu'ils sont inscrits dans les comptes nationaux, sont comptabilisés en tant que transferts courants payables au reste du monde dans le compte du reste du monde.

1.26. Les importations et les exportations constituent un cas particulier :

Tableau 1.1. Séquence simplifiée des comptes de l'économie nationale		Emplois	Ressources
	Compte de production		
	Production de biens et de services		100
Moins	Consommation intermédiaire	40	
Égal	Valeur ajoutée brute/PIB	60	
	Compte de distribution primaire du revenu		
	Valeur ajoutée brute/PIB		60
Plus	Rémunération des salariés et revenus de la propriété à recevoir du reste du monde		4
Moins	Rémunération des salariés et revenus de la propriété à payer au reste du monde	1	
Égal	Revenu national brut	63	
	Compte de distribution secondaire du revenu		
	Revenu national brut		63
Plus	Transferts courants à recevoir du reste du monde		1
Moins	Transferts courants à payer au reste du monde	2	
Égal	Revenu disponible brut	62	
	Compte d'utilisation du revenu		
	Revenu disponible brut		62
Moins	Consommation finale	40	
Égal	Épargne brute	22	
	Compte de capital		
	Épargne brute		22
Moins	Formation brute de capital	15	
Plus	Transferts de capital du reste du monde		1
Moins	Transferts de capital au reste du monde	1	
Égal	Prêt net au reste du monde	7	
		Variations d'actifs	Variations de passifs
	Compte financier		
	Acquisition nette d'actifs financiers		
	Monnaie	3	
	Prêts	4	
Moins	Encours nets de passif		0
Égal	Prêt net au reste du monde		7
		Actifs	Passifs
	Variations des comptes de patrimoine dues aux opérations financières		
	Actifs non financiers		
	Formation brute de capital brut	15	
	Consommation de capital fixe	-1	
Moins	Actifs financiers/Passifs financiers	7	0
Égal	Valeur nette		21

Note : Cette séquence simplifiée des comptes élimine d'autres comptes intermédiaires tels que le compte de création de revenu et la subdivision du compte de distribution primaire du revenu en deux comptes distincts; elle ne présente pas non plus les comptes de patrimoine.

		Emplois	Ressources
	Importations		10
Moins	Exportations	15	
Plus	Rémunération des salariés et revenus de la propriété à recevoir du reste du monde	4	
Moins	Rémunération des salariés et revenus de la propriété à payer au reste du monde		1
Plus	Transferts courants à recevoir du reste du monde	1	
Moins	Transferts courants à payer au reste du monde		2
Plus	Transferts de capital du reste du monde	1	
Moins	Transferts de capital au reste du monde		1
Égal	Emprunt net du reste du monde	-7	
		Actifs	Passifs
	Comptes financiers		
	Variation des actifs financiers	0	
Moins	Variation des passifs financiers		7
	Créances monétaires		3
	Prêts		4
Égal	Emprunt net du reste du monde		-7

a) Les importations de l'économie nationale dans le compte du reste du monde sont en fait les exportations du reste du monde et les exportations de l'économie nationale sont les importations du reste du monde;

b) Les importations dans le compte du reste du monde représentent le montant à recevoir créé par les exportations de biens et services du reste du monde. Inversement, les exportations dans le compte du reste du monde représentent le montant à payer du fait des importations du reste du monde.

1.27. Étant donné que le compte du reste du monde représente la contrepartie de l'économie nationale, le prêt net (+) de l'économie nationale est l'emprunt net (-) du reste du monde et inversement.

Compte de biens et services

1.28. Le compte des biens et services se caractérise comme suit :

- Il regroupe la totalité des ressources et la totalité des emplois de biens et services;
- Il est équilibré et n'a pas de contrepartie;
- Les ressources sont enregistrées à droite et les emplois à gauche.

D. — Présentation graphique des rapports entre les concepts de base

1.29. À partir de l'équation (1.3) on peut obtenir la valeur de la production en tant que somme de la valeur ajoutée brute et de la consommation intermédiaire :

$$(1.15) \text{ production} = \text{valeur ajoutée brute} + \text{consommation intermédiaire}$$

Tableau 1.3. Compte de biens et services

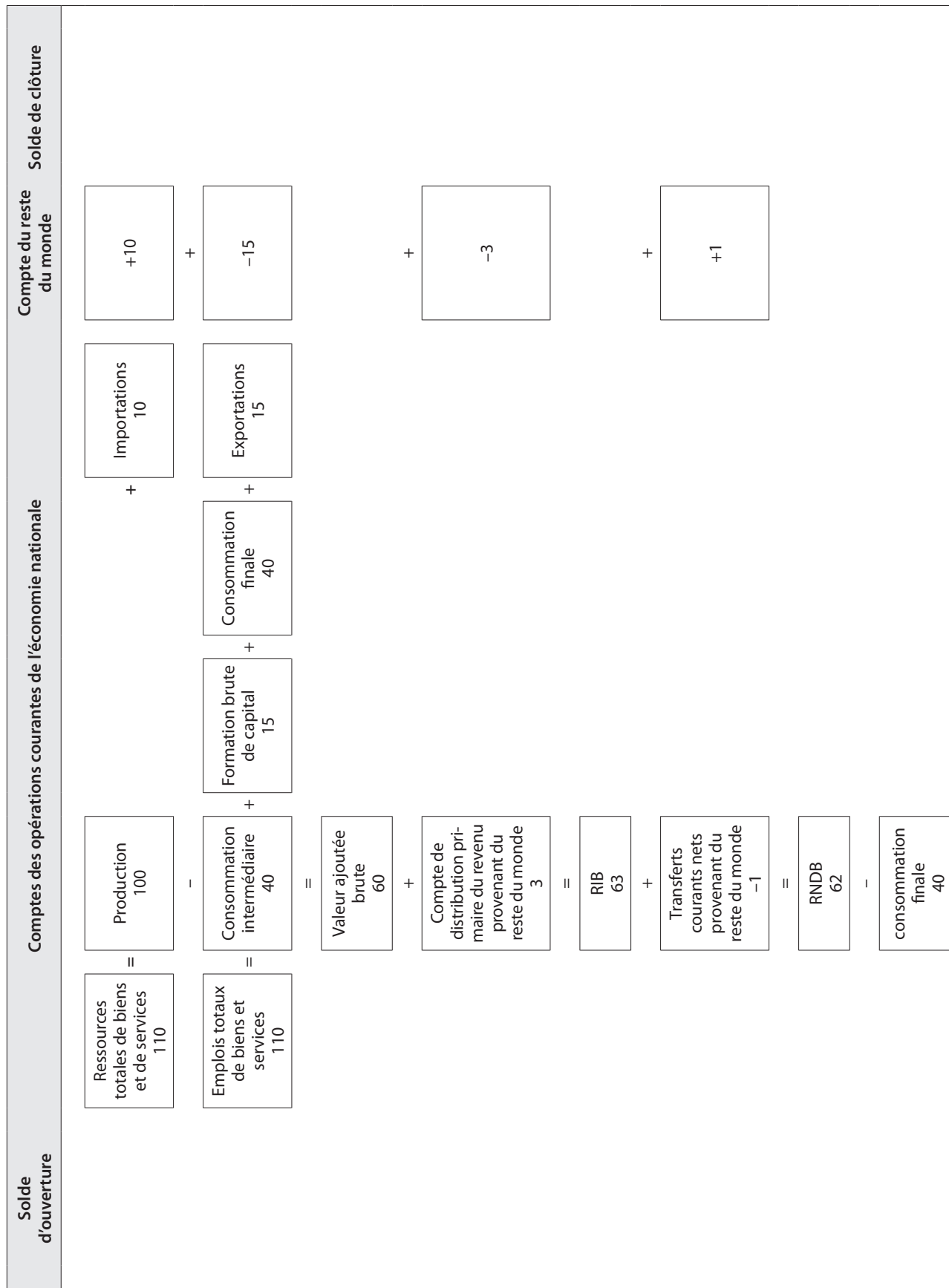
	Emplois	Ressources
Production de biens et services		100
Importations de biens et services		10
Consommation intermédiaire	40	
Consommation finale	40	
Formation brute de capital	15	
Exportations de biens et services	15	
Total	110	110

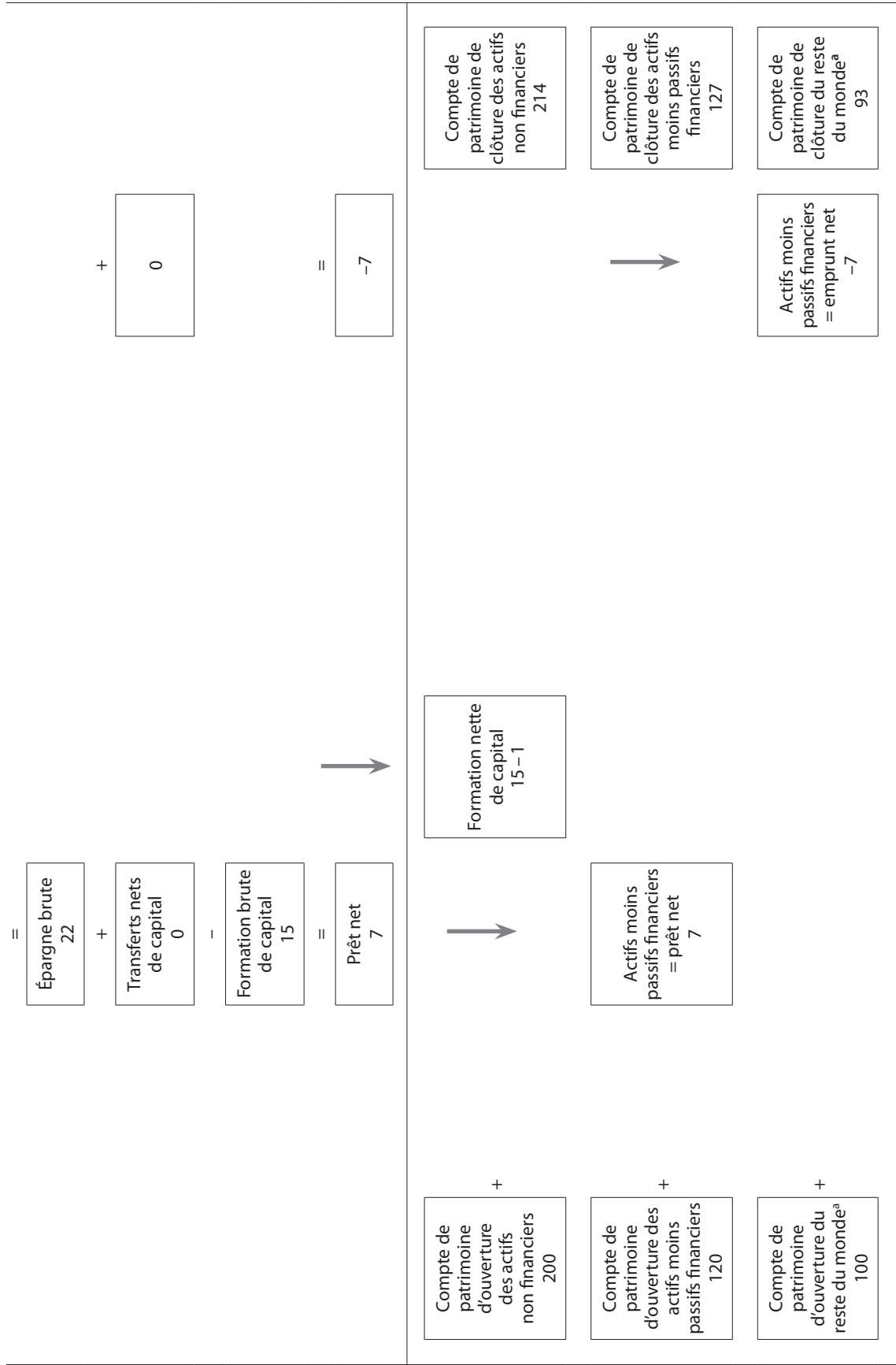
1.30. À partir de l'équation (1.4) on peut obtenir la valeur de la production en tant que somme des emplois intermédiaires et des emplois finals :

$$(1.16) \text{ production} = \text{consommation intermédiaire} + \text{consommation finale} + \text{formation brute de capital} + (\text{exportations} - \text{importations})$$

1.31. La figure 1.1 présente schématiquement les comptes des opérations courantes de l'économie nationale, le compte du reste du monde et les comptes de patrimoine. La formation nette de capital est égale à la formation brute de capital moins la consommation de capital fixe. Les opérations dites « nettes » correspondent aux montants à recevoir diminués des montants à payer; par exemple le revenu primaire net est égal au montant à recevoir diminué du montant à payer

Figure 1.1. Présentation graphique de la séquence des comptes indiquant seulement les variations de patrimoine qui résultent d'opérations économiques





^a Le Fonds monétaire international appelle la valeur nette du reste du monde « position financière internationale »; une valeur positive signifie que l'économie considérée a une position négative; la position financière internationale étant indiquée du point de vue du reste du monde.

au titre du revenu primaire. Les rapports entre les ressources totales et les emplois totaux de biens et services et les comptes de patrimoine sont indiqués horizontalement. Les opérations courantes de l'économie nationale et le compte du reste du monde sont indiqués verticalement. Pour que la présentation soit plus claire, on a présenté les variations des comptes de patrimoine seulement lorsqu'elles étaient dues à des opérations et non pas lorsqu'elles résultaient de variations de volume ou de changement d'évaluation.

E. — Emplois des indicateurs fournis par la comptabilité nationale

1.32. Les séries chronologiques de la comptabilité nationale fournissent la plupart des chiffres importants qui servent à établir des modèles économiques pour prévoir le développement économique, analyser les prix et estimer les effets que les politiques officielles ont sur l'économie, etc. Le tableau entrées-sorties, qui dérive des tableaux des ressources et des emplois du système de comptabilité nationale, constitue une base de données importante pour les études d'impact et l'analyse de productivité à des niveaux très détaillés de branches d'activité et de produits. Néanmoins, même sans l'aide d'outils économiques perfectionnés, les indicateurs qui découlent des agrégats de la comptabilité nationale sont déjà très utiles pour surveiller le comportement global d'une économie, ses forces ainsi que ses faiblesses. Dans certains cas, il faut les compléter par d'autres indicateurs importants extraits de statistiques spécialisées comme les statistiques monétaires ou les statistiques du budget de l'État. Le développement qui suit ne se prétend pas exhaustif mais cherche principalement à montrer l'importance des indicateurs extraits de la comptabilité nationale et de statistiques spécialisées en analyse économique.

Indicateurs reposant sur les agrégats de comptabilité nationale

1.33. Les plus connus des indicateurs qui servent à surveiller l'économie sont le taux de croissance réelle du PIB, la consommation finale et la formation brute de capital (investissement en capital fixe), le taux d'épargne (épargne/PIB), le taux d'investissement (formation brute de capital/PIB), le déficit du budget de l'État/PIB, le solde du compte extérieur courant/PIB, les taux d'imposition effective du revenu des ménages et du revenu des sociétés, etc. Ces indicateurs peuvent être extraits directement des chiffres de la comptabilité nationale. Non seulement ils montrent le comportement de l'économie au cours d'une période donnée mais encore ils servent à la comparer à celle d'autres pays qui se trouvent au même niveau de développement. Même en l'absence de modélisation compliquée, il est possible de retirer des enseignements très utiles sur l'économie des indicateurs qui sont extraits de la comptabilité nationale en les comparant à des exemples d'écart découlant de ce qu'ont appris d'autres études

de développement économique. Par exemple, pour atteindre un taux de croissance moyen, on sait que les pays en développement doivent avoir un taux d'investissement égal à 25 % au moins de leur PIB. Un déficit du budget de l'État et un déficit du solde courant extérieur de 3 % ou plus laissent présager des difficultés si des mesures correctrices ne sont pas prises. Un autre agrégat très utile est la variation des stocks. La constitution des stocks par rapport à la production dans les branches d'activité manufacturière est le signe d'un ralentissement économique et l'inverse est aussi vrai, sauf évidemment si les variations de stocks sont calculées de manière résiduelle, comme cela se fait dans certains pays.

1.34. D'autres indicateurs sont calculés à partir de plusieurs postes de la comptabilité nationale. Par exemple, le paiement de la dette rapporté aux exportations (le paiement de la dette inclut à la fois le paiement des intérêts et celui du principal) sert d'indicateur de la capacité de remboursement de la dette tandis que l'exportation de biens manufacturés en pourcentage des exportations totales sert à mesurer l'effet d'industrialisation des exportations. Si le rapport entre le déficit du budget de l'État et le PIB est élevé, et le déficit du compte extérieur important, des ajustements des politiques s'imposent. Un important déficit budgétaire risque, soit de décourager l'investissement privé, soit d'accélérer l'inflation si le déficit est compensé par la planche à billets au lieu de l'emprunt public. Évidemment, l'analyste doit tenir compte de nombreux autres facteurs. Un ratio élevé du service de la dette extérieure conjugué à un ralentissement des exportations sera pour lui le signe irréfutable d'une crise du paiement de la dette extérieure. Les indicateurs économiques élémentaires, lorsqu'ils dépassent certains seuils critiques, signalent utilement les problèmes économiques.

Indicateurs reposant sur des statistiques spécialisées

1.35. Il n'y a pas que les comptes nationaux qui fournissent des indicateurs économiques. Les indicateurs extraits des statistiques spécialisées sont tout aussi importants. Quelques uns proviennent de statistiques monétaires et bancaires et font l'objet d'une surveillance attentive. La surveillance du taux de variation de la masse monétaire¹ permet de prévoir l'inflation tandis que la proportion de prêts non performants et le rapport entre les engagements et les avoirs servent d'indicateurs du système bancaire. La balance des paiements, en plus de fournir les indicateurs ci-dessus, renseigne aussi sur les réserves de devises et l'engagement courant à court terme en devises. Ces indicateurs sont extrêmement utiles pour déceler les problèmes éventuels du marché financier.

¹ Il est possible de calculer la masse monétaire à partir des comptes financiers et des comptes de patrimoine mais cette méthode est peu commode, particulièrement lorsque la comptabilité nationale est établie à partir de statistiques monétaires et bancaires.

Tableau 1.4. Indicateurs du comportement économique

Indicateurs	Interprétation
<p>Groupe 1. Niveau et comportement économique généraux</p> <ul style="list-style-type: none"> • PIB par habitant • Taux de croissance du PIB 	<ul style="list-style-type: none"> • Niveau de développement économique par rapport à d'autres pays • Résultats de l'économie
<p>Groupe 2. Productivité et coût de la main-d'œuvre</p> <ul style="list-style-type: none"> • Valeur ajoutée brute par travailleur, par heure ouvrée (activités manufacturières) • Rémunération des salariés par heure ouvrée 	<ul style="list-style-type: none"> • Productivité de la main-d'œuvre • Coût de la main-d'œuvre
<p>Groupe 3. Distribution du revenu</p> <ul style="list-style-type: none"> • Rémunération des salariés/valeur ajoutée brute • Excédent d'exploitation/valeur ajoutée brute 	<ul style="list-style-type: none"> • Part du revenu des salariés dans le PIB • Part du revenu du capital dans le PIB
<p>Groupe 4. Investissements</p> <ul style="list-style-type: none"> • Formation brute de capital fixe/PIB • Actifs fixes produits bruts/PIB • Formation brute de capital fixe/variation du PIB • Actifs fixes bruts/production par type d'activité 	<ul style="list-style-type: none"> • Part de l'investissement dans les biens d'équipement dans le PIB • Rapport qui sert à estimer les besoins en biens d'équipement produits pour un taux donné de croissance du PIB • Approximation du ratio capital/PIB ci-dessus (valable seulement dans les années de croissance positive stable, communément appelé coefficient marginal du capital) • Ratios capital/production nécessaires pour la planification du développement des branches d'activité
<p>Groupe 5. Épargne</p> <ul style="list-style-type: none"> • Épargne/PIB • Épargne/formation brute de capital fixe • Épargne d'un secteur institutionnel/épargne totale • Épargne des ménages/revenu disponible des ménages 	<ul style="list-style-type: none"> • Taux d'épargne de la nation • Financement national de l'investissement • Apport de chaque secteur à l'épargne totale • Taux d'épargne des ménages
<p>Groupe 6. Résultat de l'administration publique</p> <ul style="list-style-type: none"> • Déficit public/PIB • Recettes/dépenses (non compris les paiements au titre du principal ou les engagements de dette) • Formation de capital fixe/dépenses totales • Paiement d'intérêts/dépenses totales • Impôts/PIB • Impôts sur les sociétés/solde du revenu primaire des sociétés • Impôts sur le revenu des ménages/revenu national brut des ménages 	<ul style="list-style-type: none"> • Taux de déficit public • S'il est inférieur à 1, la politique de l'État en matière de besoins budgétaires doit être sérieusement revue, les recettes récurrentes étant inférieures aux dépenses récurrentes • Part des dépenses totales consacrées aux investissements en biens d'équipement • Indicateur du poids du paiement de la dette sur les dépenses publiques • Effort de l'État ou poids de l'impôt • Effort de l'État ou poids de l'impôt sur les sociétés (juste, équitable, trop élevé) • Ponctions de l'État sur les ménages (juste, moyenne, trop élevée)
<p>Groupe 7. Résultats bancaires</p> <ul style="list-style-type: none"> • Part des prêts improductifs (définis comme ne donnant pas lieu à des paiements pendant plus de trois mois) • Engagements/actifs 	<ul style="list-style-type: none"> • Risque de défaut • Bulletin de santé des banques (pour un ratio sain, ce rapport doit être inférieur à 1, ce qui signifie que les actifs nets sont supérieurs à zéro)
<p>Groupe 8. Commerce extérieur</p> <ul style="list-style-type: none"> • Importations/PIB, taux de croissance des importations • Exportations/PIB, taux de croissance des exportations • (Exportations + importations)/PIB • (Exportations – importations)/PIB 	<ul style="list-style-type: none"> • Dépendance à l'égard des importations, facteur de croissance • Activités d'exportation • Degré d'ouverture de l'économie • Écart entre les exportations et les importations

Indicateurs	Interprétation
Groupe 9. Balance des paiements <ul style="list-style-type: none"> Déficit du compte courant extérieur/PIB (Exportations – importations)/PIB Païement de la dette (intérêt + principal)/exportations 	<ul style="list-style-type: none"> Capacité à financer les importations et taux courant de croissance économique (s'il est supérieur à 3 %, attention) Comme ci-dessus Capacité à assurer le service de la dette extérieure (ce rapport doit normalement être inférieur à 30 %)
Groupe 10. Réserve de devises	<ul style="list-style-type: none"> Capacité à financer les importations et d'empêcher une crise des changes
Groupe 11. Prix <ul style="list-style-type: none"> Indice des prix à la production, indice des prix à la consommation, indice des prix à l'importation et indice des prix à l'exportation Taux d'intérêt Taux de change Indice des valeurs Indice des taux de salaire 	

1.36. La crise financière en Asie de l'Est et dans les pays de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) en 1987 a surpris tout le monde parce que les ratios du système bancaire et des réserves de devises n'avaient été ni calculés correctement ni suivis de près. L'économie semblait être en bonne santé alors que la crise couvait. Les indicateurs de la production, du budget public et du solde du commerce extérieur semblaient favorables à presque tous les pays, et seuls faisaient exception les déficits de compte courant extérieur, qui dépassaient 6 % du PIB. Alors qu'on s'attendait toujours qu'ils soient compensés par des entrées de capitaux, ces déficits furent la principale raison de la dévaluation des monnaies de ces pays et de l'accélération de la fuite des capitaux.

1.37. Par prêts non productifs on entend généralement ceux qui ne donnent lieu à aucun paiement pendant plus de

trois mois. Or, en Asie, avant 1997, le non-paiement pendant plus d'un an n'entraînait pas le classement des prêts dans cette catégorie. En outre, normalement, il faut que le rapport des engagements bancaires au total des actifs soit inférieur à l'unité dans les marchés développés (ce qui revient à des actifs nets nuls) mais en Asie, ce rapport dépassait couramment quatre (soit des actifs nets largement négatifs).

1.38. En 1997, les contrats à terme de vente de devises (dérivés financiers) n'étaient pas non plus comptabilisés dans les engagements en devises (voir au tableau 1.4 la définition opérationnelle des réserves de devises et du total des engagements courants libellés en devises).

1.39. Les indicateurs économiques généraux sont regroupés en 11 catégories et présentés dans le tableau 1.4 qui indique aussi leur définition et leur usage possible.

Chapitre 2. Compte de production et compte de biens et services

A. — Objectifs

2.1. Le compte de production a pour objet de mesurer la production, la consommation intermédiaire et, enfin, la valeur ajoutée brute de chacune des activités économiques et de chacun des secteurs institutionnels du pays. Le total de la valeur ajoutée brute engendrée par les différentes activités économiques de l'économie nationale est le produit intérieur brut (PIB). Le PIB est le principal agrégat extrait du compte de production. Il indique la production globale de l'économie. Le taux de croissance en volume du PIB résume le taux de croissance de l'économie. La croissance du PIB permet normalement d'accroître soit la consommation finale des ménages ou des administrations, soit les investissements en biens d'équipement. Ces derniers accélèrent normalement la croissance de l'économie.

2.2. Le présent chapitre traite des sujets suivants :

- a) Définition de la valeur ajoutée brute;
- b) Ressources et emplois de tous les biens et services de l'économie : le solde des ressources et des emplois de biens et services décrit les rapports entre les agrégats importants des comptes nationaux;
- c) Frontière de la production des comptes nationaux, autrement dit les activités dont les comptes nationaux rendent compte ou ne rendent pas compte;
- d) Principes d'évaluation des comptes nationaux, c'est-à-dire la façon dont la production et les emplois sont évalués;
- e) Définition des principaux concepts de la comptabilité de la production : par exemple production, consommation intermédiaire, consommation finale, formation brute de capital, exportations et importations;
- f) Mesure dans la pratique de certains agrégats importants.

B. — Principaux concepts et rapports concernant les biens et services en comptabilité nationale

1. Produit intérieur brut et valeur ajoutée brute

2.3. Le Système de comptabilité nationale (SCN) définit le PIB et la valeur ajoutée brute de manière opérationnelle, c'est-à-dire d'après leur mode de calcul. Dans le présent chapitre, le PIB et la valeur ajoutée sont employés indifféremment étant donné qu'ils décrivent le même concept économique. Comme on le verra ci-après, en raison des impôts et subventions, les valeurs qui leur sont attribuées ne sont toutefois pas identiques.

Que mesurent la valeur ajoutée brute et le produit intérieur brut ?

2.4. La valeur ajoutée brute et le PIB mesurent la valeur additionnelle des biens et services nouvellement créés par l'économie et disponibles pour des emplois finals dans le pays ou pour des exportations.

2.5. La production est la valeur des biens et services produits par un établissement de l'économie étudiée qui sont disponibles pour être employés en dehors de cet établissement. Ils sont évalués aux prix du marché ou à des prix équivalents.

2.6. La consommation intermédiaire est le coût des biens et services employés dans la production.

2.7. Le PIB est égal à la valeur de tous les biens et services produits par l'économie (c'est-à-dire la production) diminuée de la valeur de tous les biens et services employés dans le courant de la production (c'est-à-dire la consommation intermédiaire). Les manuels d'économie appellent parfois le PIB « production » ou « production nette ». Néanmoins, en comptabilité nationale, le mot production a un sens différent.

2.8. La valeur ajoutée brute est calculée pour chaque activité économique et la valeur ajoutée brute de chacune des activités économiques est ajoutée aux autres pour donner la valeur ajoutée brute totale de l'ensemble de l'économie. La valeur ajoutée brute totale, après des ajustements mineurs dus aux impôts et subventions, devient le produit intérieur brut :

Si

Production	100	}	Consommation intermédiaire = 40
Coûts des matières premières	30		
Coûts des services	10		

Alors

	Production	100
Moins	Consommation intermédiaire	40
Égal	Valeur ajoutée brute/PIB	60

2. Ressources et emplois de biens et services

2.9. Il est plus intéressant d'interpréter la valeur ajoutée brute dans le contexte des ressources et des emplois de biens et services dans l'économie étudiée. Pour l'ensemble de l'économie ou pour n'importe quel produit, les ressources totales doivent être égales aux emplois totaux.

2.10. Les ressources totales incluent la production et les importations, et les emplois totaux incluent la consommation finale, la consommation intermédiaire, la formation brute de capital et les exportations. On peut se demander ce qu'il advient des biens qui ne sont pas consommés. Ces biens sont, en fait, enregistrés en tant qu'accroissement des stocks, qui constituent une partie de la formation du capital brut.

2.11. La production est normalement mesurée du point de vue des producteurs, c'est-à-dire à partir de leurs recettes; cette valeur, appelée production aux prix de base, n'inclut pas les impôts sur les produits perçus pour le compte de l'État mais inclut les subventions accordées par celui-ci. Donc, pour obtenir le solde des ressources et des emplois de biens et services payés par les consommateurs aux prix acheteur, les impôts sur les produits diminués des subventions doivent être ajoutés du côté des ressources (voir tableau 2.1 et figure 2.1).

3. Équations de base de la comptabilité nationale

2.12. À partir de l'équation des ressources totales et des emplois totaux, on peut déduire les équations de base suivantes dans l'économie totale:

$$(2.1) \quad (\text{production} + \text{impôts} - \text{subventions sur les produits}) + \text{importations} = \text{consommation intermédiaire} + \text{formation brute de capital} + \text{consommation finale} + \text{exportations}$$

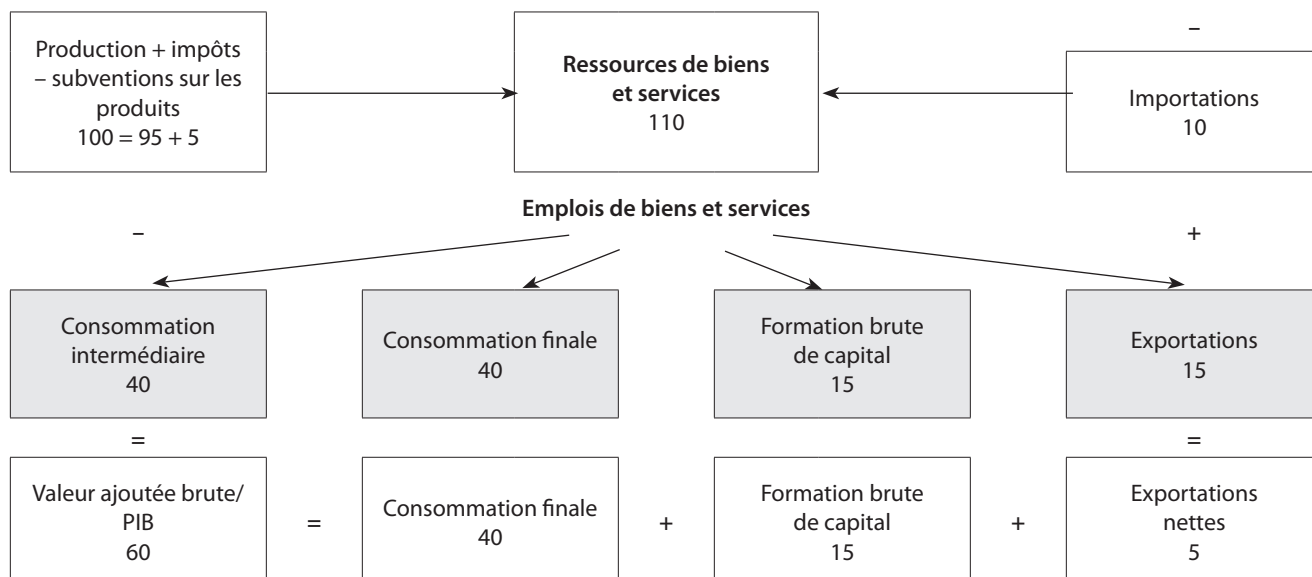
Ou :

$$(2.2) \quad (\text{production} - \text{consommation intermédiaire}) + \text{impôts} - \text{subventions sur les produits} = \text{formation brute de capital} + \text{consommation finale} + (\text{exportations} - \text{importations})$$

Tableau 2.1. Ressources et emplois de biens et services dans l'économie considérée

Ressources Au prix acheteur ou prix équivalent		Emplois Au prix acheteur ou prix équivalent	
• Importations de biens f.a.b. et de services	10	• Exportations de biens f.a.b. et de services	15
• Production au prix de base	95	• Consommation intermédiaire aux prix acheteur	40
• Impôts moins subventions sur les produits	5	• Formation brute de capital aux prix acheteur	15
		• Consommation finale aux prix acheteur	40

Figure 2.1. Ressources et emplois de biens et services



Par définition :

$$(2.3) \text{ Valeur ajoutée brute} \\ = \text{production} - \text{consommation intermédiaire}$$

Donc :

$$(2.4) \text{ Valeur ajoutée brute} + \text{impôts} - \text{subventions} \\ \text{sur les produits} = \text{formation brute de capital} + \\ \text{consommation finale} + (\text{exportations} - \text{importations})$$

Par définition

$$(2.6) \text{ Produit intérieur brut (PIB)} = \text{valeur ajoutée} \\ \text{brute} + \text{impôts} - \text{subventions sur les produits}$$

Donc :

$$(2.7) \text{ PIB} = \text{formation brute de capital} + \text{consomma-} \\ \text{tion finale} + \text{exportations} - \text{importations}$$

Le PIB, un concept de production

2.13. L'équation (2.7), remaniée ci-dessous, prête à une interprétation intéressante de la production. Les emplois du PIB y sont exprimés en tant qu'« emplois finals », composés des emplois à l'intérieur de l'économie et des exportations. Donc, le PIB est manifestement un concept qui repose sur la production et ses emplois et non pas un concept de revenu.

$$(2.8) \text{ PIB} = (\text{consommation finale} + \text{formation brute} \\ \text{de capital} - \text{importations}) + \text{exportations}$$

$$(2.9) \text{ PIB} = \text{emplois finals intérieurs} + \text{exportations}$$

4. Approches générales au calcul du PIB

2.14. **Approche par la production :** Le PIB peut être calculé par ajout des impôts diminués des subventions sur les produits à la valeur ajoutée totale, que l'on obtient en soustrayant la consommation intermédiaire de la production dans l'équation (2.3).

2.15. **Approche par les dépenses finales :** Le PIB peut être calculé comme le total des emplois finals (emplois intérieurs + emplois reste du monde).

2.16. **Approche par le revenu :** Le PIB peut être obtenu aussi par addition des éléments de revenu qui composent la valeur ajoutée (la valeur ajoutée fait l'objet d'un développement ci-après). Le PIB, calculé selon l'approche par le revenu, inclut seulement les revenus créés à l'intérieur de l'économie.

5. Composantes de la valeur ajoutée

2.17. En principe, on peut calculer le PIB en faisant le total des composantes de la valeur ajoutée et des impôts, dont on soustrait les subventions sur les produits.

2.18. La valeur ajoutée inclut les éléments ci-après :

a) **Rémunération des salariés :** La rémunération des salariés est la rémunération totale, en espèces ou en nature, que les employeurs doivent payer aux salariés en raison du travail accompli. Les transferts sociaux directs des employeurs aux personnes qui travaillent pour eux ou à leurs salariés retraités et à la famille de ceux-ci, par exemple les prestations de maladie, les allocations d'études et les pensions non constituées en fonds indépendants sont aussi incluses dans la rémunération des salariés;

b) **Autres impôts moins subventions sur la production :** Les autres impôts moins subventions à la production sont les impôts que doivent acquitter les employeurs pour produire, indépendamment de leurs ventes ou de leurs profits. Il peut s'agir de droits de brevets ou d'impôts sur la propriété ou l'exploitation de terrains, de bâtiments ou d'autres actifs employés dans la production ou sur la main-d'œuvre employée ou sur la rémunération payée aux salariés. Il ne s'agit pas d'impôts sur la valeur des ventes ou des produits, qui sont appelés impôts sur les produits;

c) **Consommation de capital fixe :** La consommation de capital fixe est le coût des actifs fixes consommés dans la production au cours de la période comptable;

d) **Excédent brut d'exploitation :** L'excédent brut d'exploitation est ce qui reste après que les éléments ci-dessus ont été déduits de la valeur ajoutée. Donc, l'excédent brut d'exploitation inclut les intérêts à payer aux prêteurs d'actifs financiers, ou le loyer à payer aux détenteurs de rentes sur les actifs non produits, par exemple des terrains, des actifs du sous-sol ou des brevets.

2.19. On peut aussi estimer l'excédent brut d'exploitation des sociétés en faisant la somme des éléments suivants :

- a) Accroissement des bénéfices non distribués;
- b) Amortissement et appauvrissement;
- c) Provisions pour créances douteuses;
- d) Revenu de la propriété à payer;
- e) Revenu de la propriété à recevoir (-);
- f) Transferts courants à payer;
- g) Transferts courants à recevoir (-);
- h) Bénéfices (nets de pertes) sur les ventes des actifs fixes et des titres (-).

2.20. Dans la pratique, il est possible d'obtenir la valeur ajoutée provenant des sociétés selon l'approche par le revenu, mais la valeur ajoutée des activités autres que celles des sociétés, en l'absence de comptabilité dans les règles, doit être obtenue selon l'approche par la production.

2.21. On trouvera des explications concernant ces concepts dans l'ouvrage intitulé : *Comptabilité d'entreprises et comptabilité nationale* (Publication des Nations Unies, numéro de vente : F.00.XVII.13).

C.—Frontière de la production et principes d'évaluation

1. Frontière de la production

2.22. Les activités économiques ne sont pas toutes traitées en tant que telles et incluses à l'intérieur de la frontière de la production du SCN. Sont exclus, à l'exception des services de logement occupés par leurs propriétaires et de ceux du personnel domestique rémunéré, tous les services personnels et domestiques qui sont produits à l'intérieur du ménage et consommés par lui, par exemple le nettoyage, la décoration, la cuisine, le soin et l'éducation des enfants, les soins aux personnes malades ou âgées, l'entretien et la réparation des logements et des biens durables, le transport des personnes faisant partie du ménage, etc.

2.23. La frontière de la production du SCN inclut :

a) La production de tous les biens et de tous les services individuels ou collectifs fournis ou destinés à des unités de production autres que celles qui les produisent;

b) La production pour compte propre de tous les biens qui sont conservés par leurs producteurs pour leur consommation finale propre ou pour la formation brute de capital;

c) La production pour compte propre des services des logements occupés par leurs propriétaires et des services personnels produits du fait de l'emploi de personnel domestique rémunéré;

d) La production de tous les biens agricoles destinés à la vente ou à l'emploi final propre et leur entreposage ultérieur, la récolte de plantes non cultivées, la foresterie, l'abattage du bois, le ramassage de bois de feu, la chasse et la pêche, le transport de l'eau, la transformation (battage, mouture, mise en conserve, etc.) de produits agricoles et autres produits alimentaires; le tissage, la confection et la fabrication sur mesure de vêtements, la production de chaussures, de poteries, d'ustensiles de ménage, de pièces d'ameublement, etc.

2.24. Sont aussi inclus dans la production tous les biens et services contraires à la loi et dissimulés :

a) Production et distribution de biens et services dont la vente, la distribution ou la possession est interdite par la loi, comme c'est le cas des stupéfiants, de la contrebande de marchandises ou de la prostitution;

b) Production de biens et services dissimulés délibérément aux autorités pour échapper à l'impôt, ainsi qu'aux normes légales ou aux règles administratives.

2.25. La frontière du SCN a été repoussée de sorte qu'elle englobe maintenant la croissance naturelle des forêts culti-

vées, la production d'œuvres originales récréatives, littéraires ou artistiques et le paiement de redevances pour l'exportation de ces œuvres. Elle inclut aussi la production pour compte propre de logiciels utilisables pendant plus d'un an.

2. Évaluation des biens et services dans le SCN

2.26. Les produits, qu'ils soient vendus ou non, sont évalués aux prix du marché ou à des prix équivalents. Les prix du marché sont les prix effectifs et économiquement significatifs dont conviennent les parties. Le SCN ne définit pas de normes des prix économiquement significatifs mais la plupart des pays considèrent qu'ils doivent correspondre à la moitié au moins des coûts de production. Pour une même marchandise, il existe trois types de prix du marché, selon les impôts et subventions inclus. La raison pour laquelle il y a trois types différents de prix tient à la différence entre ce que paie l'acheteur et ce que reçoit le vendeur (voir les rapports entre ces prix à la figure 2.2) :

a) Le **prix de base** est le montant que le producteur reçoit de l'acquéreur pour une unité de produit. Donc, ce prix exclut normalement tout impôt calculé sur la production (c'est-à-dire les impôts sur les produits) et inclut toutes les subventions à la production reçues par le producteur. Il exclut aussi tous les frais de transport facturés séparément par le producteur. La production mesurée aux prix de base donne une valeur qui reflète mieux le volume;

b) Le **prix producteur**, ou prix à la production, est le prix de base, augmenté des impôts sur la production, facturé à l'acheteur, moins les subventions publiques reçues par le producteur;

c) Le **prix acheteur** est le montant payé par l'acquéreur pour une unité de production, moins tous les impôts facturés par le vendeur mais que l'acquéreur peut déduire. Il doit être égal au prix du producteur auxquels s'ajoutent les coûts de transport et les marges commerciales sur les produits qui ne sont pas facturés séparément².

2.27. **Produits aux coûts de production.** Il est recommandé de mesurer les produits aux coûts de production lorsqu'ils n'ont pas de prix de marché. Cette valeur aux coûts de production représente le total des éléments suivants :

a) Consommation intermédiaire;

b) Rémunération des salariés;

c) Consommation de capital fixe (coût des actifs fixes produits employés pour la fourniture de services);

d) Autres impôts sur la production.

2.28. La figure 2.2 montre les rapports entre le prix de base, le prix du producteur et le prix de l'acquéreur d'un produit sur le marché au fur et à mesure que ce produit se déplace

² Les coûts de transport facturés séparément sont considérés comme une acquisition distincte de services de transport.

du producteur vers le consommateur en fin de circuit, soit directement, soit par l'intermédiaire des circuits de gros et de détail. Le prix de base est la valeur d'une unité de produit reçue par le producteur, incluant les subventions sur le produit, mais excluant les impôts payés sur le produit qui doivent être transférés à l'État. Le prix à la production est le prix que le producteur demande au moment où le produit quitte l'unité de production (il inclut les impôts, mais les subventions à la

production en sont déduites). Le prix acheteur peut passer par de nombreuses étapes du circuit; à chacun d'elles, il peut y avoir des impôts, des subventions, des marges de transport et des marges commerciales. À chacun d'elles, le produit a un prix acheteur différent du point de vue des acquéreurs. La figure 2.3 montre comment les produits circulent du producteur au consommateur et quels sont les impôts et les coûts qui s'y rattachent.

Figure 2.2. Rapports entre prix de base, prix producteur et prix acheteur

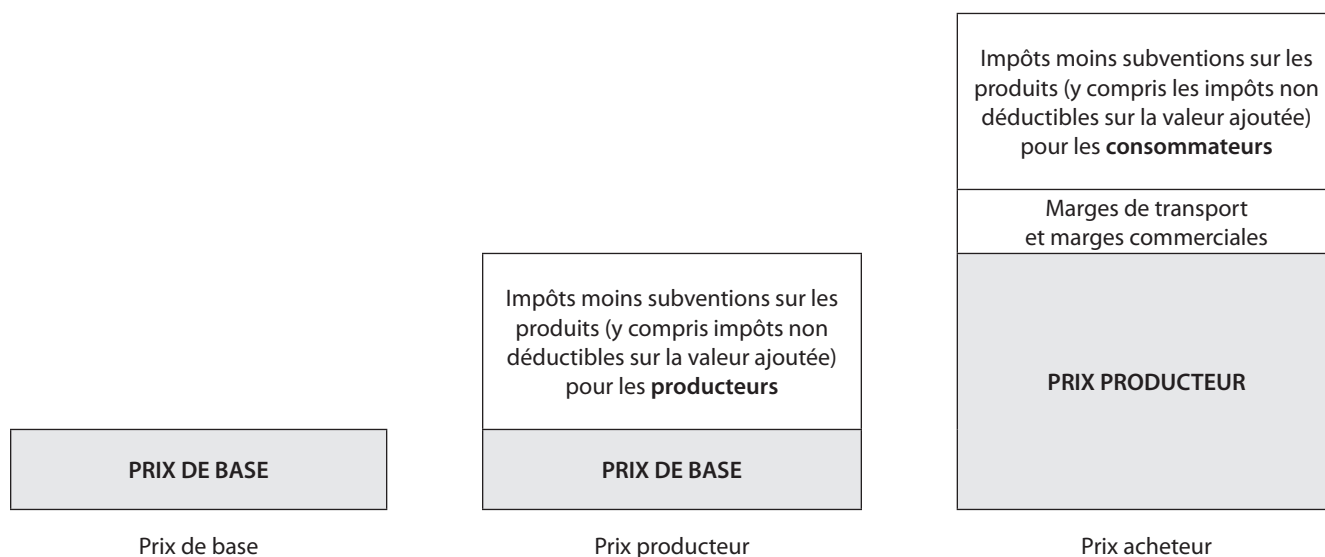
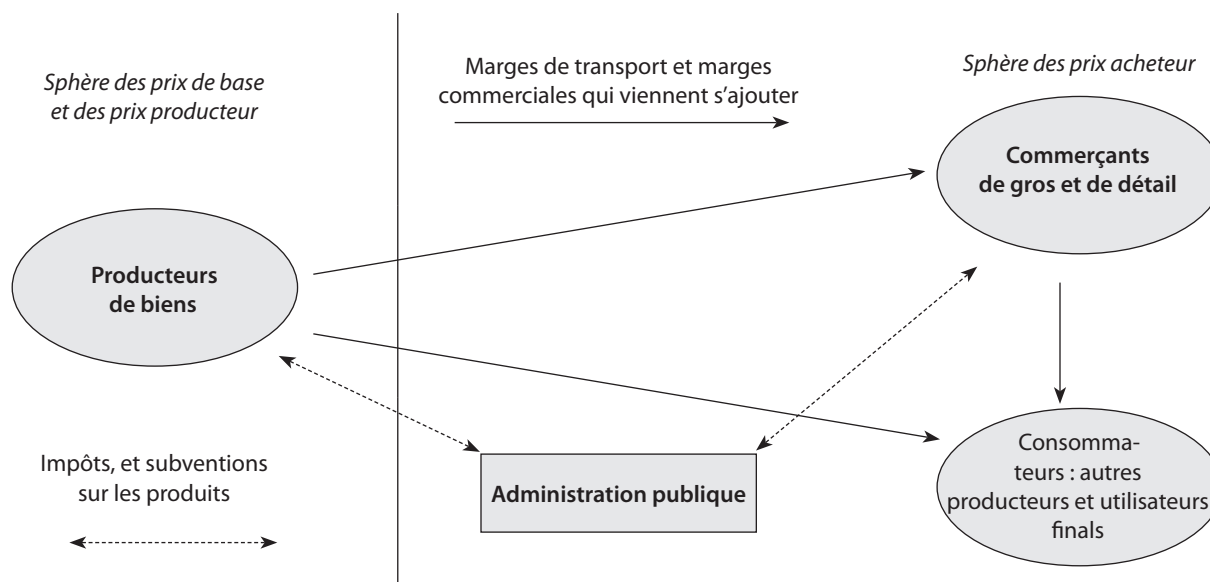


Figure 2.3. Circulation des biens sur le marché



3. Évaluation des agrégats de la comptabilité nationale

2.29. Les biens et services peuvent être évalués de manières différentes mais toujours selon trois principes :

- a) Les éléments qui doivent former l'agrégat doivent être uniformes;
- b) Rien ne doit être comptabilisé deux fois;
- c) Le prix acheteur doit être égal au prix de base + les marges commerciales + les impôts moins les subventions sur les produits.

2.30. Dans l'équation des ressources et des emplois de biens et services [équation (2.1)], les ressources totales et les emplois totaux sont mesurés aux prix acheteur et chacun des agrégats est évalué aux prix acheteur ou à des prix équivalents. La catégorie « production + impôts – subventions sur les produits » est, en fait, la production aux prix acheteur, bien que l'élément « production » soit évalué aux prix de base. L'élément « production » évalué aux prix de base inclut déjà la production des services commerciaux si bien que les marges commerciales n'ont pas à être incluses à nouveau, ceci pour éviter de les comptabiliser deux fois.

2.31. Pour respecter les principes d'évaluation, lorsque le produit est mesuré aux **prix de base**, il est possible d'exprimer les équations (2.3) et (2.6) plus clairement comme suit :

(2.10) valeur ajoutée brute aux prix de base = production aux prix de base – consommation intermédiaire aux prix acheteur

(2.11) PIB = valeur ajoutée brute aux prix de base + impôts moins subventions sur les produits

2.32. Pour respecter les principes d'évaluation, lorsque la production est mesurée aux prix producteurs, il est possible d'exprimer les équations (2.3) et (2.6) comme suit :

(2.12) valeur ajoutée brute aux prix producteurs = production aux prix producteurs – consommation intermédiaire aux prix acheteur

(2.13) PIB = valeur ajoutée brute aux prix producteurs + droits d'importation³

D. — Définitions de base d'autres agrégats des comptes nationaux relatifs aux biens et services

1. Définition de la production

2.33. La production est la valeur des biens et services qui sont produits par un établissement de l'économie considérée

³ Les droits d'importation doivent être ajoutés puisque la production aux prix producteurs inclut les taxes sur les produits uniquement dans le cas de la production intérieure et n'inclut pas les droits d'importation.

et deviennent disponibles pour des emplois à l'extérieur de cet établissement⁴ (voir au tableau 2.2 les types de producteurs et de production en terme d'emplois marchands ou non marchands ou d'emplois pour compte propre).

2.34. Les pertes ou rebuts de la production ou de la distribution ne sont pas comptés comme production. Par exemple, l'électricité produite et perdue pendant la distribution ne fait pas partie de la production.

2.35. La production de biens et services est normalement comptabilisée à l'achèvement du processus. Néanmoins, s'il faut plus d'une période comptable pour produire une unité de produit, la production en cours doit être comptabilisée à la fin de la période comptable.

2.36. La production de services commerciaux est la marge obtenue sur un bien acheté pour être revendu. Elle est égale à la vente diminuée du coût de rachat du bien vendu au moment où il l'est.

2.37. La production des banques est constituée par les frais de services implicites et explicites qu'elles font payer et qui constituent une petite partie seulement des intérêts qu'elles facturent (voir définition détaillée aux paragraphes 2.79 à 2.87).

2.38. La production des fonds d'assurance ou de pension est constituée par les frais que ces fonds font payer pour leurs services et qui représentent une petite part des primes ou cotisations payées (voir définition détaillée aux paragraphes 2.79 à 2.87).

2.39. La production non marchande, qui est fournie gratuitement ou vendue à des prix non significatifs économiquement, est mesurée aux coûts de production (voir une définition du mode d'évaluation de la production non marchande aux paragraphes 2.29 à 2.32). La production non marchande inclut :

- a) La production de l'administration centrale;
- b) La production des institutions sans but lucratif au service des ménages;
- c) La construction pour compte propre final (on entend par là la production pour usage final propre);
- d) La recherche-développement en compte propre;
- e) L'élaboration de logiciels en compte propre.

⁴ Un établissement est une unité de production d'une entreprise qui, normalement, est identifiée d'après le type de produit et la possibilité de rendre compte de son coût de production. Une entreprise peut compter plus d'un établissement. Les produits qui sont destinés à la consommation intermédiaire dans le même établissement ne sont pas comptés comme produits. Seuls ceux qui sont fournis à un autre établissement (même de la même entreprise) sont comptés comme produits.

Tableau 2.2. Types de producteurs et de production

		Producteurs marchands	Producteurs pour usage final propre	Autres producteurs non marchands
		Inclut les établissements : <ul style="list-style-type: none"> • Des grandes sociétés • Des petites entreprises non constituées en société (qui peuvent appartenir à des ménages) et dont la plupart des produits sont commercialisés 	Entreprises familiales non constituées en société qui comprennent : <ul style="list-style-type: none"> • Les agriculteurs produisant pour leur subsistance • Les ménages qui construisent leur propre logement et produisent d'autres biens pour leur consommation propre 	Y compris : <ul style="list-style-type: none"> • L'administration centrale • Les institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLM)
Type de production	Production marchande	Principalement	En partie (par exemple céréales, légumes, etc.)	En partie (par exemple droits acquittés pour les services publics, vente de publications de l'État)
	Production pour usage final propre	En partie, par exemple : <ul style="list-style-type: none"> • Formation de capital en compte propre • Élaboration de logiciels en compte propre • Recherche-développement en compte propre • Production conservée pour la consommation finale par les propriétaires d'entreprises non constituées en sociétés 	Principalement (par exemple production des agriculteurs de subsistance)	En partie (par exemple formation de capital propre de l'État)
	Autre production non marchande	Néant	Néant	Principalement (par exemple services gratuits fournis par l'État et les institutions sans but lucratif au service des ménages)

2. Définition de la consommation intermédiaire

2.40. La consommation intermédiaire inclut les biens et services qui sont consommés entièrement par les producteurs dans le courant de la production pour produire des biens et services au cours de la période comptable.

2.41. Les biens durables, qui peuvent être classés dans la catégorie des biens d'équipement car ils sont utilisés comme outils de production pendant un certain nombre d'années (scies, bêches, couteaux, haches, marteaux et tournevis, etc.), peuvent être inclus dans la consommation intermédiaire à condition que leur prix ne dépasse pas une valeur modique définie. Normalement, ce seuil est établi par les services statistiques ou les services fiscaux, selon le niveau de développement économique du pays.

2.42. La consommation intermédiaire exclut les autres coûts de production, par exemple le coût de la main-d'œuvre, les coûts financiers et les impôts sur la production.

2.43. Les coûts de main-d'œuvre, les coûts financiers et les impôts sur la production sont des coûts pour les entreprises mais sont traités dans le SCN comme des revenus créés pour l'économie dans le courant de la production.

3. Définition de la consommation finale

2.44. La consommation finale inclut les biens et les services qui sont employés par les ménages ou la collectivité pour leurs besoins individuels ou sociaux. Donc, la consommation finale se décompose en :

- a) Dépenses de consommation finale des ménages;
- b) Dépenses de consommation finale de l'administration centrale;
- c) Dépenses de consommation finale des institutions sans but lucratif au service des ménages.

2.45. Dans le cas des ménages, tous les biens consommés, qu'ils soient durables (voitures, réfrigérateurs, climatiseurs, etc.) ou non durables (nourriture, vêtements), font partie de la consommation finale à l'exception des achats, de la construction en compte propre ou des améliorations apportées aux constructions à usage résidentiel qui sont traitées comme faisant partie de la formation brute de capital.

2.46. Les dépenses de consommation finale des ménages incluent les éléments suivants :

- a) Tous les biens et services achetés par les ménages pour leur consommation finale;
- b) Tous les biens produits par les ménages pour leur consommation finale propre, y compris les biens et services produits par les entreprises familiales et conservés pour la consommation finale;
- c) Les services ménagers qui sont produits pour la consommation finale propre par l'emploi de personnel rémunéré, tel qu'employés de maison, cuisiniers, jardiniers et chauffeurs;
- d) Les services de logements occupés par leurs propriétaires (dont la valeur imputée équivaut à la location du marché);
- e) Tous les biens et services que les ménages acquièrent par le troc pour leur consommation finale;
- f) Tous les biens et services reçus par les ménages à titre de paiement en nature par des producteurs;
- g) Les dépenses consacrées par les propriétaires à la décoration, à l'entretien et aux réparations courantes, par eux-mêmes, de leurs logements et de leurs biens personnels;
- h) Les paiements à des services publics qui sont la contrepartie de divers types d'autorisations, de permis, de certificats, de passeports, etc.
- i) Les frais des services explicites et imputés qui sont demandés aux ménages pour l'utilisation de services d'intermé-

diation financière fournis par des banques, des compagnies d'assurance, des fonds de pension, etc.

2.47. Sont inclus dans les dépenses de consommation finale de l'administration centrale et des institutions sans but lucratif au service des ménages :

- a) La production non marchande autre que la formation de capital en compte propre qui est mesurée par les coûts de production diminués des ventes imprévues;
- b) Les dépenses consacrées à des biens et services du marché qui sont fournis sans transformation et gratuitement aux ménages (appelées dans le SCN transferts sociaux en nature).

4. Définition des exportations et importations de biens et services

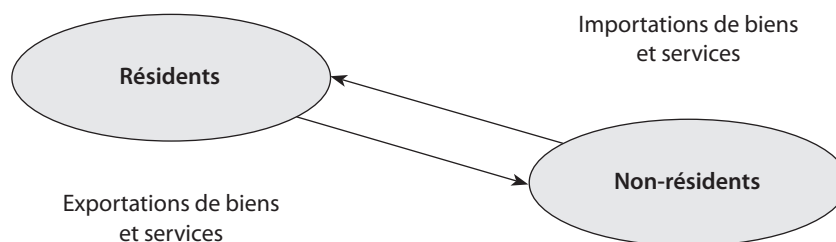
2.48. Les exportations et importations entre l'économie intérieure et le reste du monde sont des opérations entre résidents et non-résidents du territoire économique considéré (voir figure 2.4).

2.49. Les opérations sur biens et services (ventes, troc, dons) constituent des exportations si elles se font de résidents à non-résidents et des importations si elles se font de non-résidents à résidents. Des transferts de revenu de même valeur doivent aussi être imputés.

2.50. Les exportations et les importations excluent toutes les opérations sur terrains, bâtiments et actifs immobiliers non produits et les opérations portant sur des actifs financiers (actions, obligations, numéraire, or monétaire, etc.). Le SCN prévoit cette exception pour les terrains, les bâtiments et les actifs immobiliers non produits car ils continuent d'être employés pour la production dans l'économie nationale. Les actifs financiers ne sont ni des biens ni des services.

2.51. Il y a exportation ou importation lorsqu'il y a un changement de propriété entre résidents et non-résidents, qu'il y ait ou non un déplacement physique correspondant de biens traversant les frontières. Néanmoins, il existe trois exceptions qui obligent à imputer les changements de propriétés : a) le crédit-bail; b) les fournitures entre entreprises affiliées; c) les biens envoyés pour y subir des transformations importantes

Figure 2.4. Exportations et importations en tant qu'opérations entre résidents et non-résidents



convenues ou des réparations. Les biens achetés à des non-résidents et vendus à des non-résidents par des négociants ou courtiers en marchandises au cours d'une même période comptable ne sont pas enregistrés en tant qu'exportations ou importations.

Résidents et non-résidents

2.52. Une unité institutionnelle (ménage, entreprise, unité sans but lucratif, etc.) est une unité résidente lorsqu'elle a son centre d'intérêt économique sur le territoire économique considéré. Avoir son centre d'intérêt économique sur un territoire, c'est y posséder des terrains ou des ouvrages ou y avoir une production pendant une longue période (au moins un an).

2.53. Les membres des forces armées et les fonctionnaires, y compris les diplomates en service à l'étranger et employés par un territoire économique, sont résidents du territoire qui les emploie.

2.54. Les étudiants sont résidents de leur pays d'origine, quelle que soit la durée de leurs études à l'étranger.

2.55. Les organisations internationales ne sont pas considérées comme résidentes d'une économie nationale mais leurs fonctionnaires sont résidents du territoire économique à l'intérieur duquel on compte qu'ils doivent séjourner pendant au moins un an.

2.56. Les propriétaires de bâtiments et d'actifs non produits, par exemple les terrains, actifs du sous-sol ou actifs juridiques (baux, etc.) même s'ils ne sont pas effectivement résidents du territoire économique considéré sont traités comme tels car ils demeurent à l'intérieur de cette économie et servent les activités de production de celle-ci. Les opérations auxquelles ils sont liés ne font pas partie des exportations ni des importations.

Évaluation des exportations et des importations

2.57. Les exportations sont évaluées franco à bord (f.a.b.) c'est-à-dire au prix qu'elles ont à la frontière douanière du pays considéré avant d'être expédiées à l'étranger. Par définition, leur valeur doit être équivalente au prix acheteur car elle inclut le coût du transport sur le territoire national et les coûts commerciaux encourus pour acheminer les biens jusqu'aux ports, et aussi les impôts diminués des subventions sur les produits payés par les acheteurs ou reçus par les producteurs.

2.58. Les importations doivent aussi être évaluées f.a.b. mais sont évaluées aux prix à la frontière douanière étrangère.

2.59. Les importations sont normalement évaluées par les douanes coût, assurance, fret (c.a.f.) à la frontière douanière intérieure. Pour en déduire la valeur des importations f.a.b., il faut évaluer le coût des services de fret et d'assurance entre les deux frontières et les déduire des importations c.a.f. Les services de fret et d'assurance sur les importations peuvent

être fournis par des résidents ou par des non-résidents. Ceux qui sont fournis par des non-résidents sont des importations, mais ceux qui le sont par des résidents constituent une production intérieure. Les importations f.a.b. évitent de comptabiliser la production intérieure en tant qu'importations et aussi de comptabiliser deux fois les services importés de fret et d'assurance car ils sont déjà inclus dans les chiffres concernant les importations de services.

5. Définition de la formation brute de capital

2.60. Dans le SCN, la formation brute de capital est la même chose que l'investissement en biens d'équipement pour les économistes. Elle inclut seulement les biens d'équipement produits (machines, bâtiments, routes, œuvres artistiques originales, etc.) et les améliorations apportées aux actifs non produits. La formation brute de capital mesure les ajouts au stock de capital que représentent les bâtiments, matériels et inventaires, autrement dit les accroissements de la capacité de produire à l'avenir davantage de biens et de revenus.

2.61. Les actifs non produits, par exemple les terrains, les ressources naturelles et les actifs faisant l'objet de brevets peuvent aussi être employés comme capital dans des établissements ou des entreprises ou par l'ensemble de l'économie mais ne font pas partie de la formation brute de capital au sens du SCN.

2.62. En comptabilité d'entreprise, les investissements en biens d'équipement peuvent inclure les acquisitions moins les cessions d'actifs non produits (terrains, ressources minières, etc.). Au niveau national, inclure ou non les actifs non produits ne modifie en rien la valeur de l'investissement en biens d'équipement car la vente d'un actif non produit par une entité économique est compensée par l'achat de ce même actif par une autre entité économique.

Usage courant du mot investissement

2.63. Le mot investissement à un sens courant (pour les entreprises et les ménages) très vaste. Il inclut :

- a) Les investissements en actifs produits et en actifs non produits (par exemple, brevets, images de marque, ressources naturelles);
- b) Les investissements en actifs financiers.

Éléments de la formation brute de capital

2.64. La formation brute de capital, qui est un facteur important de changement de la valeur des actifs non financiers dans l'économie inclut (voir au tableau 2.3 la nomenclature des actifs et les effets de la formation brute de capital sur les actifs) :

- a) La formation brute de capital fixe;
- b) Les variations de stocks;

Tableau 2.3. Nomenclature et formation des actifs non financiers

Types d'actifs non financiers	Solde d'ouverture (1)	Variations des comptes de patrimoine				Solde de clôture (1) + (2) + (3) - (4) + (5)
		Formation brute de capital		Consommation de capital fixe (4)	Autres variations (5)	
		Acquisition moins cession, coût des améliorations importantes (2)	Coût des transferts de propriété (3)			
Actifs produits						
Actifs fixes produits						
<i>Actifs fixes corporels</i>						
Logements						
Autres bâtiments ou édifices						
Bâtiments à usage non résidentiel						
Autres ouvrages						
Machines et équipements						
Matériel de transport						
Autres machines et équipements						
Actifs cultivés						
Animaux d'élevage, de laiterie, etc.						
Vignobles, vergers et autres plantations						
<i>Actifs fixes non corporels</i>						
Prospection minière						
Logiciels informatiques						
Œuvres originales récréatives, littéraires ou artistiques						
Autres actifs fixes non tangibles						
<i>Stocks</i>						
Matières premières et fournitures						
Travaux en cours						
Produits finis						
Biens destinés à la revente						
<i>Objets de valeur</i>						
Actifs non produits		Non applicable		Non applicable		
Actifs non produits corporels						
Terrains						
Actifs du sous-sol						
Réserves de charbon, pétrole et gaz naturel						
Réserves de minerais métalliques						
Réserves de minerais non métalliques						
Ressources biologiques non cultivées						

Types d'actifs non financiers	Solde d'ouverture (1)	Variations des comptes de patrimoine				Solde de clôture (1) + (2) + (3) -(4) + (5)
		Formation brute de capital		Consommation de capital fixe (4)	Autres variations (5)	
		Acquisition moins cession, coût des améliorations importantes (2)	Coût des transferts de propriété (3)			
Ressources biologiques non cultivées						
Ressources en eau						
<i>Actifs non produits non corporels</i>						
Actifs brevetés						
Crédits-bails et autres contrats transférables						
Images de marque acquises						
Autres actifs non produits non corporels						

c) Les acquisitions moins les cessions d'objets de valeur (par exemple bijoux et œuvres d'art).

Formation brute de capital fixe

2.65. La formation brute de capital fixe inclut :

a) L'acquisition moins la cession d'actifs produits nouveaux ou existants, tels que logements, autres bâtiments, machines et matériels, actifs cultivés (par exemple arbres et bétail), prospections minières, logiciels, œuvres originales récréatives, littéraires ou artistiques et autres actifs fixes incorporels;

b) Les coûts de transfert de propriété des actifs non produits non financiers, tels que terres et actifs brevetés;

c) Les améliorations importantes qui sont apportées à des actifs non financiers, produits ou non produits dont elles prolongent la durée de vie (par exemple, gain de terres sur la mer, déboisement, dépierrage, etc., assèchement de marais ou irrigation de forêts et lutte contre les inondations ou l'érosion);

d) Les acquisitions qui peuvent se faire par achat, production pour compte propre, troc, transfert de capital en nature, crédit-bail financier, croissance naturelle d'actifs cultivés et réparations importantes d'actifs produits;

e) La cession, qui peut être le résultat d'une vente, d'un troc, d'un transfert de capital en nature ou d'un crédit-bail financier. Les pertes exceptionnelles, par exemple celles qui sont dues à des catastrophes naturelles (incendies, sécheresses, etc.), ne sont pas enregistrées comme cession.

Variations de stocks

2.66. Les stocks englobent :

a) Les matières premières et les fournitures;

b) Les travaux en cours (sur plantes et arbres cultivés, animaux, ouvrages non achevés, autres actifs fixes non achevés, productions cinématographiques et logiciels partiellement achevés;

c) Les produits finis;

d) Les biens destinés à la revente.

E. — Mesures

1. Estimation de la production marchande à partir des ventes

2.67. Pour évaluer la production, on multiplie la quantité de produit par le prix unitaire au prix de base (à l'exclusion de tous les impôts sur la production, des coûts commerciaux et des coûts de transport des marchandises depuis les producteurs jusqu'aux acheteurs). Cette méthode est appliquée à bon nombre de produits de l'agriculture ou de l'élevage.

2.68. Normalement toutefois, il n'est pas possible d'obtenir directement la quantité produite en interrogeant les producteurs, particulièrement dans les industries manufacturières et les industries de service, car ils connaissent seulement les ventes et les coûts de vente, qui sont consignés dans leur comptabilité d'entreprise normalement dans des états financiers.

Tableau 2.4. Estimation de la production à partir des chiffres des ventes : exemple

	Opérations de calcul	T ₀	T ₁	T ₂	T ₃
Chiffres connus					
1. Ventes nettes d'impôts augmentées des subventions			80	120	272
2. Indice des prix			100	125	200
3. Valeur des stocks en fin de période (valeur comptable)		0	40	30	16
4. Variation de stock (valeur comptable)	= (T _i - T _{i-1}) appliquée à la ligne (3)		40	-10	-14
Chiffres dérivés					
5. Valeur des stocks à prix constants	= Ligne (3) × 100/ligne (2)	0	40	24	8
6. Variation de stocks à prix constants	= (T _i - T _{i-1}) résultant de la ligne (5)		40	-16	-16
7. Variation de stocks à prix courants	= Ligne (6) × ligne (2)/100		40	-20	-32
8. Production au prix de base	= Ligne (1) + ligne (7)		120	100	240

Dans cet exemple, la méthode d'estimation permet d'obtenir une valeur exacte de la production parce que le stock physique est supposé être mesuré à la fin de chaque période et réévalué simultanément (ligne 3). En général, la comptabilité d'entreprise évalue les stocks différemment façon, selon la méthode DEPS, la méthode PEPS ou comme ci-dessus. Donc, cette méthode, qui est canadienne, ne donne qu'une approximation. Voir *Comptabilité d'entreprise et comptabilité nationale* (Publication des Nations Unies, numéro de vente : F.00.XVII.13), chap. III.

2.69. En théorie, la production aux prix de base se calcule comme suit :

a) Production = ventes – impôts sur les ventes + subventions à la vente + variations de stocks de produits finis et semi-finis;

b) Variation de stocks = stocks de clôture – stocks d'ouverture;

c) Les accroissements des stocks doivent être évalués aux prix du marché au moment où les produits sont ajoutés aux stocks;

d) Les diminutions des stocks doivent être évaluées aux prix du marché au moment où les produits sont retranchés des stocks.

2.70. Afin de calculer la production, on peut suivre la méthode approximative suivante pour évaluer les variations de stocks aux prix courants (voir exemple au tableau 2.4) :

a) Ajuster le stock de clôture en lui appliquant l'indice des prix qui convient;

b) Calculer la variation de stock aux prix de l'année de base;

c) Calculer la variation de stock au prix courant en ajustant le stock de la même année de base au moyen du même indice de prix.

2. Production agricole

2.71. On obtient la production agricole simplement en multipliant la quantité produite par le prix unitaire de base

lorsque la culture et la récolte ont lieu au cours de la même période comptable.

2.72. La production d'une culture (ou la croissance naturelle d'actifs cultivés) peut être calculée pour la durée de temps complète s'étendant sur plus d'une période comptable depuis l'ensemencement jusqu'à la récolte. Pour obtenir la production de chaque période comptable, la récolte diminuée des pertes et des rebus (c'est-à-dire le produit fini) doit être attribuée à chaque période en fonction de la part des coûts réels (par exemple matières premières, services et main-d'œuvre) encourus au cours de la période. Dans l'hypothèse où les coûts encourus pendant chaque mois que dure la campagne agricole sont égaux et où la valeur totale des produits finis est égale à 100 dans le cas cité au tableau 2.5, la part de produit fini attribuée à la première année sera de 4/11 et celle de la deuxième année de 7/11. Dans cet exemple, on a supposé qu'il n'y avait pas de variation de prix; dans le cas contraire, il convient de réévaluer les travaux en cours aux prix courants du marché.

2.73. La production de la première année est considérée comme un travail en cours à inclure dans le stock (en tant qu'élément de formation brute de capital). Elle devra être déduite après la récolte l'année suivante (variation négative de stock dans la formation brute de capital). Cet exemple suppose qu'il n'y a pas de variation de prix.

2.74. Le principe décrit ci-dessus n'est pas encore largement appliqué. La plupart des pays comptabilisent la production et les coûts qui y sont associés à la date de la récolte. Cette pratique est particulièrement courante pour l'établissement des comptes trimestriels.

Tableau 2.5. Estimation de la production agricole : exemple

Première année comptable				Seconde année comptable										
Ensemencement				Récolte										
-4	-3	-2	-1	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Production (4 derniers mois) = 36,4 Variation de stocks = 36,4				Production (7 premiers mois) = 63,6 Variation de stocks = -36,4										

3. Production de l'élevage

2.75. Pour évaluer la production de l'élevage en général on emploie la formule suivante :

$$\begin{aligned} & \text{Production d'animaux vifs + importations} = \text{animaux} \\ & \text{abattus ou morts de cause naturelle + exportations} \\ & + \text{variations du stock d'animaux} \end{aligned}$$

2.76. Les animaux d'élevage doivent être classés dans deux catégories :

a) Ceux qui sont considérés comme des actifs fixes, c'est le cas des animaux adultes qui sont élevés pour leur lait, des animaux élevés pour leur laine, des animaux reproducteurs ou des animaux de trait âgés de plus d'un an;

b) Les animaux qui sont considérés comme travail en cours, par exemple ceux qui sont élevés pour la boucherie ou les jeunes (d'un an ou moins) élevés pour servir d'actifs fixes;

c) La production peut être estimée d'abord d'après le nombre et le poids, puis être évaluée aux prix de base.

2.77. On trouvera des renseignements plus détaillés dans SCN 1993, par. 6.94 à 6.100; et Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, *Système de comptabilité économique pour l'alimentation et l'agriculture* (Rome, 1996).

4. Production de services de gros et de détail

2.78. La production des services de gros et de détail, qui est appelée marge commerciale, est la différence entre la vente et le coût de rachat des biens vendus au moment de la vente (voir tableau 2.6).

5. Production de services d'intermédiation financière

2.79. La production de services bancaires et de services d'assurance ou de pension par les sociétés d'intermédiation financière ne peut pas être mesurée directement car ces sociétés, normalement, ne font pas payer à leurs clients les services qu'elles fournissent, à l'exception de certains services accessoires peu importants. Les banques tirent l'essentiel de leur revenu de la différence entre l'intérêt perçu sur les prêts et l'intérêt payé sur les dépôts. Les fonds de pension et les compagnies d'assurance recueillent des cotisations qu'elles investissent pour payer leurs clients. Leur production doit être mesurée indirectement.

Production de services bancaires

2.80. Pour mesurer la production de services bancaires, on applique la formule suivante :

Tableau 2.6. Production de services de gros et de détail : exemple

T-3	T-2	T-1	T
• Produit A vendu 100			• Produit A vendu 120 • Si le produit vendu doit être racheté aux fins d'inventaire : 110

En théorie : production aux prix de base = marge commerciale = 120 - 110 = 10; la production est mesurée aux prix de base car le prix de vente est normalement comptabilisé net d'impôts sur les produits facturés aux acheteurs.

En pratique : marge commerciale = 120 - 100 = 20 si les stocks ne sont pas évalués correctement (voir par. 2.67 à 2.70 du présent ouvrage concernant l'estimation de la production marchande à partir des ventes); la différence de 10 est appelée gain de détention et ne fait pas partie de la production.

Production = frais de services explicites + frais de services implicites

= frais de service explicites + revenu du patrimoine à recevoir (non compris les revenus à recevoir sur les fonds propres) – paiement d'intérêts

2.81. On peut calculer la production des banques centrales à partir des coûts de production si la production calculée au moyen de la formule ci-dessus varie trop en raison de la politique monétaire de cette banque.

Production de services d'assurance

2.82. La production des services d'assurance se mesure au moyen de la formule ci-après :

Production =
 primes effectives totales (à l'exclusion du remboursement anticipé des primes)
 + suppléments de primes totaux (montant égal au revenu de l'investissement des réserves techniques d'assurance, qui incluent aussi les paiements anticipés, les réserves pour sinistres à régler ou imprévus)
 – créances totales dues (y compris sinistres à régler)
 + variation des réserves actuarielles et des réserves pour assurances vie avec droit au bonus.

2.83. La production des services d'assurance a de fortes possibilités de beaucoup fluctuer d'une année sur l'autre en raison des variations des règlements de sinistres. Certains pays, qui appliquent la moyenne mobile sur cinq ans, tiennent compte de la moyenne de l'année en cours et des quatre années précédentes pour réduire les fortes fluctuations de la production et, par là, de la valeur ajoutée. En cas de demandes d'indemnisation trop élevées, par exemple en cas de catastrophes, la production risque de devenir négative et il peut être nécessaire d'étaler les remboursements sur les années futures pour calculer la production et la valeur ajoutée. Les organisations internationales examinent ces questions pour en améliorer la solution. Il est déjà possible de mesurer la production, uniquement pour les catastrophes, d'après les coûts de production

Production de services des fonds de pension

2.84. La production des services des fonds de pension est mesurée au moyen de la formule suivante :

Production = cotisations totales effectives aux fonds de pension
 + cotisations supplémentaires totales (égales au revenu de l'investissement des réserves techniques des fonds de pension)
 – prestations dues
 + variation des réserves actuarielles

Production d'autres services financiers

2.85. La production des agents de change et des courtiers en valeurs mobilières est mesurée par les marges commerciales (la différence entre le prix acheteur de l'agent ou du courtier diminué du prix acheteur de l'acquéreur), exclusion faite des gains de rétention dus aux fluctuations de prix (voir production des services de commerce de gros et de détail).

2.86. La production des autres services d'intermédiation financière, par exemple ceux des courtiers en valeurs mobilières ou en assurance, des agents de prêt ou des conseillers en investissements, est mesurée d'après les honoraires ou les commissions demandés aux clients.

2.87. Les prêteurs qui prêtent leurs fonds propres ne créent pas de production puisqu'ils ne font pas d'intermédiation financière.

6. Estimation de la consommation intermédiaire à partir des achats de matières premières

2.88. Les informations concernant l'emploi de biens dans la production, qui fait partie de la consommation intermédiaire, ne peuvent pas être obtenues directement auprès du producteur. En comptabilité d'entreprise, le producteur enregistre uniquement les actifs et les stocks de matières premières. L'emploi de matières premières pour la production peut être calculé au moyen de la formule suivante :

$$\text{Emplois de matières premières} = \text{achats de matières premières} - \text{variation du stock de matières premières}$$

2.89. Pour obtenir une évaluation approximative des stocks, il convient de suivre la méthode appliquée pour la production.

2.90. Le traitement des stocks dans le SCN est analysé en détail dans le *Manuel d'établissement et d'analyse des tableaux d'entrées-sorties* (Publication des Nations Unies, numéro de vente : F.99.XVII.9) à l'appendice A du chapitre V.

7. Estimation de la production à partir des coûts

2.91. La production, mesurée d'après les coûts, est le total des coûts suivants :

- a) Consommation intermédiaire;
- b) Rémunération des salariés :
 - i) Traitements et salaires en espèces et en nature;
 - ii) Cotisations des employeurs aux régimes de sécurité sociale, d'assurance et de retraite;
 - iii) Prestations d'assurance maladie, chômage, retraite, etc., payées par les employeurs, directement aux salariés (appelées cotisations sociales imputées);
- c) Consommation de capital fixe;

d) Autres impôts, moins subventions, concernant la production.

8. Estimation de la consommation de capital fixe

2.92. La consommation de capital fixe est un coût de production. Ce coût mesure la perte de valeurs courantes du stock d'actifs fixes appartenant à des producteurs et employé par eux qui résulte de la détérioration physique, du vieillissement normal ou des dommages accidentels normaux survenant au cours de la période comptable.

2.93. Il est donc possible de mesurer la consommation de capital fixe, directement ou indirectement. Pour la mesurer directement, il faut mesurer les actifs fixes produits aux prix du marché au cours de deux périodes consécutives, puis calculer la diminution de la valeur du marché du stock d'actifs fixes. La méthode indirecte, recommandée par le SCN, est la méthode de l'inventaire perpétuel, qui repose sur une approximation de la valeur du marché et dont l'application est

moins coûteuse. L'amortissement, au sens qu'il a en comptabilité d'entreprise, n'est pas acceptable en comptabilité nationale car il repose sur des valeurs comptables d'acquisition.

2.94. Le tableau 2.7 fait apparaître les différences entre l'amortissement, au sens de la comptabilité d'entreprise, et la consommation du capital fixe, qui est le concept économique adopté par le SCN. L'exemple très simple donné dans ce tableau montre comment l'amortissement, en comptabilité d'entreprise, et la consommation de capital fixe sont calculés. L'hypothèse est que l'actif fixe est acheté à la date T-3 pour une valeur de 800 et enregistré à ce prix (c'est-à-dire à sa valeur comptable ou valeur dans le temps), qu'il a une durée de vie de quatre ans et qu'ensuite, il est mis au rebut. La valeur de l'actif fixe est supposée diminuer régulièrement dans le temps en quatre ans (amortissement linéaire).

2.95. La partie 1 du tableau 2.7 montre comment l'amortissement est calculé en comptabilité d'entreprise ou en comptabilité nationale. La formation brute de capital est comptabilisée à sa valeur comptable. L'actif ayant une durée de vie

Tableau 2.7. Amortissement et consommation de capital fixe

1. Amortissement en comptabilité d'entreprise (amortissement linéaire sur 4 ans)

	Méthode de calcul	T-4	T-3	T-2	T-1	T	T+1
1. Formation brute de capital (FBC) à la valeur comptable			800				
2. Amortissement à la valeur comptable (A)	$A = \text{ligne (1)}/4$		200	200	200	200	0
3. Stock net de capital à la valeur comptable, en fin de période ^a	$SNC = SNC + FBC - A$	0	600	400	200	0	0

2. Consommation de capital fixe en comptabilité nationale selon la méthode de l'inventaire perpétuel

	Méthode de calcul	T-4	T-3	T-2	T-1	T	T+1
4. Indice des prix des actifs fixes			100	105	106	115	
Aux prix de l'année de base T-2							
5. Formation brute de capital (FBC)			840				
6. Consommation de capital fixe (CCF)	= Ligne (5)/4		210	210	210	210	0
7. Stock de capital net, en fin de période	= SNC + FBC - CCF	0	630	420	210	0	0
Prix courants du marché							
8. Consommation de capital fixe aux prix courants du marché	= Ligne (6) prix ajustés par ligne (4)		200	210	212	230	0
9. Stock net de capital aux prix courants du marché, en fin de période ^a	= Ligne (7) prix ajustés par ligne (4)		600	420	212	0	0

^a Par convention, l'amortissement et la consommation de capital fixe commencent l'année où a lieu la formation brute de capital

de quatre ans, on calcule l'amortissement simplement en divisant la valeur comptable par quatre.

2.96. La partie 2 du tableau 2.7 montre comment on calcule la consommation de capital fixe selon la méthode de l'inventaire perpétuel. Selon cette méthode, il faut d'abord calculer le stock brut de capital et la consommation de capital fixe au prix de l'année de base, puis on ajoute le résultat au moyen des indices de prix pour obtenir les prix courants. La méthode comprend donc les étapes suivantes :

a) Le stock brut de capital, à sa valeur comptable, est converti aux prix d'une année de base. Dans l'exemple retenu, l'année de base est T-2;

b) La consommation de capital fixe aux prix de l'année de base est calculée dans l'hypothèse d'un amortissement linéaire. Le stock net de capital aux prix de l'année de base est la différence entre le stock brut de capital et la consommation de capital fixe;

c) Ensuite, on calcule à l'aide des indices de prix la consommation de capital fixe et l'inventaire du capital net aux prix courants du marché.

2.97. Comme le montre la partie 2 du tableau 2.7, pour calculer la consommation de capital fixe d'un actif fixe ayant une durée de vie de quatre ans au moment T, il faut connaître la formation brute de capital de ce type d'actif depuis l'année T-3. La consommation de capital fixe constitué par des bâtiments ayant une durée de vie de 30 ans à l'heure actuelle est calculée à partir des chiffres concernant la formation brute annuelle du capital consistant en bâtiments du même type au cours des 30 années précédentes. Donc, pour calculer la consommation de capital fixe, il faut des séries longues de données concernant la formation brute de capital, sa durée de vie moyenne et sa probabilité de déclassement. Dans la pratique, les calculs relatifs au stock net de capital et à la consommation de capital fixe obligent à la fois à estimer au départ le stock de capital (par des mesures) et réunir une série de statistiques concernant la formation brute de capital.

2.98. La méthode simple présentée au tableau 2.7 ne tient pas compte des effets de la destruction des actifs, autrement dit, de la façon dont les actifs sont mis au rebut aux alentours du terme de leur vie moyenne, particulièrement lorsqu'il existe plus d'un actif fixe de même nature. L'hypothèse d'un amortissement linéaire doit peut-être faire place à une hypothèse plus réaliste adaptée à chaque type d'actifs étant donné que certains actifs se déprécient rapidement au début de leur vie utile et plus lentement ensuite, alors que pour d'autres, c'est l'inverse qui est vrai.

2.99. On trouvera des renseignements plus détaillés sur la méthode de l'inventaire perpétuel dans le manuel *Comptabilité d'entreprise et comptabilité nationale* (Publication des Nations Unies, numéro de vente : F.00.XVII.13 ou la publication de l'OCDE *Measuring Capital: A Manual on the OECD publication Measurement of Capital Stocks, Consumption of Fixed Capital and Capital Services* (Paris, 2001).

9. Rapports entre la consommation de capital fixe, la formation nette de capital, l'épargne nette et la valeur ajoutée nette

2.100. La formation brute de capital est la dépense effective d'investissement dont l'objet est d'accroître les stocks d'actifs non financiers. Cependant, une partie de cette formation sert à remplacer les actifs fixes consommés au cours de la production. La consommation des actifs fixes se traduit par une détérioration physique, un vieillissement normal ou des endommagements accidentels normaux. Donc, l'accroissement économique d'actifs fixes est la formation nette de capital, qui est égale à la formation brute de capital diminuée de la consommation de capital fixe. De même, la valeur ajoutée nette et l'épargne nette sont calculées en soustrayant la consommation de capital fixe de la valeur ajoutée brute et de l'épargne brute.

Exercices concernant le PIB calculé d'après les chiffres de la production et d'après les chiffres des dépenses finales

À partir des informations ci-après (extrêmement simplifiées),

1. Exprimer la valeur ajoutée brute (VA) et le rapport VA/production dans chacune des branches d'activité suivantes, par catégorie de la CITI :
 - A + B Agriculture, chasse, foresterie et pêche
 - C Mines et carrières
 - D Activités manufacturières
 - E Électricité, gaz et eau
 - F Construction
 - G + H Commerce de gros et de détail; réparation de véhicules automobiles, de motocycles ainsi que de biens personnels et de biens ménagers; hôtels et restaurants
 - I Transport, entreposage et communications
 - J + K Intermédiation financière; immobilier, services de location et services aux entreprises
 - L Administration publique et défense; sécurité sociale obligatoire
 - M + N + O Éducation; santé et sécurité et services sociaux; autres services, collectifs, sociaux et personnels
 - P Ménages et personnes à leur service
2. Estimer la production, la consommation intermédiaire (CI) et la valeur ajoutée brute des activités non marchandes
3. Estimer le PIB à partir des coûts de production
4. Estimer les dépenses finales par type de dépense :
 - Les dépenses de consommation finale (CF) de l'administration publique, des institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM) et des ménages
 - La formation brute de capital
 - Les exportations nettes ($X - M$)
5. Estimer le PIB d'après les chiffres des dépenses et comparer le résultat avec la valeur du PIB calculé à partir des chiffres de la production

Information

A. Production marchande		
Branche d'activité	Production (Prix de base)	Consommation intermédiaire (Prix acheteur)
Construction/réparations	300	250
Élevage	150	80
Foresterie et pêche	280	96
Extraction de pétrole	100	40
Habillement	250	100
Autres activités manufacturières	120	70
Électricité et eau	40	15
Transport	145	86
Agriculture	450	140
Valeur ajoutée commerciale	230	90
Hôtels et restaurants	120	55
Immobilier	100	67
Services commerciaux	90	40

Branche d'activité	Production (Prix de base)	Consommation intermédiaire (Prix acheteur)
Hôpitaux privés	60	34
Loisirs	50	30
Autres services personnels	100	60
B. Activités économiques non marchandes		
Services de l'administration publique et de l'administration locale		
Rémunération des salariés		200
Achats de matières premières et de services (dépenses courantes seulement)		100
Consommation de capital fixe		60
Établissements d'enseignement primaire, secondaire et supérieur (entièrement gratuits)		
Rémunération des salariés		100
Achats de matières premières et de services (dépenses courantes seulement)		40
Consommation de capital fixe		10
Hôpitaux publics (entièrement gratuits)		
Rémunération des salariés		120
Achats de matières premières et de services (dépenses courantes seulement)		70
Consommation de capital fixe		20
Secteur non public, cultes et lieux de culte, etc.		
Rémunération des salariés		40
Achats de matières premières et de services (dépenses courantes seulement)		70
Consommation de capital fixe		5
C. Autres rubriques estimées		
Valeur imputée des unités de logement occupées par leur propriétaire (sur la base des loyers du marché)		150
Achats de matières premières et de services pour les réparations mineures		30
Reste		120
Consommation des récoltes produites pour compte propre		70
D. Droits d'importations et autres impôts sur les produits diminués des subventions		250
E. Achats de biens et services par les ménages pour leur consommation		950
F. Formation brute de capital fixe		120
G. Variation de stocks		20
H. Exportations de biens et services f.a.b.		750
I. Importations de biens et services f.a.b.		600

Indications

- Les institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM) incluent les activités économiques non marchandes qui ne sont pas financées principalement par l'administration publique.
- Les activités non marchandes qui sont principalement financées par l'administration publique doivent être classées dans le secteur de l'administration générale.
- La production de l'administration générale et des ISBLSM est calculée comme la somme de la consommation des salariés, de la consommation intermédiaire et de la consommation de capital fixe.

- Les dépenses de consommation finale de l'administration publique incluent la production des services publics moins les ventes plus la production d'autres activités non marchandes financées par l'administration publique (établissements d'enseignement et hôpitaux publics, etc.) moins les ventes plus les achats, par l'administration publique, de biens et services destinés à être distribués gratuitement aux ménages. Les dépenses de consommation finale des ISBLSM sont égales à la production des ISBLSM moins leurs ventes plus leurs achats de biens et services destinés à être distribués gratuitement aux ménages. S'il existe une formation brute de capital pour compte propre, cette production pour compte propre doit être déduite de la production pour donner les dépenses de consommation finale.

Solutions

Solution à la question 1

	Branches d'activité	Production	CI	VA (valeur ajoutée)	Ratios VA/production
A + B	Agriculture, chasse, foresterie, pêche	880	316	564	0,6409
	Agriculture	450	140	310	0,6889
	Élevage	150	80	70	0,4667
	Sylviculture et pêche	280	96	184	0,6571
C	Mines et carrières	100	40	60	0,6000
	Extraction de pétrole	100	40	60	0,6000
D	Activités manufacturières	370	170	200	0,5405
	Habillement	250	100	150	0,6000
	Autres activités	120	70	50	0,4167
E	Électricité, gaz et eau	40	15	25	0,6250
F	Constructions, réparations aux constructions	300	250	50	0,1667
G + H	Commerce de gros et de détail; réparations; hôtels et restaurants	350	145	205	0,5857
	Valeur ajoutée commerciale	230	90	140	0,6087
	Hôtels et restaurants	120	55	65	0,5417
I	Transports, entreposage et communications	145	86	59	0,4069
J + K	Intermédiation financière; immobilier, services de location et services aux entreprises	340	137	203	0,5971
	Valeur imputée des unités de logement occupées par leur propriétaire (repris de C)	150	30	120	0,8000
	Immobilier	100	67	33	0,3300
	Services aux entreprises	90	40	50	0,5556
L	Administration publique et défense; sécurité sociale obligatoire	360	100	260	0,7222
	Services non marchands de l'administration centrale et de l'administration locale (repris de B)	360	100	260	0,7222
M + N + O	Éducation; santé; autres services collectifs, sociaux et personnels	725	327	398	0,5490
	Établissements d'enseignement public, écoles et universités publiques (repris de B)	150	40	110	0,7333
	Hôpitaux publics (repris de B)	210	70	140	0,6667
	Établissements d'enseignement privé	40	23	17	0,4250
	Hôpitaux privés	60	34	26	0,4333
	ONG, cultes et lieux de culte, divers (repris de B)	115	70	45	0,3913

	Branches d'activité	Production	CI	VA (valeur ajoutée)	Ratios VA/production
	Loisirs	50	30	20	0,4000
	Autres services personnels	100	60	40	0,4000
	TOTAL	3610	1586	2024	0,5607

Observations

Les ratios valeur ajoutée brute/production sont calculés pour l'année de base dont les chiffres concernant la production, la consommation intermédiaire et la valeur ajoutée sont tous extraits des résultats de recensements ou d'enquêtes annuelles et servent ensuite à estimer la valeur ajoutée brute, une fois seulement que les chiffres de la production sont disponibles (voir dans la troisième partie un examen plus approfondi de l'application de ces ratios).

Solution à la question 2

1. Production, consommation intermédiaire, valeur ajoutée brute des activités non marchandes			
	Production	CI	VA
Administration centrale et administrations locales	360	100	260
Rémunération des salariés	200		200
Achats de matières premières et de services	100	100	
Consommation de capital fixe	60		60
Établissements d'enseignement public primaire, secondaire et supérieur	150	40	110
Rémunération des salariés	100		100
Achat de matières premières et de services	40	40	
Consommation de capital fixe	10		10
Hôpitaux publics	210	70	140
Rémunération des salariés	120		120
Achat de matières premières et de services	70	70	
Consommation de capital fixe	20		20
Secteurs non public, cultes et lieux de culte, etc.	115	70	45
Rémunération des salariés	40		40
Achat de matières premières et de services	70	70	
Consommation de capital fixe	5		5

Observations :

1. La solution aboutit seulement à des « estimations », de meilleurs résultats ne pouvant pas être obtenus avec les informations disponibles.
2. Pour calculer la production ou la consommation d'intermédiaire, il faut connaître « emploi de matières premières et de services » et non pas « achats de matières premières et services ». D'une part, une partie des matières premières achetées peut être mise en stock, d'autre part, des matières premières peuvent être retirées des stocks pour servir à la production. Il faut qu'à tout moment se vérifie l'équation ci-après :

Achat de matières premières + stock de début de matières premières = emploi de matières premières + stock de fin de matières premières

Emploi de matières premières = achat de matières premières – accroissement du stock de matières premières

Solution à la question 3

Approche du PIB par la production

$$\begin{aligned} \text{PIB} &= \text{valeur brute totale ajoutée aux prix de base} + \text{droits à l'importation et autres taxes sur les} \\ &\quad \text{produits moins subventions} \\ &= 2024 + 250 = 2274. \end{aligned}$$

Solution à la question 4

Dépenses de consommation finale de l'administration publique (DCF-AP)	
Les dépenses de consommation finale de l'administration publique sont égales à la somme des éléments suivants :	720
Production moins vente de services publics	360
Moins formation de capital pour compte propre	0
Plus autres services non marchands fournis gratuitement par l'administration publique (établissements d'enseignement et hôpitaux publics)	360
Plus achats de biens et services marchands destinés à être distribués aux ménages	0

Dépenses de consommation finale des institutions sans but lucratif au service des ménages (DCF-ISBLSM)	
Les dépenses de consommation finale des ISBLSM sont égales à la somme des éléments suivants :	115
Production moins vente de services des ISBLSM	115
Moins formation de capital pour compte propre	0
Plus achats de biens et services marchands destinés à être distribués gratuitement aux ménages	0

Dépenses de consommation finale des ménages (DCF-M)	
Les dépenses de consommation finale des ménages sont égales à la somme des éléments suivants :	1170
Achats de biens et services par les ménages	950
Valeur imputée des logements occupés par leurs propriétaires	150
Consommation de la production agricole propre	70

Formation brute de capital (FBC)	
Formation brute de capital	140
Formation brute de capital fixe	120
Variation de stock	20
Acquisitions moins cessions d'objets de valeur	0

$$\begin{aligned} \text{Exportations nettes} &= \text{exportations} - \text{importations} \\ &= 750 - 600 \\ &= 150 \end{aligned}$$

Solution à la question 5

Approche du PIB par les dépenses finales

$$\begin{aligned} \text{PIB} &= \text{dépenses de consommation finale} + \text{formation brute de capital} + \text{exportations nettes} \\ \text{PIB} &= \text{DCF-AP} + \text{DCF-ISBLSM} + \text{DCF-M} + \text{FBC} + \text{exportations nettes} \\ &= 720 + 115 + 1170 + 140 + 150 \\ &= 2295 \end{aligned}$$

Comparaison des deux valeurs du PIB obtenues selon l'approche par la production et selon l'approche par les dépenses finales

PIB selon l'approche par la production : 2 274

PIB selon l'approche par les dépenses finales : 2 295

Différence : 21

Si l'on suppose que la valeur du PIB obtenue selon l'approche par la production est plus exacte alors, la meilleure des estimations du PIB est de 2 274 et 21 est considéré comme une erreur statistique.

Donc :

PIB : 2 274

Dépenses finales : 2 295

Erreur statistique : -21

L'erreur statistique est de 0,9 % du PIB.

Dans beaucoup de pays en développement, le ratio valeur ajoutée brute/production obtenu à partir d'une enquête sur la production des établissements au cours de l'année de base sert à estimer la valeur ajoutée. Les chiffres sont complétés par des données annuelles effectives concernant les grandes entreprises, particulièrement des entreprises publiques ainsi que par des données sur les dépenses publiques. Très peu de pays ont les moyens financiers de faire des enquêtes sur les ventes de détail, voire la formation brute de capital. Donc, le PIB calculé selon l'approche par les dépenses finales est moins fiable. Dans ce cas, il vaut mieux se fier à l'approche par les coûts de production. Dans certains pays, comme les États-Unis, qui peuvent consacrer de vastes enquêtes aux dépenses finales, l'approche par les dépenses finales est considérée plus fiable que celle qui repose sur les ratios valeur ajoutée/production. Dans d'autres pays qui ont les moyens de faire des enquêtes à la fois sur la production et sur les dépenses finales, il n'est pas possible de déterminer laquelle des méthodes est la plus fiable. C'est le cas du Canada. L'écart statistique est divisé par deux : une moitié est soustraite de l'estimation du PIB qui est la plus élevée et l'autre est ajoutée à l'estimation la plus faible.

Chapitre 3. Compte de revenu de la nation

A. — Objectifs

3.1. Le compte de revenu de la nation cherche à mesurer les diverses formes de revenu de la nation. Le PIB n'est pas un concept de revenu mais un agrégat qui mesure la production de biens et services résultant de l'activité de production de toutes les unités résidant à l'intérieur d'un même pays et disponibles pour des emplois finals.

3.2. Un concept important du revenu brut de la nation est le revenu net (recettes moins paiements) des unités résidentes de l'économie qui résulte de la propriété, par cette nation, des facteurs de production (c'est-à-dire la main-d'œuvre et le capital y compris le capital produit et le capital non produit, financier et non financier). C'est ce qu'on appelle le **revenu national brut**.

3.3. Autre concept important du revenu brut, le **revenu national brut** disponible est le revenu disponible pour les emplois finals de la nation après redistribution du revenu entre l'économie de la nation et le reste du monde.

3.4. La distribution et la redistribution du revenu entre les secteurs intérieurs de l'économie considérée (c'est-à-dire les ménages, les entreprises et l'administration publique) et entre cette économie et le reste du monde ne peuvent manquer d'avoir des effets appréciables sur le comportement économique de ces secteurs institutionnels (cette question est examinée à la fin du présent chapitre mais les définitions des secteurs institutionnels sont exposées en détail au chapitre 9). Il importe de signaler que, pour l'ensemble de l'économie, la distribution et la redistribution entre les secteurs intérieurs s'annulent car le paiement d'un secteur constitue la recette d'un autre. Seules les opérations avec le reste du monde ont un effet sur les agrégats relatifs au revenu national.

B. — Concepts importants du revenu

3.5. Les concepts importants de revenu en comptabilité nationale sont les suivants :

- a) Revenu primaire;
- b) Revenu national brut;
- c) Transferts courants;
- d) Revenu national brut disponible;
- e) Épargne brute.

C. — Revenu primaire

3.6. Le revenu primaire est le revenu qui est tiré des facteurs de production (autrement dit main-d'œuvre et capital,

y compris capital produit et capital non produit, financier ou non financier) et de l'imposition.

3.7. Le revenu primaire est produit par l'activité de production des producteurs résidents et distribué principalement à d'autres résidents, mais aussi partiellement à des non résidents. Dans le même temps, les résidents reçoivent un revenu primaire du reste du monde.

3.8. Éléments du revenu primaire :

- a) Rémunération des salariés (coût de la main-d'œuvre);
- b) Impôts sur la production et les importations;
- c) Revenu mixte : le revenu mixte est constitué à la fois par la rémunération des salariés et par l'excédent d'exploitation appliqué aux ménages qui exercent des activités économiques mais ne tiennent pas de comptabilité d'entreprise et, donc, ne distinguent pas leurs rémunérations de l'excédent d'exploitation;
- d) Revenus du patrimoine :
 - i) Intérêts (à l'exclusion de la valeur des services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM));
 - ii) Revenu distribué des sociétés;
- e) Dividendes;
- f) Prélèvements sur les revenus des quasi-sociétés⁵;
 - i) Bénéfices réinvestis d'investissements directs étrangers⁶;
 - ii) Loyer des actifs fonciers et des actifs du sous-sol;
- g) Revenus de la propriété attribués aux assurés.

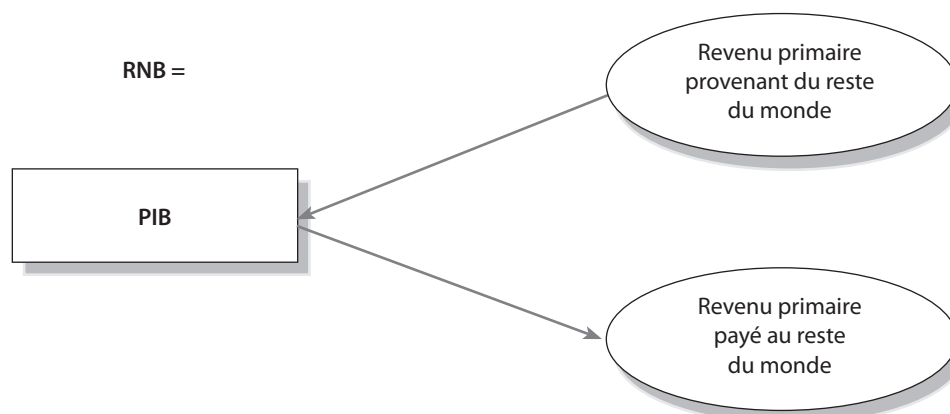
D. — Revenu national brut

3.9. Le revenu national brut est le revenu global de la nation créé par sa production et sa propriété des facteurs de production, déduction faite des revenus distribués au titre de l'emploi de facteurs de production appartenant au reste du monde.

⁵ Ceci vaut pour la propriété ou le partenariat exclusif, qui ne sont pas des entités juridiques indépendantes, dont les propriétaires ne se paient pas de salaires à eux-mêmes mais tirent leurs revenus de l'excédent d'exploitation et du revenu net de la propriété pour leur emploi propre.

⁶ Non distribués au reste du monde. Les bénéfices distribués sont alors imputés en tant qu'investissements financiers additionnels. Les parts des investisseurs étrangers s'accroissent en conséquence. Cette façon de procéder a des incidences sur le compte du reste du monde (ou la balance des paiements).

Figure 3.1. Rapport entre le PIB et le revenu national brut



3.10. Le revenu national brut se définit dans la pratique par rapport au PIB, de la manière suivante (voir aussi figure 3.1) :

$$\text{RNB} = \text{PIB} + \text{revenu primaire à recevoir du reste du monde (horizontalement)} - \text{revenu primaire payable au reste du monde}$$

Plus précisément :

$$\text{RNB} = \text{PIB} + \text{rémunération des salariés et revenu de la propriété à recevoir du reste du monde} - \text{rémunération des salariés et revenu de la propriété payables au reste du monde}^7$$

3.11. Le RNB s'appelait auparavant **produit national brut** (PNB). La raison du changement est que le PNB est un concept de revenu et non pas un concept de production comme le PIB.

E. — Transferts courants : opérations sans retour de biens et services

3.12. Les transferts courants sont des opérations courantes qui ne s'accompagnent pas de la réception en retour de biens et de services ou de capital à titre de contrepartie au cours de la même période comptable et qui n'entraînent pas de transferts de capitaux.

⁷ La distribution du PIB sous forme de rémunération des salariés, d'impôts sur la production et sur les importations, et de revenu de la propriété entre les secteurs de l'économie nationale s'annule. Seules les opérations avec le reste du monde subsistent. En ce qui concerne le reste du monde, la main-d'œuvre (sous forme de rémunération des salariés) absorbe le revenu de la production qui est produit par les résidents travaillant temporairement à l'étranger, par exemple les travailleurs saisonniers, et la réduction du revenu de la production due au paiement des travailleurs temporaires qui se trouvent dans le pays.

3.13. Constituent des transferts courants :

- a) Les cotisations et les prestations des régimes de sécurité sociale (voir tableau 3.1)⁸;
- b) Les impôts sur le revenu;
- c) Les primes nettes d'assurance-dommage (c'est-à-dire non compris les frais des services d'assurance, qui sont la production des services d'assurance-dommage) et les indemnités autres que celles de l'assurance sociale;
- d) L'assistance internationale pour les emplois courants;
- e) Les rapatriements de salaire des immigrants;
- f) D'autres transferts divers.

F. — Revenu national brut disponible

3.14. Le revenu national brut disponible est le revenu disponible pour la consommation finale de biens et de services.

3.15. La différence entre le revenu national brut disponible et la consommation finale constitue l'épargne brute (elle est négative si la consommation finale excède le revenu disponible).

⁸ Les primes des assurances-vie et les prestations liées aux polices d'assurance vie n'apparaissent pas dans ce système. Si elles font partie d'une assurance-vie de groupe, les primes sont incluses dans les cotisations sociales et les prestations le sont dans les prestations sociales des régimes d'assurance sociale. Les assurances-vie individuelles, (c'est-à-dire les assurances-vie autres que les assurances de groupe) sont considérées comme faisant partie de l'épargne des ménages, que ceux-ci emploient à acquérir des actifs financiers; les prestations sont considérées comme une réduction des actifs financiers des ménages. Donc, le SCN ne fait pas apparaître les paiements de primes et les prestations des assurances-vie individuelles. L'opération nette (primes – demandes de dommages – frais de services) est traitée comme un accroissement des actifs des ménages et un accroissement des engagements des compagnies d'assurance. Les revenus de la propriété que les compagnies d'assurance retirent des primes (supplément d'assurance) sont traités comme des biens attribuables aux assurés (c'est-à-dire les ménages) et provenant des compagnies d'assurance. On trouvera un examen détaillé de la manière dont sont traitées les assurances, l'assurance sociale et les fonds de pension, dans l'annexe IV au SCN.

Figure 3.2. Rapport entre le revenu national brut et le revenu national brut disponible

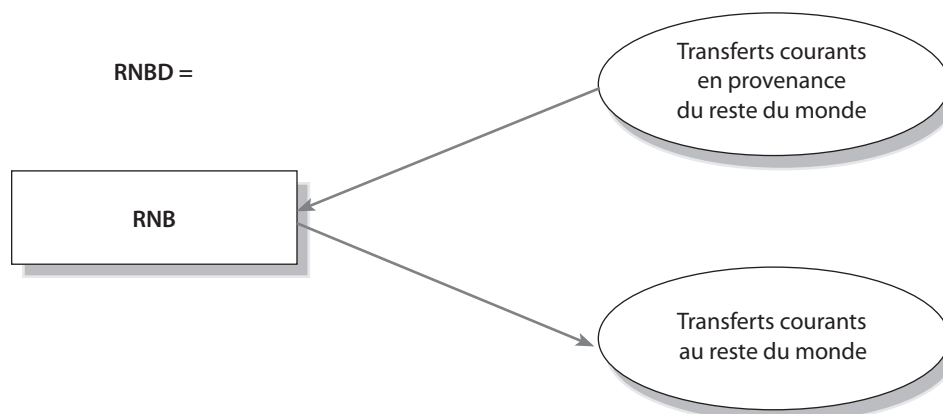
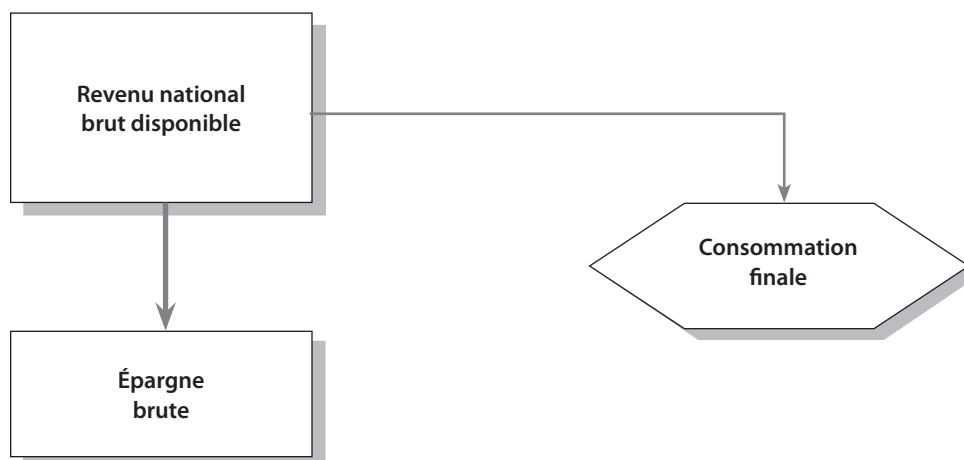


Tableau 3.1. Nomenclature et explications des cotisations et des prestations sociales

Le régime d'assurance sociale doit répondre à l'une des conditions suivantes : a) l'affiliation est rendue obligatoire soit pas la législation soit par les conditions d'emploi; b) le régime est géré au nom d'un groupe et réservé aux membres de celui-ci; c) l'employeur verse une cotisation au nom du salarié [on trouvera une description détaillée des possibilités, pour les régimes d'assurance sociale, de s'étendre à des régimes de retraite de groupe, des assurances-vie et des assurances-dommages et aussi du mode d'enregistrement des divers régimes d'assurance individuelle (assurances qui ne sont pas des assurances de groupe), concernant la vie ou non, dans les divers comptes du SCN].

Cotisations sociales des ménages		Prestations sociales fournies aux ménages	
1.1 Cotisations sociales effectives des employeurs	Sont payées directement à des caisses sociales constituées, telles que caisses de sécurité sociale, fonds de retraite et compagnies d'assurance, pour le compte des salariés. Elles sont traitées comme faisant partie de la rémunération des salariés et comme poste imputé correspondant à un versement des employeurs aux caisses de sécurité sociale.	2.1 Prestations sociales autres que les transferts sociaux en nature	Prestations reçues par les ménages des régimes sociaux dans la partie droite (1.1 à 1.4).
1.2 Cotisations sociales des salariés	Prélevées sur les traitements et salaires des salariés.	2.12 Prestations de sécurité sociale en espèces	Provenant des caisses de sécurité sociale.
1.3 Cotisations sociales des travailleurs indépendants et des personnes sans emploi	Cotisations des ménages à des caisses de sécurité sociale constituées, par exemple, des fonds de sécurité sociale.	2.13 Prestations sociales à financement privé	Prestations en nature ou en espèces servies par une compagnie d'assurance ou d'autres unités institutionnelles administrant des régimes d'assurance sociale à financement privé.
1.4 Cotisations sociales imputées	Il s'agit d'un poste imputé qui rend compte des prestations que les employeurs doivent normalement fournir directement aux salariés sans passer par des caisses de sécurité sociale constituées. Il peut être difficile d'évaluer ces prestations et donc on peut supposer qu'elles reviennent à des prestations non fondées sur la répartition (telles qu'allocations d'études, allocations de retraite, paiement de frais médicaux non liés au travail, etc.) payées aux salariés et inscrites à droite (2.14).	2.14 Prestations sociales des salariés fondées sur la répartition	En nature ou en espèces (voir explications concernant 1.4 du côté droit).
		2.15 Prestations d'assistance sociale en nature	Paiements émanant de l'administration publique ou d'institutions sans but lucratif que leur destinataire ne reçoit pas de régimes d'assurances sociales.

Figure 3.3. Calcul de l'épargne brute



G. — Rapport entre le revenu des secteurs institutionnels et l'ensemble de l'économie

3.16. La distribution et la redistribution des revenus entre secteurs (c'est-à-dire administration publique, ménages, sociétés non financières, sociétés financières et reste du monde) ont une incidence sur la formation du revenu brut disponible qui peut servir soit à la consommation finale, soit à l'épargne, soit à la formation de capital de chaque secteur. Le tableau 3.2, qui est obtenu à partir du tableau 3.3 montre que les ménages tirent leur revenu de leurs activités de production pour compte propre (valeur ajoutée brute) et de leur emploi sur le marché du travail (rémunération des salariés), ainsi que de la propriété lorsqu'ils investissent sur le marché financier, et qu'ils doivent aussi payer des impôts et un revenu de la propriété. Le solde du revenu primaire, qui forme le revenu national brut, est de 170. Également, en raison des prestations sociales qu'ils reçoivent et des transferts

courants nets des paiements au titre de l'impôt sur le revenu, des cotisations sociales et des autres transferts courants, les ménages ont un revenu disponible brut de 182. Le revenu brut disponible peut être nettement plus élevé que le solde du revenu primaire.

3.17. La distribution et la redistribution du revenu entre les secteurs de l'économie nationale n'ont pas d'incidence sur le revenu national brut (RNB) ni sur le revenu national brut disponible (RNBD), les recettes d'un secteur annulant les paiements de l'autre. C'est la raison pour laquelle le RNB peut être calculé à l'aide d'une formule simple : $RNB = PIB + \text{rémunération des salariés et revenu de la propriété à recevoir du reste du monde} - \text{rémunération des salariés et revenus de la propriété à payer au reste du monde}$. ($RNB = 216 + 3 + 3 - 5 = 217$). Le revenu national brut disponible est calculé de même en ajoutant au RNB les transferts courants nets du reste du monde [$RNBD (226) = RNB (217) + (10 - 1)$].

Tableau 3.2. Revenu des ménages

	Emplois	Ressources
Valeur ajoutée brute aux prix de base		32
Rémunération des salariés	0	131
Autres impôts moins subventions sur la production	1	
Revenu de la propriété	2	10
Solde du revenu primaire	170	
Solde du revenu primaire		170
Impôts courants sur le revenu	50	
Cotisations sociales	40	
Prestations sociales autres qu'en nature		101
Autres transferts courants	20	21
Revenu brut disponible	182	

Tableau 3.3. Revenu national et revenus sectoriels dans les comptes intégrés

	Sociétés non financières		Sociétés financières		Administra-tion publique		Ménages		Économie totale		Reste du monde		Comparaison des totaux	
			E	R	E	R	E	R	E	R	E	R	E	R
DISTRIBUTION PRIMAIRE DU REVENU														
1 Valeur ajoutée brute/PIB		146		12		6		32		216			196	216
2 Rémunération des salariés	120		7		6		131		133	131	3	5	136	136
3 Impôts moins subventions sur la production et les importations	2		0	23	0	23	1		23	23				
4 Revenu de la propriété	14	11	10	8	4	4	2	10	30	33	3	0	33	33
5 Solde revenu primaire/revenu national brut	21		3		23		170		217					
DISTRIBUTION SECONDAIRE DU REVENU														
6 Solde du revenu primaire/revenu national		21		3		23		170		217				
7 Impôts courants sur le revenu	8		1			59	50		59	59			59	59
8 Cotisations sociales				30		10	40		40	40			40	40
9 Prestations sociales autres qu'en nature	1		40		60			101	101	101			101	101
10 Autres transferts courants			9	20	3		20	21	32	41	10	1	42	42
11 Revenu disponible brut (RNBD)	12		3		29		182		226					
EMPLOIS DU REVENU DISPONIBLE														
12 Revenu brut disponible brut (RBD)		12		3		29		182		226				
13 Dépenses de consommation finale	0		0		11		152		163					
14 Ajustement pour variation des parts nettes des ménages dans les fonds de pension			10					10	10	10				
15 Épargne brute	12		-7		18		40		63					

3.18. Dans le tableau 3.3, les comptes intégrés montrent la séquence des comptes de chaque secteur institutionnel séparément dans deux colonnes : la colonne des emplois (E) et la colonne des ressources (R). Le solde de chaque compte du côté gauche est calculé comme la différence entre le total des ressources et le total des emplois. Chaque solde devient donc les ressources du côté droit de chaque compte. Par exemple, pour le secteur des ménages, le solde du revenu primaire est égal à $(32 + 131 + 10) - (1 + 2) = 170$. Les comptes de l'économie totale sont le total des comptes des secteurs, ligne par ligne. Le tableau est une version condensée du SCN qui est donnée à titre d'exemple. Il regroupe la création de revenu et la distribution primaire du revenu en un seul compte (voir un exemple de ce compte complet en annexe). Il convient de signaler que :

a) À la ligne 1, dans la colonne « Économie totale », le chiffre 216 est celui du PIB, qui est la somme de la valeur brute ajoutée aux prix de base de tous les secteurs institutionnels ($196 = 146 + 12 + 6 + 32$) et des impôts diminués des

subventions sur les produits (20) [ces derniers n'apparaissent pas dans le tableau];

b) À la ligne 3, dans tous les secteurs institutionnels, les valeurs payées (dans la partie emplois) se limitent aux « impôts sur la production ». Pour l'économie totale, du côté des emplois, les impôts diminués des subventions (20) sont ajoutés à « autres impôts sur la production » (3) pour donner « impôts moins subventions sur la production et les importations » (23). La valeur totale des impôts moins subventions sur la production et les importations constitue une recette de l'administration publique du côté des ressources;

c) À la ligne 14, la part nette des ménages dans les fonds de pension acquise par les cotisations sociales reste dans les comptes des institutions financières. Pour faire apparaître l'épargne effective brute des ménages, l'ajustement impute un paiement du secteur financier au secteur des ménages. On suppose ici que les fonds de retraite sont gérés par le secteur financier. En réalité, il est possible qu'ils le soient par l'administration publique.

Exercice relatif au revenu national brut, au revenu national brut disponible et à l'épargne brute

Le PIB, la consommation finale et les chiffres concernant le compte courant de la balance des paiements étant connus, calculez le revenu primaire et les transferts courants et donnez une estimation du revenu national brut, du revenu disponible et de l'épargne.

Information

PIB = 2 224
 Consommation finale = Dépenses de consommation finale de l'administration publique
 + Dépenses de consommation finale des institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM)
 + Dépenses de consommation finale des ménages
 = 2 145

Compte courant	Crédit (à recevoir)	Débit (à payer)
A. Biens et services		
Exportations	550	
Importations		600
B. Revenu		
Rémunération des salariés		10
Revenu de l'investissement direct		
Revenu des actions (dividendes)		30
Revenu des créances (intérêts)	5	40
Investissement de portefeuille		
Actions (dividendes)		15
Emprunt (intérêt)		20
Autres investissements		
Intérêt		
Revenus imputés des ménages provenant des participations nettes aux fonds d'assurance-vie et aux caisses de retraite	1	3
C. Transferts courants		
Administration publique (allocations – dépenses)	100	
Autres secteurs		
Envois de salaires	200	
Autres transferts	20	5

Solution

Revenu primaire

	À recevoir	À payer
Revenu primaire	6	118
Rémunération des salariés		10
Autres impôts moins subventions sur la production		
Revenu du patrimoine	6	108
Dividendes		45
Intérêts	5	60
Participation nette aux caisses d'assurance et aux fonds de pension	1	3

Revenu national brut

$$\begin{aligned}
 \text{Revenu national brut} &= \text{PIB} \\
 &+ \text{Revenu primaire à recevoir} \\
 &- \text{Revenu primaire à payer} \\
 &- \\
 &= 2\,224 + 6 - 118 \\
 &= 2\,112
 \end{aligned}$$

Transferts courants

	À recevoir	À payer
Transferts courants	320	5

Revenu national brut disponible (RNBD)

$$\begin{aligned}
 \text{RNBD} &= \text{Revenu national brut} \\
 &+ \text{Transferts courants à recevoir} \\
 &- \text{Transferts courants à payer} \\
 &= 2\,112 + 320 - 5 \\
 &= 2\,427
 \end{aligned}$$

Épargne brute

$$\begin{aligned}
 \text{Épargne brute} &= \text{Revenu national brut disponible} - \text{Consommation finale} \\
 &= 2\,427 - 2\,145 \\
 &= 282
 \end{aligned}$$

Observations

Les chiffres de la balance des paiements étant donnés sans plus de détail, les estimations du revenu primaire et, donc, du revenu national brut, sont inexactes pour les raisons suivantes : 1) les autres impôts diminués des subventions sur la production sont inclus dans les transferts courants de la balance des paiements; 2) les frais des services financiers implicites ont été soit inclus dans les intérêts, soit déduits de ceux-ci, si bien qu'un ajustement est nécessaire pour faire apparaître les véritables revenus. Voir *Comptabilité des entreprises et comptabilité nationale* (Publication des Nations Unies, numéro de vente : F.00.XVII.13), chapitre I.

Chapitre 4. Compte de capital de la nation

A. — Objectifs

4.1. Le compte de capital sert à mettre en évidence les investissements en actifs non financiers et les fonds qui peuvent être employés pour les financer.

4.2. Les fonds proviennent :

- a) De l'épargne brute (origine interne);
- b) Des transferts nets de capital (montants reçus moins montants payés), qui sont la source extérieure de fonds sans retour de biens et services en contrepartie, par exemple les dons du reste du monde destinés à la formation brute de capital;
- c) De l'emprunt net ou du prêt net provenant du reste du monde.

4.3. L'investissement en actifs non financiers comprend :

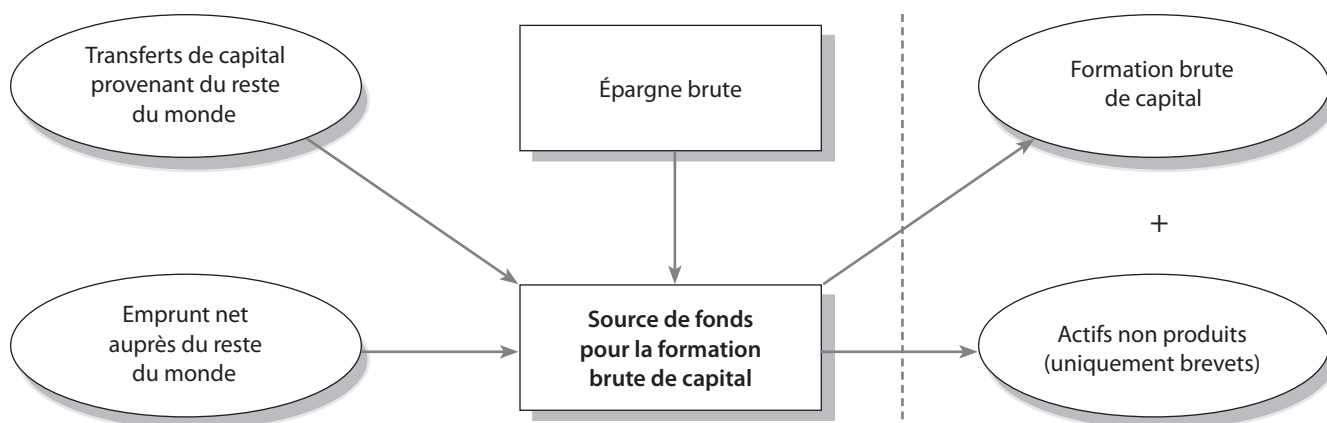
- a) La formation brute de capital;
- b) L'acquisition nette d'actifs non financiers, non produits, auprès du reste du monde⁹.

⁹ Voir la règle d'exception présentée dans la figure 4.1.

4.4. Le compte de capital cherche aussi à mettre en évidence les actifs nouveaux ou leurs ajouts des types suivants (on trouvera une nomenclature plus complète des actifs au tableau 2.3) :

- a) Logements;
- b) Autres bâtiments et ouvrages;
 - i) Bâtiments à usage non résidentiel;
 - ii) Autres ouvrages;
- c) Machines et matériel;
 - i) Matériel de transport;
 - ii) Autres machines et matériel;
- d) Actifs cultivés;
 - i) Animaux d'élevage, animaux de laiterie, de trait, etc.;
 - ii) Vignobles, vergers et autres plantations d'arbres fournissant des produits de manière répétée;
- e) Prospection minière;
- f) Logiciels informatiques;

Figure 4.1. Formation brute de capital



Exceptions : Le SCN fait en sorte que les opérations sur les actifs fixes produits, comme les bâtiments, et d'autres actifs non produits, comme les terrains, les actifs du sous-sol et les entités juridiques (baux, etc.), entre les résidents d'un pays et le reste du monde sont des opérations entre résidents étant donné que ces actifs demeurent à l'intérieur de l'économie considérée et servent ses activités de production. Le résultat est que le SCN crée une unité abstraite résidente représentant des non-résidents, qui les possèdent. Étant donné que les opérations entre résidents s'annulent (un achat annule une vente) les variations d'actifs non produits ci-dessus incluent uniquement des actifs non produits incorporels, par exemple des brevets. Les achats de ces actifs par des non-résidents sont traités comme des achats d'actifs financiers.

g) Œuvres originales récréatives, littéraires ou artistiques;

h) Autres actifs fixes incorporels.

4.5. Le prêt net/l'emprunt net du reste du monde peut être calculé au moyen de la formule suivante (voir les rapports indiqués au tableau 4.1) :

Prêt net (+) ou emprunt net (-) = formation brute de capital + acquisition nette d'actifs non

produits - (épargne brute + transferts nets de capital)

B. — Investissements en actifs non financiers et sources de fonds

4.6. Les liens entre les ressources et les emplois du compte de capital sont décrits dans le tableau 4.1.

Tableau 4.1. Rapports entre les ressources et les emplois dans le compte de capital

Emplois	Ressources
<ul style="list-style-type: none"> Formation brute de capital 	<ul style="list-style-type: none"> Épargne brute
<ul style="list-style-type: none"> Acquisition moins cession d'actifs non financiers, non produits auprès du reste du monde 	<ul style="list-style-type: none"> Transferts nets de capital sans transfert de contrepartie du reste du monde, par exemple sous forme d'aide à l'investissement (voir encadré ci-après)
Prêt net (+) ou emprunt net (-) au reste du monde	

C. — Épargne brute

4.7. Du point de vue du SCN, l'épargne brute inclut la consommation de capital fixe (analogue à l'amortissement mais réévaluée aux prix du marché).

4.8. Du point de vue des entreprises, l'épargne brute inclut l'amortissement (fonds traités par les entreprises comme

coût de production mais, en fait, mis de côté pour servir aux investissements).

4.9. L'épargne brute dans le Système de comptabilité nationale est différente de l'épargne brute pour les entreprises car la consommation de capital fixe n'est pas la même chose que l'amortissement.

Transferts de capital : les transferts de capital diffèrent des transferts courants en ce qu'ils impliquent l'acquisition ou la cession d'actifs par au moins une partie à une opération. Les transferts de capital peuvent se faire en espèces ou en nature. Ils incluent :

- Les **impôts sur le capital** prélevés à intervalles réguliers sur la valeur des actifs ou de la valeur nette détenus par des secteurs institutionnels ou transférés sous forme de dons, de legs ou d'héritage;
- Les **aides à l'investissement** en espèces ou en nature (les dons que l'État accorde pour alléger les intérêts, voire encourager la formation brute de capital sont exclus; en revanche, le financement de la formation brute de capital et aussi les paiements d'intérêts sont inclus);
- Les **autres transferts de capital**, par exemple paiement aux propriétaires de capital détruit par des événements politiques ou des catastrophes naturelles, paiement pour compenser des pertes accumulées sur plusieurs années, transferts entre unités de l'administration publique pour compenser des dépenses imprévues ou des déficits accumulés, paiement d'allocations non récurrentes aux ménages pour récompenser l'épargne d'un certain nombre d'années, annulation de dettes résultant d'accords, paiement d'indemnisations pour des dommages graves non inclus dans les polices d'assurance, paiements extraordinaires par l'État ou l'employeur visant à accroître les réserves actuarielles des fonds d'assurance sociale et redistribution des gains de capital réalisés par les compagnies d'assurance aux ménages.

Chapitre 5. Compte financier de la nation

A.—Objectifs

5.1. Le compte financier de la nation, à propos duquel on parle de tableau des opérations financières lorsqu'il s'étend aux flux financiers entre divers secteurs, a pour objet de mettre en évidence l'« investissement » dans les instruments financiers, les dettes et les formes de dettes et aussi de faire apparaître le prêt net ou l'emprunt net.

5.2. La différence entre la variation totale des actifs financiers et la variation totale des passifs représente le prêt net si elle est positive et l'emprunt net si elle est négative (voir tableau 5.1).

5.3. Le compte montre : *a*) comment l'emprunt net de la nation s'est constitué, soit par des engagements nouveaux, soit par la réduction d'actifs financiers, et de quel type d'instrument financier il est constitué; *b*) comment le prêt net

s'effectue, soit par acquisition d'actifs financiers, soit par réduction des engagements et de quelle forme d'instruments financiers il est constitué.

B.—Définition des actifs et des engagements

5.4. Un actif économique est une réserve de valeur sur laquelle les droits de propriété s'exercent individuellement ou collectivement et dont le propriétaire peut retirer des avantages économiques en le détenant ou en l'utilisant pendant une certaine période de temps. Les avantages économiques consistent en revenu primaire et éventuellement gains ou pertes de détention dus à la variation du prix des actifs. Les actifs économiques peuvent consister en bâtiments, numéraire, titres, actions et autres formes de participation, prêts et comptes à recevoir.

Tableau 5.1. Liens entre les variations des actifs et celles des passifs financiers

Actifs	Passifs
Prêt net (+)/Emprunt net (-)	
• Variation des actifs financiers	• Variation des passifs financiers
Or monétaire et DTS	
Numéraire et dépôts Numéraire Dépôts transférables Autres dépôts	Numéraire et dépôts Numéraire Dépôts transférables Autres dépôts
Titres autres qu'actions (par exemple obligations, effets, certificats de dépôts, titres commerciaux, obligations, etc.) À court terme À long terme	Titres autres qu'actions (par exemple obligations, effets, certificats de dépôts, titres commerciaux, obligations, etc.) À court terme À long terme
Crédits À court terme À long terme	Crédits À court terme À long terme
Actions et autres participations (par exemple, actions simples, investissement direct extérieur, etc.)	Actions et autres participations (par exemple, actions simples, investissement direct extérieur, etc.)
Réserves techniques d'assurance (participation nette dans les fonds de pension et assurance-vie)	Réserves techniques d'assurance (participation nette dans les fonds de pension et assurance-vie)
Produits financiers dérivés	Produits financiers dérivés
Autres comptes à recevoir Crédits commerciaux et avances Divers	Autres comptes à recevoir Crédits commerciaux et avances Divers

5.5. Un passif est une dette, un montant dû à des créanciers, une obligation financière ou une créance sur des actifs. Le numéraire du pays considéré, par exemple, est un engagement financier ou une obligation financière de la banque centrale qui l'émet et constitue un actif pour ceux qui le détiennent. Les prêteurs détiennent un actif sur les emprunteurs qui, en empruntant, contractent un engagement envers eux.

5.6. Les opérations sur actifs financiers sont comptabilisées aux prix auxquels les actifs sont acquis ou cédés, à l'exclusion des frais de service, droits ou commissions prélevés au cours des opérations. Ces coûts de changement de propriété sont comptabilisés en tant qu'achats de services financiers, faisant partie de la consommation intermédiaire, dans les comptes de production des opérateurs qui paient. Ils ne sont pas traités de la même façon que les coûts de changement de propriété des actifs non financiers.

5.7. Les actifs financiers ont toujours en contrepartie un engagement financier, sauf l'or à usage monétaire ou les Droits de tirage spéciaux (DTS) émis par le Fonds monétaire international.

5.8. Dans le compte, les accroissements de passifs ou d'actifs sont comptabilisés comme valeurs positives alors que les réductions de passifs (par exemple, paiement ou rachat) ou d'actifs sont comptabilisées comme valeurs négatives.

5.9. Le compte financier comptabilise uniquement les variations des actifs et des passifs financiers. Les stocks d'engagements et d'actifs financiers sont comptabilisés dans les comptes de patrimoine.

5.10. Le compte financier de la nation, étant donné qu'il comptabilise uniquement les variations des engagements et des actifs financiers par type, ne fait pas apparaître les flux financiers entre les secteurs institutionnels, comme le font les comptes financiers intégrés des secteurs institutionnels.

C. — Rapport avec le compte de capital

5.11. Le compte financier comptabilise les variations des actifs financiers à gauche et les variations des engagements financiers à droite. La différence entre les totaux représente soit un prêt net (+) soit un emprunt net (–) avec le reste du monde.

5.12. Le prêt net/l'emprunt net du compte financier et du compte de capital sont calculés indépendamment mais, en principe, ils doivent être identiques.

5.13. Le prêt net/emprunt net calculé pour l'ensemble de l'économie doit être égal au prêt net/à l'emprunt net calculé pour le reste du monde en valeur absolue, mais être affecté d'un signe opposé.

Tableau 5.2. Compte financier de la nation : exemple

Actifs		Passifs	
Prêt net (+)/Emprunt net (–)	–100		
• Variation des actifs financiers	–50	• Variation des engagements financiers	50
◊ Devises	–30	◊ Prêts	50
◊ Participation étrangère	–20		

Note : L'emprunt net d'un pays (en l'occurrence 100) peut revêtir diverses formes : accroissement des engagements (par exemple, prêts) envers des pays étrangers, réduction des actifs étrangers (par exemple, devises, stocks) ou combinaison des deux.

Exercice concernant la nomenclature des opérations

- Les flux économiques reflètent la création, la transformation, l'échange, le transfert ou l'extinction de valeurs économiques. Les flux économiques sont de deux types : les opérations et les autres flux.
- **Une opération** est un flux économique constituant une interaction entre des unités institutionnelles, par accord mutuel ou une action à l'intérieur d'une unité institutionnelle qu'il est utile, aux fins d'analyse, de traiter comme une opération.
- Les opérations peuvent porter sur :
 - ◊ Des biens et des services;
 - ◊ Un revenu (distribution);
 - ◊ Des instruments financiers.
- **Les autres flux** sont des variations de la valeur des actifs et des engagements qui ne résultent pas d'opérations.
- L'établissement des différents comptes nécessite une nomenclature appropriée des opérations et des autres flux. Dans l'exercice suivant, il convient de classer les informations données ci-après dans les catégories suivantes : production, consommation intermédiaire, revenu primaire (rémunération des salariés), autres impôts sur la production, revenu de la propriété, transferts courants, formation brute de capital, acquisition moins cession d'actifs non produits, variation des actifs financiers, variation des engagements financiers (voir postes détaillés).

Information

	Institution principale	Institution de contrepartie
Un ménage paie 500 dollars d'électricité à la compagnie qui la lui fournit	Dépense de consommation finale	Production
Un ménage produit 2 tonnes de riz pour sa consommation propre		
Un don de 2 millions de dollars est reçu du Japon pour la construction d'un pont		
Des ménages achètent à une entreprise 10 dollars de fil pour tisser de la toile		
Une entreprise paie des impôts sur le revenu des sociétés		
Une entreprise en association réinvestit ses bénéfices dans le pays		
Une société achète des matières premières pour la production en promettant de les payer l'année suivante		
Des ménages reçoivent un don d'argent de parents à l'étranger		
Des ménages reçoivent des biens de consommation en cadeau de parents à l'étranger		
Une société est censée payer un intérêt à une banque mais n'est pas en mesure de le faire et l'intérêt n'est pas annulé		
Une perte est provoquée par un déclin du marché boursier		
Une plus-value est réalisée lors de la vente d'une maison		
Une société paie un loyer pour un bâtiment qu'elle loue		
Une société paie un loyer pour un terrain qu'elle loue		
Une société émet des obligations		
Note : Il importe de bien comprendre que le classement correct des opérations est essentiel en comptabilité nationale. Une opération qui constitue une consommation intermédiaire si elle est classée à tort dans les revenus de la propriété accroîtra le PIB et inversement.		

Solution

	Institution principale	Institution de contrepartie
Un ménage paie 500 dollars d'électricité à la compagnie qui la lui fournit	Dépense de consommation finale	Production
Un ménage produit 2 tonnes de riz pour sa consommation propre	Dépense de consommation finale	Production
Un don de 2 millions de dollars est reçu du Japon pour la construction d'un pont	Transfert de capital à recevoir, production	Transfert de capital à payer, production, formation brute de capital
Des ménages achètent à une entreprise 10 dollars de fil pour tisser de la toile	Consommation intermédiaire	Production
Une entreprise paie des impôts sur le revenu des sociétés	Transfert courant	Transfert courant
Une entreprise en association réinvestit ses bénéfices dans le pays	Dividendes à recevoir et accroissement de participation (actifs)	Dividendes à payer et accroissement de participation (engagements)
Une société achète des matières premières pour la production en promettant de les payer l'année suivante	Consommation intermédiaire, accroissement du compte à payer (engagements)	Production, accroissement du compte à recevoir (actifs)
Des ménages reçoivent un don d'argent de parents à l'étranger	Transfert courant	Transfert courant
Des ménages reçoivent des biens de consommation en cadeau de parents à l'étranger	Transfert courant, importations de biens, dépense de consommation finale	Transfert courant, exportations de biens
Une société est censée payer un intérêt à une banque mais n'est pas en mesure de le faire et l'intérêt n'est pas annulé	Revenus de la propriété à payer, comptes à payer (engagements)	Revenus de la propriété à recevoir, comptes à recevoir (actifs)
Une perte est provoquée par un déclin du marché boursier	Autres flux (réévaluation d'actifs financiers)	
Une plus-value est réalisée lors de la vente d'une maison	Autres flux (réévaluation d'actifs non financiers)	
Une société paie un loyer pour un bâtiment qu'elle loue	Consommation intermédiaire (loyer dans le SCN)	Production
Une société paie un loyer pour un terrain qu'elle loue	Revenu de la propriété (loyer dans le SCN)	Revenu de la propriété
Une société émet des obligations	Accroissement de titres autres qu'actions (engagements)	Accroissement de titres autres qu'actions (actifs)

Chapitre 6. Compte du reste du monde

A. — Objectifs

6.1. Le compte du reste du monde fait apparaître :

a) Le déficit ou l'excédent avec le reste du monde dans le commerce de biens et services, les opérations courantes et le prêt net (+) ou l'emprunt net (-);

b) Les opérations en capital et les opérations financières avec le reste du monde;

c) La position internationale en matière d'investissement, autrement dit les actifs et les passifs financiers vis-à-vis du reste du monde, essentiellement la dette;

d) Sur le plan théorique, le compte du reste du monde est la même chose que la balance des paiements et comprend les mêmes comptes subsidiaires, mais ceux-ci sont regroupés différemment à des fins différentes;

e) Le présent chapitre explique les opérations avec le reste du monde, les principaux soldes du compte et les rapports entre le compte du reste du monde et les statistiques commerciales.

B. — Opérations avec le reste du monde

6.2. Une opération entre les secteurs institutionnels intérieurs et le reste du monde est une opération entre les résidents d'un territoire économique et des non-résidents.

6.3. Une opération sur biens et services de résidents à non-résidents est une exportation et une opération sur biens et

services de non-résidents à résidents est une importation (voir aussi la définition des résidents et des non-résidents ainsi que des exportations et importations de biens et services aux paragraphes 2.48 à 2.59).

6.4. Les autres opérations courantes incluent les revenus de la propriété et les autres transferts courants.

6.5. Les transferts de capital sont des opérations par lesquelles le fournisseur fournit un bien, un service ou un actif à une autre unité, sans en recevoir en retour de contrepartie sous forme de biens, de services ou d'actifs.

6.6. Les opérations financières incluent toutes les opérations entre les secteurs intérieurs et le reste du monde qui accroissent ou réduisent leurs actifs ou leurs passifs financiers. Un dépôt auprès d'une banque du reste du monde accroît l'actif financier de l'économie considérée et l'engagement financier du reste du monde. Un paiement ayant pour objet de réduire le principal d'un prêt accordé par le reste du monde réduit l'engagement financier de l'économie ainsi que les actifs financiers du reste du monde.

C. — Soldes du compte du reste du monde

6.7. Les soldes des comptes du reste du monde sont présentés ci-après :

• Exportations moins importations	→	• Balance commerciale des biens et des services
• Balance commerciale + revenu primaire net du reste du monde + transferts courants nets du reste du monde	→	• Solde courant extérieur
• Solde courant extérieur + transferts nets de capital du reste du monde	→	• Emprunt net (-) ou prêt net (+) du/au reste du monde
• Opérations financières (variations des actifs et des passifs) avec le reste du monde	→	• Emprunt net (-) ou prêt net (+) du/au reste du monde
• Actifs et passifs avec le reste du monde	→	• Variation de la valeur nette vis-à-vis du reste du monde ou variation de la position financière internationale

D. — Rapports entre les statistiques commerciales et la balance commerciale des biens et services

6.8. Les statistiques commerciales incluent uniquement les importations et les exportations de biens qui traversent des frontières.

6.9. Le SCN et la balance des paiements enregistrent les changements de propriétés et donc incluent aussi les biens et services qui ne traversent pas les frontières, à condition qu'il s'agisse d'opérations entre résidents et non-résidents (sauf dans le cas d'actifs non produits et de bâtiments situés dans le pays).

6.10. Le SCN évalue les exportations et les importations de biens f.a.b.

6.11. Les biens importés sont normalement évalués c.a.f. (c'est-à-dire incluent le fret et l'assurance pour le transport des marchandises à destination).

6.12. Une partie des services de fret et d'assurance peut être fournie par les résidents (production intérieure de services) et une autre par des non-résidents (services importés).

Donc, lorsque des importations de biens sont évaluées c.a.f., elles incluent aussi certains services intérieurs de fret et d'assurance.

6.13. Lorsque les importations sont évaluées f.a.b., c'est-à-dire lorsque les services de fret et d'assurance concernant les biens importés sont exclus, le chiffre des importations inclut seulement la valeur des biens.

6.14. Dans les statistiques commerciales et la comptabilité nationale, les exportations sont toujours évaluées f.a.b.

6.15. Les exportations et les importations de services doivent être enregistrées séparément et le résultat ajouté ensuite aux exportations et importations de biens pour donner le chiffre total des exportations et des importations de biens et de services. En outre, les exportations et les importations illégales de biens et de services qui ne traversent pas les frontières entre résidents et non-résidents doivent aussi être évaluées pour être ajoutées aux totaux.

Tableau 6.1. Autre présentation des statistiques commerciales dans le compte du reste du monde : exemple

Statistiques commerciales		Compte du reste du monde	
Importations de biens c.a.f.	26	Importations de biens f.a.b.	23
Biens f.a.b.	23	Égal Importations de biens c.a.f.	26
Fret et assurance fournis par des résidents	1	Moins Fret et assurance sur les biens importés	-3
Fret assurance fournis par des non-résidents	2		
Importations d'autres services		Importations d'autres services	10
Exportations de biens	30	Exportations de biens et services	38
		Balance commerciale	5

Chapitre 7. Compte de patrimoine de la nation

A. — Objectifs

7.1. Le compte de patrimoine :

a) Enregistre le type et la valeur de tous les actifs et passifs (engagements ou dette) financiers ou non financiers de l'économie en début et en fin d'exercice;

b) Fait apparaître les variations de la valeur nette et de leurs sources aboutissant à la « richesse nette » de la nation.

7.2. Le stock d'actifs fixes, en tant que partie du compte de patrimoine, est une statistique importante pour l'étude et la planification de la croissance économique.

B. — Éléments du compte de patrimoine

7.3. La différence entre le solde de clôture et le solde d'ouverture représente les variations du compte de patrimoine. Ces variations résultent de quatre facteurs survenant au cours de la période comptable :

a) **Formation brute de capital et variations d'actifs non produits** : variations qui résultent directement d'activités de production de la nation et d'opérations sur biens d'équipement et services;

b) **Acquisitions nettes d'actifs financiers** : variations qui résultent d'opérations financières à l'intérieur de l'économie et avec le reste du monde;

c) **Autres variations de volume** : variations qui sont dues à des facteurs tels que les découvertes ou l'appauvrissement de ressources naturelles non produites, comme les minerais, ou de la destruction par des guerres ou des catastrophes naturelles;

d) **Autres variations dues à la réévaluation** : variations qui sont dues à des variations du prix des actifs, et qui se reflètent dans les gains ou pertes d'avoir.

C. — Valeur nette

7.4. La valeur nette de la nation est égale à la valeur totale des actifs diminuée de la valeur totale des passifs.

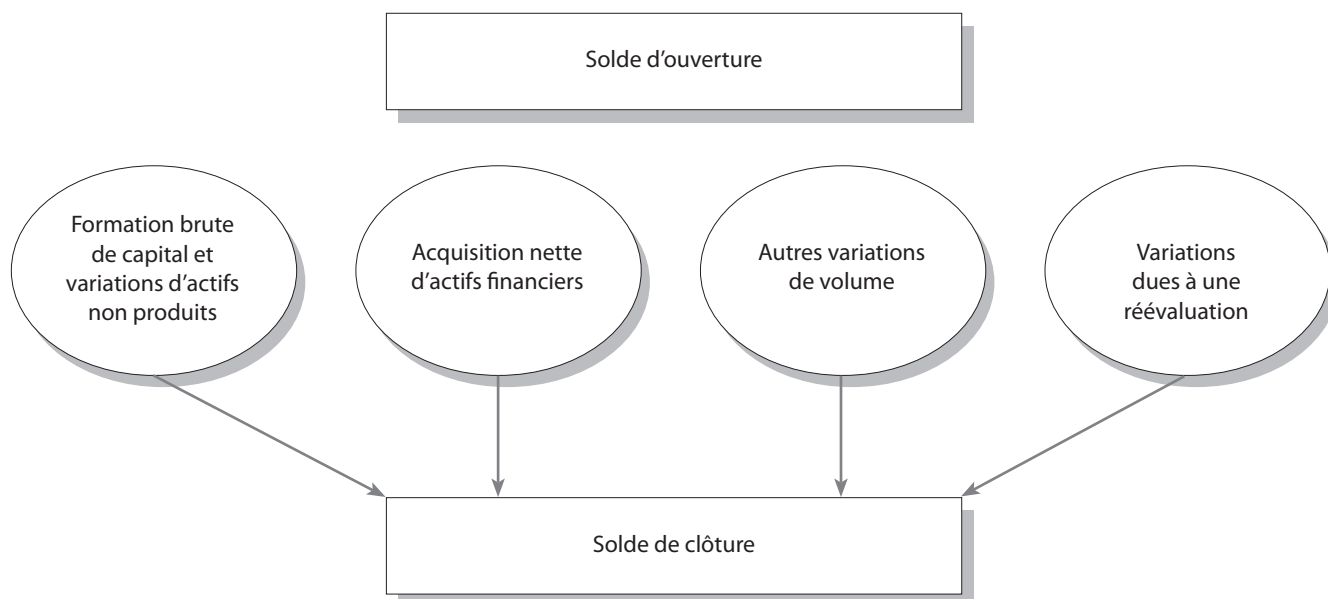
7.5. Il est possible de subdiviser les variations de valeur nette en trois éléments :

a) Variations dues aux opérations (formation brute de capital et acquisition nette d'actifs non produits et d'actifs financiers);

b) Variations dues à des variations de volume (découvertes naturelles, destructions, inventions);

c) Variations dues à une hausse/baisse des prix (réévaluation).

Figure 7.1. Compte de patrimoine



du revenu et le compte du reste du monde. Les flux et les emplois du revenu ont des incidences, on le voit, sur différents comptes de l'économie totale. En dessous de la ligne pointillée, dans le compte de revenu et le compte du reste du monde, il est possible de calculer indépendamment le prêt net/l'emprunt net comme la différence entre l'acquisition nette d'actifs financiers et les nouveaux engagements nets. Voir aussi figure 1.1.

8.3. Le tableau 8.1 présente à titre d'exemple une séquence condensée de comptes de l'économie totale et du reste du

monde. La séquence complète des comptes, avec tous les secteurs institutionnels de l'économie, est présentée en annexe. Les secteurs institutionnels font l'objet d'explications dans la deuxième partie. Pour faciliter les comparaisons, la numérotation du tableau de l'annexe a été conservée, sauf aux lignes 1 à 19 car beaucoup de comptes intermédiaires n'ont pas été repris dans la séquence abrégée des comptes. Le total des colonnes sert à vérifier que les emplois totaux sont égaux aux ressources totales pour chaque ligne à considérer. Le total est la somme du reste du monde et de l'économie totale.

Tableau 8.1. Exemple de la séquence complète des comptes de l'économie totale et rapport avec le reste du monde

	Reste du monde		Économie totale		Somme	
	(5)		(6)		(7)	
	E	R	E	R	E	R
COMPTES DE PRODUCTION						
1. Importations f.a.b.		28				
2. Exportations f.a.b.	41					
3. Balance extérieure des biens et services	-13					
4. Production aux prix de base				376		
5. Consommation intermédiaire			180			
6. Valeur ajoutée brute aux prix de base			196			
7. Rémunération des salariés			133			
8. Traitements et salaires			121			
9. Cotisations sociales des employeurs			12			
10. Autres impôts sur la production			3			
11. Excédent brut d'exploitation			29			
12. Revenu mixte brut			31			
13. Impôts moins subventions sur les produits			20			
14. PIB			216			
DISTRIBUTION DU REVENU PRIMAIRE						
15. Solde extérieur des biens et services		-13				
16. PIB				216		
17. Rémunération des salariés	3	5	133	131	136	136
18. Revenus de la propriété	3	0	30	33	33	33
19. Revenu national brut			217			

	Reste du monde		Économie totale		Somme	
	(5)		(6)		(7)	
	E	R	E	R	E	R
DISTRIBUTION SECONDAIRE DU REVENU						
27. Solde du revenu primaire/revenu national brut				217		
28. Impôts courants sur le revenu			59	59	59	59
29. Cotisations sociales			40	40	40	40
30. Prestations sociales autres qu'en nature			101	101	101	101
31. Autres transferts courant	10	1	32	41	42	42
32. Revenu national brut disponible			226			
EMPLOIS DU REVENU DISPONIBLE						
38. Revenu disponible brut				226		
39. Dépenses de consommation finale			163			
42. Épargne brute			63			
43. Solde courant extérieur	-23					
COMPTES DE CAPITAL						
45. Épargne brute				63		
46. Solde courant extérieur		-23				
47. Formation brute de capital			40			
48. Consommation de capital fixe			12			
49. Formation nette de capital			28			
50. Acquisitions moins cession d'actifs non produits			0			
51. Transferts de capital, à recevoir				2		2
52. Transferts de capital, à payer		-1		-1		-2
53. Prêt net (+)/Emprunt net (-)	-24		24			
COMPTES FINANCIERS						
54. Prêt net (+)/Emprunt net (-)		-24		24		0
55. Acquisition nette d'actifs financiers	-4		110		106	
56. Engagements financiers		20		86		106
57. Numéraire et dépôts, etc.	-1	2	14	11	13	13
58. Titres autres qu'actions	-2	7	32	23	30	30
59. Prêts	0	8	31	23	31	31
60. Actions et autres participations	-3	3	10	4	7	7
61. Réserves techniques d'assurance, portefeuille net	0	0	18	18	18	18
66. Autres comptes à recevoir/à payer	2	0	5	7	7	7

	Reste du monde		Économie totale		Somme	
	(5)		(6)		(7)	
	E	R	E	R	R	R
COMPTES DE PATRIMOINE						
Soldes d'ouverture						
67. Actifs non financiers	0		1131			
68. Actifs produits			611			
69. Actifs non produits			520			
70. Actifs/engagements financiers	54	25	624	600	678	625
71. Valeur nette d'ouverture		29		1155		1184
VARIATIONS DU COMPTE DE PATRIMOINE						
Compte de capital et compte financier						
72. Actifs non financiers	0		28			
73. Actifs produits	0		28			
74. Actifs non produits	0		0			
75. Actifs/engagements financiers	-4	20	110	86	106	106
Autres variations de volume et réévaluation						
76. Actifs non financiers			100			
77. Actifs produits			56			
78. Actifs non produits			44			
79. Actifs/engagements financiers	4	0	27	18	31	18
Variation de valeur nette		-20		161		141
80. Épargne brute		-23		63		
81. Consommation de capital fixe		0		-12		
82. Transferts de capital		-1		1		
83. Autres variations de volume et réévaluation		4		109		113
SOLDES DE CLÔTURE						
84. Actifs non financiers	0		1259			
85. Actifs produits	0		695			
86. Actifs non produits	0		564			
87. Actifs/engagements financiers	54	45	761	704	815	749
88. Valeur nette de clôture		9		1316		1325

Exercice d'établissement d'un système complet de comptes de la nation

À partir des renseignements ci-après concernant une économie en l'an 2000, établir les comptes au moyen du tableau de la page suivante.

Renseignements

1. À la fin de 1999, les rubriques du compte de patrimoine sont les suivantes :
Valeur de tous les actifs non financiers (bâtiments, routes, machines, etc.) : 1 000
 Prêts à des secteurs résidents (actif total) : 100
 Dont prêts au reste du monde : 10
 Prêts dus par des secteurs résidents (engagements totaux) : 240
 Dont prêts dus au reste du monde : 150
 Numéraire (réserve) : 200
2. Production (aux prix de base) en l'an 2000 : 450
3. Impôts moins subventions sur les produits : 20
4. Consommation intermédiaire employée dans la production : 300
5. Consommation finale : 190
6. Consommation de capital fixe : 5
7. Achat de machines : 50
8. Exportations : 30
9. Importations : 100
10. Dons aux investissements en provenance du reste du monde : 2
11. Intérêts payés à l'étranger : 10
12. Intérêts reçus dus au reste du monde : 2
13. Nouveaux prêts accordés par des secteurs résidents à d'autres résidents : 20
14. Nouveaux prêts accordés au reste du monde : 76
15. Nouvelle émission monétaire : 10
16. Accroissement de la valeur des actifs non financiers dû à l'inflation : 30

Notes :

- Les renseignements sur l'économie sont incomplets, par exemple le revenu de la propriété payé aux résidents n'est pas indiqué.
- Les comptes du reste du monde doivent être établis du point de vue du reste du monde.
- S'assurer que le prêt net/l'emprunt net est identique dans le compte de capital et le compte financier.
- S'assurer que le prêt net/l'emprunt net de l'économie totale et du reste du monde sont de même valeur absolue, mais de signes opposés.

Compte de l'économie totale		Reste du monde	
Production aux prix de base		Exportations	
Consommation intermédiaire		Importations	
Valeur ajoutée brute aux prix de base		Balance commerciale	
Impôts moins subventions sur les produits			
PIB			
Revenu de la propriété à recevoir		Revenu de la propriété à recevoir	
Revenu de la propriété à payer		Revenu de la propriété à payer	
Revenu national brut (RNB)			
Transferts courants à recevoir			
Transferts courants à payer			
Revenu national brut disponible			
Consommation finale			
Épargne brute		Solde de compte courant	
Transferts de capital à recevoir		Transferts de capital à recevoir	
Transferts de capital à payer		Transferts de capital à payer	
Formation brute de capital			
Prêt net (+)/Emprunt net (-)		Prêt net (+)/Emprunt net (-)	
Variation des actifs financiers		Variation des actifs financiers	
Numéraire		Numéraire	
Prêts		Prêts	
Variation des passifs financiers		Variation des passifs financiers	
Numéraire		Numéraire	
Prêts		Prêts	
Prêt net (+)/Emprunt net (-)		Prêt net (+)/Emprunt net (-)	
Solde d'ouverture du compte de patrimoine (fin de 1999)		Solde d'ouverture du compte de patrimoine (fin de 1999)	
Actifs non financiers			
Actifs financiers		Actifs financiers	
Numéraire		Numéraire	
Prêts		Prêts	
Passifs financiers		Passifs financiers	
Numéraire		Numéraire	
Prêts		Prêts	
Valeur nette		Valeur nette	
Variations du compte de patrimoine		Variations du compte de patrimoine	
Actifs non financiers			
Formation brute de capital			
Consommation de capital fixe			
Gains de détention			
Actifs financiers		Actifs financiers	
Passifs financiers		Passifs financiers	
Variation de valeur nette		Variation de valeur nette	
Solde de clôture du compte de patrimoine (fin de 2000)		Solde de clôture du compte de patrimoine (fin de 2000)	
Actifs non financiers			

Compte de l'économie totale		Reste du monde	
Actifs financiers		Actifs financiers	
Passifs financiers		Passifs financiers	
Valeur nette		Valeur nette	
Variation de valeur nette		Variation de valeur nette	

Solution

Compte de l'économie totale		Reste du monde	
Production aux prix de base	450	Exportations	-30
Consommation intermédiaire	-300	Importations	100
Valeur ajoutée brute aux prix de base	150	Balance commerciale	70
Impôts moins subventions sur les produits	20		
PIB	170		
Revenu de la propriété à recevoir	2	Revenu de la propriété à recevoir	-2
Revenu de la propriété à payer	-10	Revenu de la propriété à payer	10
Revenu national brut (RNB)	162		
Transferts courants à recevoir	0		
Transferts courants à payer	0		
Revenu national brut disponible	162		
Consommation finale	-190		
Épargne brute	-28	Solde de compte courant	78
Transferts de capital à recevoir	2	Transferts de capital à recevoir	-2
Transferts de capital à payer	0	Transferts de capital à payer	0
Formation brute de capital	-50		
Prêt net (+)/Emprunt net (-)	-76	Prêt net (+)/Emprunt net (-)	76
Variation des actifs financiers	30	Variation des actifs financiers	76
Numéraire	10	Numéraire	
Prêts	20	Prêts	76
Variation des passifs financiers	106	Variation des passifs financiers	0
Numéraire	10	Numéraire	
Prêts	96	Prêts	0
Prêt net (+)/Emprunt net (-)	-76	Prêt net (+)/Emprunt net (-)	76
Solde d'ouverture du compte de patrimoine (fin de 1999)		Solde d'ouverture du compte de patrimoine (fin de 1999)	
Actifs non financiers	1000		
Actifs financiers	300	Actifs financiers	150
Numéraire	200	Numéraire	
Prêts	100	Prêts	150
Passifs financiers	440	Passifs financiers	10
Numéraire	200	Numéraire	
Prêts	240	Prêts	10
Valeur nette	860	Valeur nette	140
Variations du compte de patrimoine		Variations du compte de patrimoine	
Actifs non financiers	75		

Compte de l'économie totale		Reste du monde	
Formation brute de capital	50		
consommation de capital fixe	-5		
Gains de détention	30		
Actifs financiers	30	Actifs financiers	76
Passifs financiers	106	Passifs financiers	0
Variation de valeur nette	-1	Variation de valeur nette	76
Solde de clôture du compte de patrimoine (fin de 2000)		Solde de clôture du compte de patrimoine (fin de 2000)	
Actifs non financiers	1075		
Actifs financiers	330	Actifs financiers	226
Passifs financiers	546	Passifs financiers	10
Valeur nette	859	Valeur nette	216
Variation de valeur nette	-1	Variation de valeur nette	76

Deuxième partie

**Comptes intégrés par branches d'activité
industrielle et secteurs institutionnels**

Chapitre 9. Décomposition par branches d'activité industrielle et par secteurs

A. — Objectifs

9.1. La décomposition des activités économiques par branches d'activité industrielle vise à :

a) Étudier en détail les coûts de production des branches;

b) Employer les chiffres détaillés des coûts pour prévoir ou estimer les besoins pour la production;

c) Établir les tableaux détaillés des ressources et des emplois pour en faire le moyen principal d'équilibrer les ressources de produits fournies par les branches d'activité et les emplois de produits par ces branches et de relier systématiquement les comptes de production par branches d'activité aux comptes de production par secteurs institutionnels;

d) Calculer les ratios valeur ajoutée/production des branches d'activité au cours de l'année de base (pour laquelle la production et les coûts sont recensés en détail) afin, par là, d'estimer la valeur ajoutée par branches d'activité et le PIB au cours des autres années.

9.2. L'établissement détaillé des comptes économiques de la nation par unité de secteur institutionnel, par exemple sociétés, administration publique, institution sans but lucratif

et ménages, vise à étudier leur comportement économique, c'est-à-dire le type de revenus qu'ils perçoivent, le mode d'utilisation des revenus, le mode de financement de la formation brute de capital et la gestion de leur portefeuille financier ainsi que sa valeur nette.

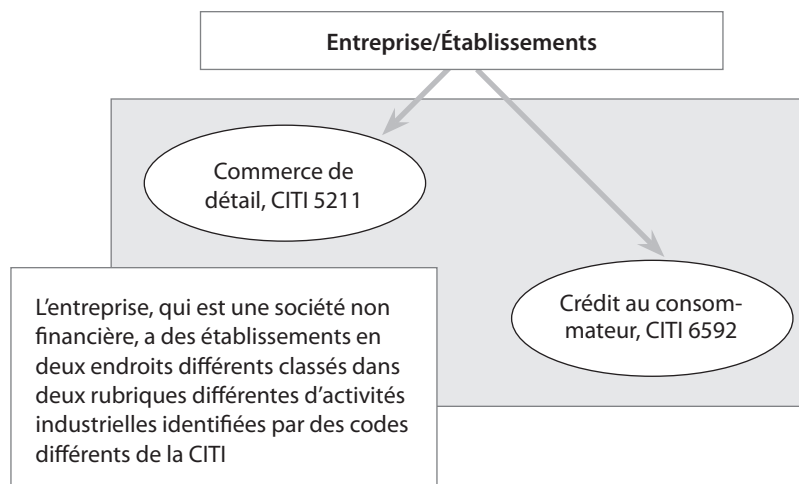
9.3. Le présent chapitre sera consacré à l'unité statistique des branches d'activité industrielle et des secteurs institutionnels ainsi qu'aux types de secteurs institutionnels.

B. — Qu'est-ce qu'une branche d'activité/ un établissement ?

9.4. Une branche d'activité est un groupement d'établissements qui exercent le même type ou des types similaires d'activités, classés dans la même rubrique de la Classification internationale type, par industrie, de toutes les branches d'activité économique (CITI).

9.5. Par établissement, on entend une entreprise ou une partie d'entreprise située en un lieu unique et dans laquelle une seule activité de production produit la majeure partie de sa valeur ajoutée. En principe, un établissement ne peut pas prendre de décision financière, c'est l'entreprise qui en est propriétaire qui le fait. Donc, un établissement peut seule-

Figure 9.1. Rapports entre une unité d'établissement et une unité d'entreprise



ment servir d'unité statistique pour la collecte des données relatives à la production concernant des activités économiques ou une branche d'activité industrielle.

9.6. Un établissement, au sens du SCN, doit avoir une production qui est employée par d'autres établissements ou d'autres consommateurs finals. Les biens et services que les établissements produisent pour leur emploi intermédiaire propre ne sont pas comptabilisés en tant que production.

9.7. Une entreprise qui est une unité institutionnelle (voir ci-après) peut regrouper plusieurs établissements classés dans différentes rubriques de la CITI.

C. — Qu'est-ce qu'une unité institutionnelle ?

9.8. Une unité institutionnelle est une entité économique capable de son propre chef de posséder des actifs, de prendre

des engagements et de s'engager dans des activités économiques avec d'autres entités. Elle prend des décisions économiques sur ce qui doit être produit et le mode de financement de ses activités et elle est directement responsable en droit.

9.9. Par exemple les entreprises, les ménages, les banques, les écoles, les églises, les coopératives ou les services administratifs autonomes sont des unités institutionnelles.

9.10. Les unités institutionnelles résidentes constituent l'ensemble de l'économie.

D. — Sociétés/activités auxiliaires

9.11. Si une société filiale, appartenant en totalité à une société mère, fournit à celle-ci ou à d'autres filiales de celle-ci des services qui lui sont strictement réservés, le SCN la traite

Tableau 9.1. Nomenclature des secteurs institutionnels dans le SCN

<p>Sociétés non financières</p> <ul style="list-style-type: none"> Sociétés non financières publiques Sociétés non financières privées nationales Sociétés non financières sous contrôle étranger <p>Sociétés financières</p> <ul style="list-style-type: none"> Banques centrales Autres institutions de dépôt <ul style="list-style-type: none"> Institutions de dépôts monétaires <ul style="list-style-type: none"> Publiques Privées nationales Sous contrôle étranger Autres institutions de dépôt non visées ci-dessus <ul style="list-style-type: none"> Publiques Privées nationales Sous contrôle étranger <p>Autres intermédiaires financiers, à l'exclusion des sociétés d'assurance et des fonds de pension</p> <ul style="list-style-type: none"> Publiques Privées nationales Sous contrôle étranger <p>Auxiliaires financiers</p> <ul style="list-style-type: none"> Publiques Privées nationales Sous contrôle étranger <p>Sociétés d'assurance et fonds de pension</p> <ul style="list-style-type: none"> Publiques Privées nationales Sous contrôle étranger 	<p>Administration centrale (variante 1)</p> <ul style="list-style-type: none"> Administration centrale Administrations d'États fédérés Administrations locales Administrations de sécurité sociale <ul style="list-style-type: none"> Administration centrale Administrations d'États fédérés Administrations locales <p>Administration centrale (variante 2)</p> <ul style="list-style-type: none"> Administration centrale Administration centrale Administrations de sécurité sociale opérant au niveau de l'administration centrale Administrations d'États fédérés <ul style="list-style-type: none"> Administration d'États fédérés Administration de sécurité sociale opérant au niveau des administrations des États fédérés Administrations locales <ul style="list-style-type: none"> Administrations locales Administrations de sécurité sociale opérant au niveau des administrations locales <p>Ménages</p> <ul style="list-style-type: none"> Employeurs Travailleurs pour leur propre compte Bénéficiaires de revenus de la propriété et d'autres transferts <ul style="list-style-type: none"> Bénéficiaires de revenus de la propriété Bénéficiaires de pensions Bénéficiaires d'autres revenus de transfert <p>Institutions sans but lucratif au service des ménages</p> <p>Reste du monde</p>
--	---

non pas comme une unité institutionnelle distincte mais comme faisant partie intégrante de la société mère.

9.12. De même, les activités auxiliaires d'une société qui fournit des *services* strictement confinés à la fourniture, par exemple, de services comptables, de services informatiques ou de services de gestion du personnel aux établissements de la société mère, ne sont pas considérées comme accomplies par des établissements distincts.

9.13. En principe, les sociétés/activités auxiliaires ne créent pas de production.

E. — Secteurs institutionnels de l'économie

9.14. Le SCN recommande de subdiviser l'économie en cinq secteurs institutionnels qui s'excluent mutuellement :

- a) Le secteur des sociétés non financières;
- b) Le secteur des sociétés financières;
- c) Le secteur des administrations publiques;
- d) Le secteur des ménages;
- e) Le secteur des institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM)

F. — Exemple de raisons pour lesquelles les branches d'activité et les secteurs institutionnels doivent être distingués

9.15. Les services d'enseignement peuvent être entièrement orientés sur le marché, gratuits ou quasiment gratuits ou bien fournis gratuitement ou presque gratuitement et financés par l'administration publique, les ménages ou les institutions sans but lucratif.

9.16. Pour étudier les coûts d'exploitation et la valeur ajoutée engendrés par l'éducation, tous les établissements d'enseignement sont classés dans la rubrique CITI 92 relative à la production de services d'éducation.

9.17. Pour étudier le rôle des secteurs institutionnels :

- a) Les établissements d'enseignement orientés sur le marché sont classés dans le secteur des sociétés non financières;
- b) Les établissements d'enseignement financés par l'État sont classés dans le secteur de l'administration générale;
- c) Les établissements financés par des institutions sans but lucratif sont classés dans les ISBLSM.

G. — Sociétés

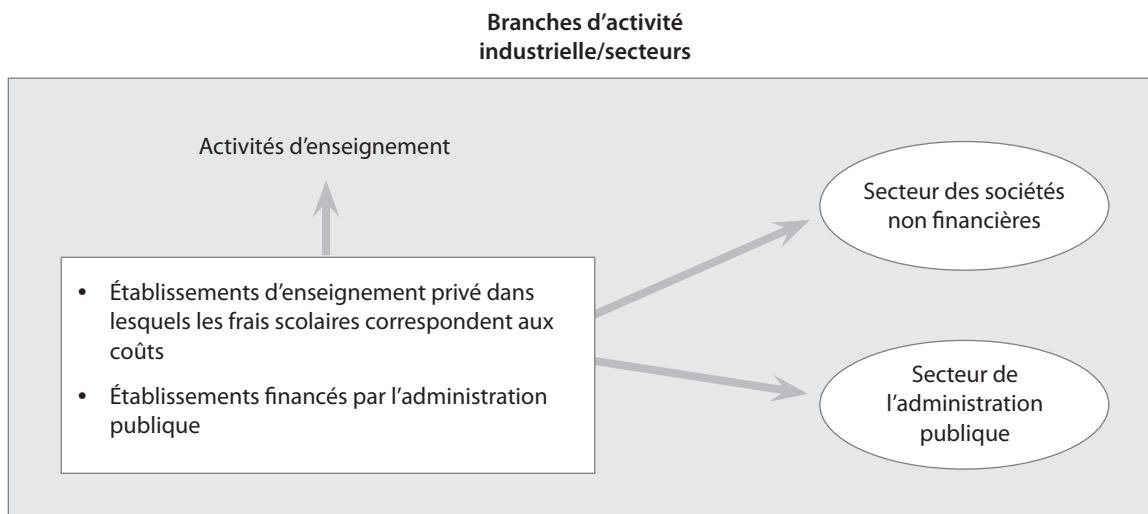
9.18. Une société est une entité juridique reconnue par les lois du pays concerné, indépendamment de ses actionnaires. Elle appartient à des actionnaires privés ou au gouvernement et dépend d'eux. Par là, on entend que les actionnaires privés ou le gouvernement peuvent définir la conduite de la société en nommant des directeurs appropriés si nécessaire.

Secteur des sociétés non financières

9.19. Ce secteur regroupe toutes les sociétés résidentes qui appartiennent à des actionnaires privés ou à l'administration publique qui produisent des *biens et services non financiers*.

9.20. Ce secteur peut aussi inclure des **quasi-sociétés** qui ne sont pas constituées en sociétés mais tiennent des comptes d'entreprise complets. Les actionnaires de ces quasi-sociétés sont responsables légalement et financièrement du fonction-

Figure 9.2. Classement par branches d'activité industrielle et secteurs : exemple



nement des sociétés. Une quasi-société peut avoir un propriétaire unique, être en partenariat ou même constituer une unité de production appartenant à l'administration publique, avec une comptabilité d'entreprise complète.

Secteur des sociétés financières

9.21. Ce secteur regroupe toutes les sociétés résidentes qui appartiennent à des actionnaires privés ou à l'administration publique et produisent des *services financiers*.

9.22. Le secteur des sociétés financières peut être subdivisé en sous-secteurs :

- a) Banque centrale;
- b) Autres sociétés/banques de dépôt;
- c) Autres intermédiaires financiers, par exemple les banques d'investissement, les sociétés de crédit-bail ou de location-vente et les sociétés de prêt au consommateur;
- d) Auxiliaires financiers, par exemple courtiers en valeurs mobilières ou courtiers en assurances;
- e) Sociétés d'assurance et fonds de pension.

H. — Secteur des ménages

9.23. Un ménage est un petit groupe de personnes qui partagent le même logement, mettent en commun une partie de leurs revenus et consomment collectivement certains types de biens et services, principalement logement et alimentation.

9.24. Sont classés dans ce secteur les ménages résidents en tant que consommateurs et aussi toutes leurs activités économiques qui ne sont pas exercées dans le cadre d'une société.

9.25. Les entreprises non constituées en société, qui appartiennent à des ménages mais tiennent une comptabilité complète, sont classées dans le secteur des sociétés en tant que quasi-sociétés.

Subdivisions du secteur des ménages

9.26. Le secteur des ménages peut être subdivisé en plusieurs sous-secteurs en fonction de la source principale de revenus :

- a) Employeurs;
- b) Travailleurs en compte propre;
- c) Salariés;
- d) Personnes recevant des revenus de la propriété ou des transferts.

I. — Institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM)

9.27. Les institutions sans but lucratif sont des entités juridiques ou sociales créées pour fournir des biens et services à d'autres unités institutionnelles, auxquelles leur statut interdit de créer un revenu, un profit ou d'autres gains financiers, pour les unités qui les dirigent et les financent.

9.28. Les ISBLSM regroupent uniquement les institutions sans but lucratif qui sont au service des ménages et produisent des biens et des services non marchands qu'elles ne font pas payer ou dont elles demandent un prix qui n'est pas significatif économiquement.

9.29. Si les institutions sans but lucratif dépendent de sociétés ou de secteurs de l'administration publique ou que 50 % de leurs coûts sont payés par de telles sociétés ou de tels secteurs, elles sont classées respectivement dans ces secteurs et non pas dans le secteur des ISBLSM.

J. — Secteur de l'administration publique

9.30. Le secteur de l'administration générale regroupe les entités juridiques qui ont des pouvoirs législatifs, judiciaires ou exécutifs sur d'autres unités institutionnelles.

9.31. Ce secteur regroupe l'administration centrale, les administrations des États fédérés, les administrations locales, les caisses de sécurité sociale et les institutions sans but lucratif au service de l'administration publique.

9.32. Ce secteur produit principalement des services non marchands, gratuitement ou à un prix qui n'est pas significatif économiquement. Ces services peuvent être collectifs, comme c'est le cas des services de défense, ou individuels, comme les services de santé ou les services d'éducation.

K. — Que convient-il d'exclure du secteur de l'administration générale ?

9.33. L'administration publique peut avoir une activité de production en :

- a) Créant des entreprises publiques;
 - b) Créant des ISBL financées principalement ou entièrement par elle;
 - c) Produisant des biens et services marchands sans constituer d'entités juridiques distinctes mais en tenant une comptabilité d'entreprise complète, c'est-à-dire au moyen de quasi-sociétés.
- 9.34. Ces entités, dès lors qu'elles peuvent demander les prix du marché ou des prix correspondant à plus de 50 % des coûts, ne font pas partie du secteur de l'administration publique.

Exercices sur la comptabilité du secteur de l'administration publique

À partir des statistiques financières suivantes du secteur de l'administration publique (A), calculer :

1. La production, la consommation intermédiaire, les dépenses de consommation finale de l'administration publique, les dépenses de consommation finale des ménages et les dépenses de consommation collective, la formation brute de capital, les revenus primaires et les transferts courants.
2. Les comptes de production, de revenu et de capital de l'administration publique, au moyen de la formule B.

A. Dépenses et recettes de l'administration publique

1. Recettes		187
Ventes aux ménages		5
Ventes aux sociétés		10
Impôts		150
Autres impôts sur la production	15	
Impôts sur le revenu	135	
Revenu de l'intérêt		12
Aide internationale		10
2. Dépenses		167
Emplois de biens et services		
Activités non marchandes collectives	80	
Biens et services	20	
Rémunération des salariés	58	
Consommation de capital fixe	2	
Activités non marchandes des ménages	20	
Biens et services	5	
Rémunération des salariés	14	
Consommation de capital fixe	1	
Prestations sociales en nature (y compris les remboursements) ^a		20
Prestations sociales en espèces		22
Paieement d'intérêts		10
Transferts de capital		10
Aide internationale		5
3. Solde net d'exploitation (1) – (2)		20
Consommation de capital fixe		3
Activités non marchandes collectives	2	
Activités non marchandes collectives	1	
4. Excédent brut d'exploitation (Solde net d'exploitation plus consommation de capital fixe)		23
5. Acquisition moins cession d'actifs non financiers^b		30
Achats moins cession de biens d'équipement	20	
Construction en compte propre	7	
Réparations importantes	3	
6. Prêt net/Emprunt net (4) – (5)		-7
Vente d'obligations d'État		7

^a Y compris l'achat, par l'administration publique, de biens et services destinés à être distribués gratuitement aux ménages et remboursement des dépenses de biens et services des ménages.

^b Le *Manuel de statistiques de finances publiques* du FMI utilise le solde net d'exploitation et les achats moins cessions d'actifs non financiers dans les cas où la consommation de capital fixe est calculée nette.

	Emplois	Ressources
Production Consommation intermédiaire Valeur ajoutée brute		
Valeur ajoutée brute Impôts moins subventions sur les produits Excédent brut d'exploitation		
Excédent brut d'exploitation Revenu de la propriété à recevoir Revenu de la propriété à payer Revenu national brut		
Revenu national brut Transferts courants à recevoir Transferts courants à payer Revenu disponible brut		
Revenu disponible brut Consommation finale Épargne brute		
Épargne brute Transferts de capital à recevoir Transferts de capital à payer Formation brute de capital		
Prêt net (+)/Emprunt net (-)		

Notes concernant la formule B

- Par « emplois », du côté gauche des comptes, on entend les opérations qui réduisent la valeur économique d'une unité ou d'un secteur.
- Par « ressources », du côté droit des comptes on entend les opérations qui accroissent la valeur économique d'une unité ou d'un secteur.
- La consommation intermédiaire et les autres types d'opération faisant partie des dépenses de l'administration publique peuvent être classés comme il est indiqué sur la formule C ci-après pour faciliter le calcul de la production, de la consommation intermédiaire, de la valeur ajoutée et de la consommation finale du secteur de l'administration publique, par fonction. La production marchande, c'est-à-dire les ventes et/ou les montants forfaitaires demandés par l'administration publique en échange de services sont calculés à partir des recettes publiques. De même, la formation de capital pour compte propre ne sert pas au calcul des dépenses de consommation finale.
- Les rubriques 01 à 10 qui classent les dépenses par fonction : 01 (Service de l'administration publique), 02 (Défense), 03 (Ordre public et sécurité), 04 (Affaires économiques), 05 (Protection de l'environnement), 06 (Logements et services collectifs), 07 (Santé), 08 (Loisirs, culture et religion), 09 (Éducation) et 10 (Protection sociale). Pour des compléments concernant la nomenclature et les règles de son application, voir *Nomenclatures des dépenses par fonction* (Publication des Nations Unies, numéro de vente : F.00.XVII.6).

C. Classement des dépenses publiques par fonction

	Production	Consommation intermédiaire	Rémunération des salariés	Consommation de capital fixe	Production marchande	Prestations sociales en nature	Consommation finale	Formation de capital en compte propre	Formation brute de capital	Subventions	Revenus de la propriété	Prestations sociales autres qu'en nature	Autres transferts courants	Transferts de capital	Titres autres qu'actions	Prêts	Actions et autres participations
	(1) = (2) + (3) + (4) + (8)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7) = (1) - (8) - (5) + (6)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)	(16)	(17)
01	Services publics généraux																
02	Défense																
...																	
10	Protection sociale																

Solutions

Solution à la question 1

Production =	Dépenses courantes de biens et services servant à produire les services publics + Réparations importantes pour compte propre + Construction pour compte propre + Rémunération des salariés + Rémunération de capital fixe = 25 + 3 + 7 + 72 + 3 = 110
Consommation intermédiaire =	Dépenses afférentes aux réparations importantes et à la construction pour compte propre + Dépenses courantes de biens et services = 10 + 25 = 35
Dépenses de consommation finale =	Production – (réparations importantes pour compte propre – construction pour compte propre) – ventes aux ménages et sociétés + prestations sociales en nature = 110 – (3+7) – (5+10) + 20 = 105
Dépenses de consommation finale individuelles =	Production individuelle non marchande + prestations sociales en nature – ventes = 20 + 20 – 15 = 25
Dépenses de consommation finale collectives =	Dépenses courantes de production collective = 80
Formation brute de capital	Dépenses de capital de l'administration générale = 30
Transferts courants à payer	Prestations sociales en espèces + aide internationale = 22 + 5 = 27

Solution à la question 2

Comptes de production, de revenu et de capital

	Emplois	Ressources
C. Comptes du secteur de l'administration publique		
Production aux prix de base		110
Moins Consommation intermédiaire	35	
Valeur ajoutée brute aux prix de base	75	
Valeur ajoutée brute aux prix de base		75
Moins Rémunération des salariés	72	
Moins Autres impôts sur la production	0	
Excédent brut d'exploitation	3	
Excédent brut d'exploitation		3
Plus Revenu de la propriété à recevoir		12
Moins Revenu de la propriété à payer	10	
Revenu national brut	5	
Revenu national brut		5
Plus Transferts courants à recevoir		160
Moins Transferts courants à payer	27	
Revenu disponible brut	138	
Revenu disponible brut		138
Moins Consommation finale	105	
Épargne brute	33	
Épargne brute		33
Plus Transferts de capital à recevoir		
Moins Transferts de capital à payer		-10
Moins Formation brute de capital	30	
Prêt net (+)/Emprunt net (-)	7	

Chapitre 10. Tableaux des ressources et des emplois : regroupement des branches d'activité, des produits et des secteurs institutionnels

A. — Objectifs des tableaux des ressources et des emplois

10.1. Les tableaux des ressources et des emplois servent à vérifier l'homogénéité des statistiques concernant les flux de biens et services, leur principe étant que les ressources totales de chaque produit sont égales aux emplois totaux de ce produit.

10.2. Les tableaux des ressources et des emplois servent à calculer la valeur ajoutée et la demande finale (dépenses de consommation finale, formation brute de capital, exportations et importations), à prix courants et prix constants, de manière très détaillée, intégrée et homogène.

10.3. Les rapports entre valeur ajoutée/production par branches d'activité peuvent servir à calculer rapidement des estimations annuelles et trimestrielles de la valeur ajoutée et, par là, du PIB.

10.4. Les tableaux des ressources et des emplois servent aussi à établir le tableau d'entrées-sorties pour analyser et prévoir l'impact économique.

10.5. Le SCN oblige seulement à établir une nomenclature croisée de la valeur ajoutée brute par branches d'activité et secteurs institutionnels. La présentation du présent chapitre montre la nomenclature croisée complète de la production, de la consommation intermédiaire et de la valeur ajoutée brute par branches d'activités industrielles et par secteurs institutionnels, uniquement à des fins de présentation.

B. — Structure des tableaux des ressources et des emplois

10.6. Le tableau des ressources (tableau 10.1) fait apparaître, sur chaque ligne, les types de produits fournis par les branches d'activité nationale et aussi par le reste du monde. Les chiffres s'entendent soit aux prix de base, soit c.a.f. On calcule les ressources totales de chaque produit aux prix acheteur en ajoutant les marges commerciales et les marges de transport, ainsi que les impôts moins les subventions sur les produits. L'ajustement c.a.f./f.a.b. sert à calculer le total des importations f.a.b. Dans chaque colonne relative à une branche d'activité sont indiqués les produits de cette branche. Dans l'exemple donné, la branche 2 produit 10 unités du produit 1 et 200 unités du produit 2.

10.7. Le tableau des emplois (tableau 10.2) montre, dans chaque colonne relative à une branche d'activité, les emplois de biens et services (autrement dit, la structure des coûts) de la branche et la valeur ajoutée résultante. Sur chaque ligne du même tableau sont indiqués les emplois de chaque produit. Les chiffres correspondent tous aux prix acheteur. L'entrée négative dans la colonne Marges commerciales et de transport correspond au total de la rangée 2 dans le tableau des ressources équivalant au total de la rangée 2 dans le tableau des emplois, qui montre uniquement le produit 2 employé directement par les branches d'activité (sans marge).

10.7. Les branches d'activité peuvent être classées d'après la Classification internationale type, par industrie, de toutes les

Tableau 10.1. Tableau des ressources : production aux prix de base

	Branche d'activité 1	Branche d'activité 2	Importations c.a.f. (Total f.a.b.)	Ajustement c.a.f./f.a.b. ^a	Marges commerciales et de transport	Impôts moins subventions sur les produits	Ressources totales aux prix acheteur
Produit 1	100	10	25		10	5	150
Produit 2	0	200	10	-2	-10	10	208
Ajustement c.a.f./f.a.b. ^a			-2				
Production/Total	100	210	33		0	15	358

^a L'ajustement c.a.f./f.a.b. permet d'obtenir les valeurs f.a.b. à partir des chiffres des importations c.a.f. Voir aussi tableau 6.1; la valeur à déduire est celle du fret et de l'assurance relatifs aux biens importés.

Tableau 10.2. Tableau des emplois : emplois aux prix acheteur

	Branche d'activité 1	Branche d'activité 2	Exportations	Dépenses de consommation finale	Formation brute de capital	Emplois totaux aux prix acheteur
Produit 1	10	40	30	50	20	150
Produit 2	30	70	40	68		208
Valeur ajoutée	60	100				
Production/Total	100	210	70	118	20	358
$PIB = PIB = \text{valeur ajoutée} + \text{impôts} - \text{subventions sur les produits} = 160 + 15 = 175$			$PIB = \text{consommation finale} + \text{formation brute de capital} + \text{exportations} - \text{importations} = 118 + 20 + 70 - 33 = 175$			

branches d'activité économique (CITI). Les produits (biens et services) sont classés d'après la Classification centrale des produits (CPE). Au sujet du niveau le plus agrégé de ces nomenclatures des Nations Unies, voir le tableau 10.3.

C. — Équilibrage du tableau des ressources et des emplois

10.8. Les ressources totales et les emplois totaux aux prix acheteur de chaque produit du tableau des ressources et des emplois doivent être égaux entre eux. Ces valeurs sont toutefois calculées statistiquement. Elles ne peuvent pas être obtenues au moyen d'enquêtes. Les chiffres recueillis à l'occasion des recensements ou des enquêtes incluent la production aux prix de base, les importations c.a.f., les impôts moins subventions sur les produits, les marges commerciales et les marges de transport sur les biens commercialisés, les exportations, les dépenses de consommation finale et la formation brute de capital.

10.9. Pour obtenir statistiquement les ressources totales aux prix acheteur de chaque bien, il faut compléter les données sur les biens produits par les branches d'activité, par les chiffres sur les importations, le commerce de gros et le commerce de détail ainsi que les marges de transport sur les mêmes biens qui sont recueillies par les recensements ou les enquêtes, et aussi par les montants diminués des subventions sur les marges qui sont estimés sur la base des taux d'impo-

sition et des informations à usage fiscal provenant des chiffres du budget de l'État. Les marges commerciales sur chaque bien sont calculées en même temps que la production du commerce. On obtient les marges de transport, classées selon la CPC, en déduisant de la production de services de transport de biens le transport des biens payé directement par les acheteurs.

10.10. Les ressources totales aux prix acheteur peuvent d'abord servir à appréhender totalement les emplois totaux aux prix acheteur dans le tableau des emplois pour chaque produit. Néanmoins, pour équilibrer les ressources totales et les emplois totaux de chaque produit, il peut être nécessaire de modifier les chiffres des ressources totales s'il apparaît que les chiffres des emplois totaux sont plus fiables. Normalement, on estime les emplois de chaque produit destiné à la consommation intermédiaire à partir de la production brute des diverses branches d'activité qui emploient ce produit pour leur consommation intermédiaire et des ratios des entrées extraits d'enquêtes limitées sur la consommation intermédiaire par branches d'activité. Les chiffres de la consommation finale de l'administration publique proviennent des comptes des administrations. Pour obtenir la formation brute de capital, on harmonise les chiffres concernant la formation brute de capital extraits des enquêtes sur la formation brute de capital, les chiffres concernant la production brute des branches d'activité et les importations qui peuvent être classées dans la rubrique des biens d'équipement. La

Tableau 10.3. Nomenclatures internationales des activités économiques et des produits au niveau le plus agrégé

Classification internationale type de toutes les activités économiques, Révision 3 (CITI, Rev.3)	Classification centrale des produits, Version 1.0 (CPC, Version 1.0)
Agriculture, chasse et sylviculture	Agriculture, sylviculture et pêche
Pêche	
Activités extractives	Minerais et minéraux, électricité, gaz et eau

Classification internationale type de toutes les activités économiques, Révision 3 (CITI, Rev.3)	Classification centrale des produits, Version 1.0 (CPC, Version 1.0)
Activités de fabrication	Produits alimentaires, boissons et tabacs; matières textiles, articles d'habillement et ouvrages en cuir
Électricité, gaz et eau	Autres biens transportables, à l'exclusion des ouvrages en métaux, des machines et du matériel
Construction	Ouvrages en métaux, machines et matériel
Commerce de gros et de détail; réparation de véhicules automobiles et de biens personnels et ménagers	Travaux et ouvrages de construction; biens fonciers
Hôtels et restaurants	Services de commerce; services d'hôtellerie et de restauration
Transport, entreposage et communications	Services de transports, d'entreposage et de communications
Intermédiation financière	Services fournis aux entreprises et aux secteurs agricoles, minier et manufacturier
Immobilier, location et activités de services aux entreprises	Services collectifs, sociaux et personnels
Administration publique, défense; sécurité sociale obligatoire	
Éducation	
Santé et services sociaux	
Autres activités collectives, sociales et personnelles	
Ménages employant du personnel domestique	
Organisations et organes extraterritoriaux	

consommation finale des ménages est normalement obtenue en tant que solde mais doit être vérifiée d'après les chiffres extraits des enquêtes sur les dépenses des ménages et/ou les ventes de détail.

D. — Décomposition des emplois finals

10.11. Dans le tableau des emplois, il convient de subdiviser les dépenses de consommation finale et la formation brute de capital pour faire apparaître les dépenses distinctes :

- a) Du secteur des ménages;
- b) Du secteur de l'administration publique;
- c) Du secteur des ISBLSM.

Les dépenses de consommation finale des ménages concernant tous les biens et services achetés par le secteur des ménages.

10.12. Les dépenses de consommation finale du secteur de l'administration publique regroupent :

- a) La production des l'administration centrale qui n'est pas vendue (30 dans l'exemple);

Tableau 10.4. Subdivision des emplois finals dans le tableau des emplois

	Dépenses de consommation finale		Formation brute de capital		
	Ménages et ISBLSM	Administration publique	Ménages et ISBLSM	Administration publique	Sociétés
Produit 1	30	8	8	2	10
Produit 2	50	30			
Total	80	38	8	2	10

b) L'achat par l'administration centrale de biens et services qui seront distribués gratuitement aux ménages ou les achats des ménages qui seront remboursés par l'administration publique (8 dans l'exemple). Ces biens et services sont appelés **prestations sociales en nature**.

E. — Décomposition de la valeur ajoutée

10.13. Dans l'économie considérée, chaque secteur peut exercer diverses activités économiques. Les établissements peuvent donc être identifiés d'après le secteur auquel ils appartiennent.

10.14. Ce faisant, il est possible d'obtenir la valeur ajoutée de chaque secteur, ce qui est important pour obtenir la production, la consommation intermédiaire et la valeur ajoutée par branches d'activité et par secteurs et établir leur classification croisée.

F. — Données nécessaires pour la sectorisation de la production

10.15. Il est possible d'utiliser la même série de données extraite des enquêtes sur les établissements à la fois pour l'analyse des branches d'activité et pour l'analyse de la production sectorielle.

Tableau 10.5. Décomposition de la valeur ajoutée

	Sociétés		Ménages et ISBLSM		Administration publique	
	Branche 1	Branche 2	Branche 1	Branche 2	Branche 1	Branche 2
Produit 1	5	30	5	8		2
Produit 2	15	54	15	12		4
Valeur ajoutée	30	68	30	20		12
Production	50	152	50	40		18
Valeur ajoutée par les sociétés : $30 + 68 = 98$ Valeur ajoutée par les ménages et les ISBLSM : $30 + 20 = 50$ Valeur ajoutée par l'administration publique : 12						

10.16. Les données concernant les établissements qui seront utilisées dans les deux cas supposent que chaque

établissement soit identifié par origine institutionnelle comme suit :

	Données sur les établissements pour les sociétés financières et non financières	Données sur les établissements pour les entreprises privées non constituées en société (ménages)	Données sur la production par produit ou activité (valables pour les produits de l'agriculture, de la pêche et de la foresterie)	Administration publique	ISBLSM
Type de données	Enquêtes et comptes d'entreprises	Enquêtes	Enquêtes sur les emplois et le produit des terrains et autres et enquêtes sur les coûts de production	Registres administratifs	Enquêtes et comptes d'entreprise

Exercice d'établissement de tableaux des emplois et des ressources

Établir les tableaux des emplois et des ressources correspondant aux renseignements ci-après. Calculer les chiffres non communiqués en équilibrant le total des emplois et le total des ressources pour chaque produit. Dans le présent exercice, le produit 1 est un bien et le produit 2 est un service. Calculer le PIB selon l'approche par la production et l'approche par les dépenses finales.

Renseignements

Production aux prix de base de la branche d'activité 1 :

Produit 1 : 150; Produit 2 : 30

Production aux prix de base de la branche d'activité 2 :

Produit 1 : 0; Produit 2 : 100

Entrées aux prix acheteur pour la branche d'activité 1 :

Produit 1 : 40; Produit 2 : 30

Entrées aux prix acheteur pour la branche d'activité 2 :

Produit 1 : 10; Produit 2 : 20

Importations c.a.f. :

Produit 1 : 40; Produit 2 : 20

Assurance et fret sur les biens importés : 3

Exportations f.a.b.:

Produit 1 : 50; Produit 2 : 15

Formation brute de capital aux prix-acheteur :

Produit 1 : 50; Produit 2 : 7

Marges commerciales et marges de transport :

Produit 1 : 70;

Impôts moins subvention sur les produits :

Produit 1 : 20; Produit 2 : 10

Note : utiliser le cadre suivant pour l'exercice :

Tableau des ressources

	Branche d'activité 1	Branche d'activité 2	Importations c.a.f. (Total f.a.b.)	Ajustement c.a.f./f.a.b.	Marges commerciales et de transport	Impôts moins subventions sur les produits	Ressources totales aux prix acheteur
Produit 1							
Produit 2							
Ajustement c.a.f./f.a.b.							
Production/Total							

Tableau des emplois

	Branche d'activités industrielles 1	Branche d'activités industrielles 2	Exportations		Dépenses de consommation finale	Formation brute de capital	Total des emplois aux prix acheteur
Produit 1							
Produit 2							
Valeur ajoutée							
Production/Total							

Solutions

Tableau des ressources

	Branche d'activité 1	Branche d'activité 2	Importations c.a.f. (Total f.a.b.)	Ajustement c.a.f./f.a.b.	Marges de commerce et de transport	Impôts moins subventions sur les produits	Ressources totales aux prix acheteur
Produit 1	150	0	40		70	20	280
Produit 2	30	100	20	-3	-70	10	87
Ajustement c.a./f.a.b.			-3				
Production/Total	180	100	57	-3	0	30	

Tableau des emplois

	Branche d'activité 1	Branche d'activité 2	Exportations		Dépenses de consommation finale	Formation brute de capital	Total des emplois aux prix acheteur
Produit 1	40	10	50		130	50	280
Produit 2	30	20	15		15	7	87
Valeur ajoutée	110	70					
Production/Total	180	100	65		145	57	

PIB calculé selon l'approche par la production : $110 + 70 + 30 = 210$.

PIB calculé selon l'approche par les dépenses finales : $65 + 145 + 57 - 57 = 210$.

Chapitre 11. Comptes des secteurs institutionnels

A. — Objectifs

11.1. Les comptes des secteurs institutionnels (ou comptes sectoriels) calculent pour chaque secteur (institutionnel) la valeur ajoutée, le revenu primaire, le revenu disponible, les dépenses de consommation finale, l'épargne, la formation brute de capital, le prêt net (+) ou l'emprunt net (-), comme ceux de l'ensemble de l'économie.

11.2. Les comptes sectoriels renseignent sur les opérations des flux de revenu et des flux financiers entre les secteurs nationaux ainsi qu'entre ces secteurs et le reste du monde.

11.3. Les renseignements qu'ils fournissent permettent d'analyser la structure institutionnelle et de comportement de chaque secteur institutionnel de l'économie.

B. — Types de revenu

11.4. Tout comme l'ensemble de l'économie, chaque secteur a les types de revenus suivants :

a) Revenu primaire (rémunération des salariés, autres impôts moins subventions sur la production et revenu de la propriété);

b) Revenu de l'entreprise;

c) Revenu disponible.

11.5. La somme des revenus de tous les secteurs nationaux représente le total pour l'ensemble de l'économie.

11.6. Le total de tous les soldes sectoriels de revenu primaire constitue le revenu national brut (RNB).

C. — Solde sectoriel du revenu primaire

11.7. Le solde du revenu primaire est égal à valeur ajoutée + revenu primaire à recevoir – revenu primaire à payer.

11.8. Chaque rubrique peut être subdivisée du côté des emplois d'après qui reçoit le revenu primaire et, du côté des ressources, d'après qui paie le revenu primaire (cette possibilité existe aussi pour les autres comptes dont il va être question et ne sera donc pas répétée chaque fois).

11.9. Pour l'ensemble de l'économie, seul compte le revenu primaire du reste du monde et au reste du monde étant donné que les paiements et les recettes entre les secteurs nationaux s'annulent.

Emplois		Ressources	
		Valeur ajoutée	20
Revenu primaire à payer	5	Revenu primaire à recevoir	10
Solde du revenu primaire	25		

D. — Revenu des entreprises par secteurs

11.10. Le revenu des entreprises est une approximation du revenu net (ou profit) des secteurs des sociétés avant distribution des dividendes aux actionnaires.

11.11. Ce revenu est égal à valeur ajoutée + revenu primaire à recevoir – revenu primaire à payer, exception faite des dividendes distribués aux actionnaires (ou des retraits effectués par les propriétaires dans le cas des quasi-sociétés).

Emplois		Ressources	
Revenu primaire à payer excepté les dividendes	1	Valeur ajoutée	20
Revenu des entreprises	29	Revenu primaire à recevoir	10

11.12. Le concept de revenu des entreprises est utile seulement pour les secteurs des sociétés.

E. — Revenu disponible des secteurs

11.13. Le revenu disponible est égal à : solde du revenu primaire + transferts courants à recevoir – transferts courants à payer.

Emplois		Ressources	
		Solde du revenu primaire	25
Transferts courants à payer	6	Transferts courants à recevoir	5
Revenu disponible	24		

11.16. Les dépenses de consommation finale du secteur des sociétés sont, par définition, égales à zéro.

11.17. L'épargne brute sectorielle peut être positive ou négative.

G. — Prêt net (+)/emprunt net (–) des secteurs

11.18. Le prêt net (+) ou l'emprunt net (–) est égal à épargne brute + transferts nets de capital – formation brute de capital – acquisition nette d'actifs non financiers non produits.

Emplois		Ressources	
Dépenses de consommation finale	30	Revenu disponible	24
Épargne brute	–6		

Le prêt net (+)/l'emprunt net (–) est égal au total des actifs financiers diminué du total des passifs financiers. Le rapport prêt net/emprunt net du compte financier doit être égal à celui du compte de capital pour chaque secteur.

Emplois		Ressources	
		Épargne brute	–6
Formation brute de capital	40	Transferts nets de capital	6
Acquisition nette d'actifs non financiers non produits	10	• Transferts de capital à recevoir	8
		• Transferts de capital à payer	–2
Prêt net (+)/Emprunt net (–)	–50		

11.14. Pour l'ensemble de l'économie, seuls les transferts courants du reste du monde et au reste du monde comptent étant donné que les paiements et les recettes entre les secteurs nationaux s'annulent.

F. — Épargne brute des secteurs

11.15. L'épargne brute est égale à revenu disponible – dépenses de consommation finale.

11.19. Pour l'ensemble de l'économie, l'acquisition nette d'actifs corporels non produits doit être nulle, sauf en ce qui concerne les brevets (la règle concernant cette exception est illustrée par la figure 4.1).

H. — Comptes financiers des secteurs

11.20. De même que dans le compte financier de la nation, dans les comptes financiers sectoriels les actifs financiers sont inscrits à gauche et les engagements financiers à droite.

11.21. Chaque opération sur le compte financier d'un secteur doit avoir sa contrepartie dans le compte financier d'un autre secteur, sauf pour l'or monétaire et les DTS émis par le Fonds monétaire international (voir par. 5.4 à 5.10).

En pareil cas, l'actif d'un secteur est le passif d'un autre secteur. La décomposition des actifs d'après les secteurs pour lesquels ils sont des passifs ainsi que des passifs d'après les secteurs qui les détiennent en tant qu'actifs fait apparaître les flux financiers. Les flux financiers permettent de repérer les flux financiers entre les secteurs de l'économie et le reste du monde. Les flux financiers sont importants pour comprendre la mobilisation des fonds et les engagements financiers que les secteurs encourent pour l'obtenir. Par exemple, les flux fi-

nanciers permettent de comprendre quels sont les types d'engagements auxquels l'administration publique a recours pour financer son déficit et quels sont les secteurs qui fournissent ce financement.

I. — Comptes de patrimoine des secteurs

11.22. Au sujet des comptes de patrimoine des secteurs institutionnels, se reporter au chapitre 7.

Actifs		Engagements	
Prêt net (+)/emprunt net (-)	-50		
Variation totale des actifs	100	Variation totale des engagements	150
Or monétaire et DTS		Or monétaire et DTS	
Numéraire et dépôts		Numéraire et dépôts	
Titres autres qu'actions		Titres autres qu'actions	
Prêts		Prêts	
Actions et autres participations		Actions et autres participations	
Autres comptes à recevoir		Autres comptes à payer	

Chapitre 12. Autres questions importantes concernant les comptes sectoriels

12.1. Le présent chapitre examinera deux questions importantes concernant les comptes sectoriels :

- a) Les rapports entre les dépenses de consommation finale et la consommation finale effective;
- b) Les rapports entre les comptes d'entreprise et les comptes de la nation.

A. — Dépenses de consommation finale et consommation finale effective

1. Objectifs

12.2. Le principal objectif consiste à mesurer la consommation des ménages à partir, non seulement de leurs propres dépenses finales, mais aussi des dépenses d'autres secteurs qui leur bénéficient.

12.3. Les **dépenses de consommation finale** sont composées des dépenses que les résidents consacrent à des biens et services finals (biens et services qui ne sont pas employés pour la production).

12.4. La **consommation finale effective** mesure les biens et services finals que les secteurs consomment du fait des dépenses qu'ils encourent eux-mêmes ou les **transferts sociaux en nature** reçus d'autres secteurs. Bien que la consommation finale effective soit définie pour tous les secteurs, elle n'est utile pour l'analyse qu'en ce qui concerne le secteur des ménages.

2. Consommation finale effective des ménages

12.5. La consommation finale effective des ménages a trois origines : les dépenses finales propres des ménages, les dépenses finales de l'administration publique et les dépenses finales des institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM). Elle est donc égale au total :

- a) Des dépenses de consommation finale des ménages;
- b) Des transferts sociaux en nature de l'administration publique;
- c) Des transferts sociaux en nature des ISBLSM.

12.6. Le concept de la consommation finale effective des ménages sert à comparer la consommation finale des ménages dans l'espace et dans le temps à l'intérieur du pays et au niveau international, compte tenu des politiques socia-

les des administrations publiques ainsi que des activités des ISBLSM.

Transferts sociaux en nature

12.7. Les transferts sociaux en nature regroupent :

a) **Les dépenses finales individuelles de l'administration publique moins les ventes.** Elles incluent la production de biens et services individuels produits par le secteur de l'administration publique et distribués gratuitement aux ménages concernant, par exemple, l'éducation, la santé, la sécurité sociale et la protection sociale, les sports et les loisirs, la culture, le logement, la collecte des ordures ménagères et l'exploitation des transports. Elles excluent les dépenses d'administration générale ainsi que les dépenses de réglementation et de recherche dans chaque catégorie.

b) **Les prestations sociales en nature**, qui incluent (voir aussi T3.1) :

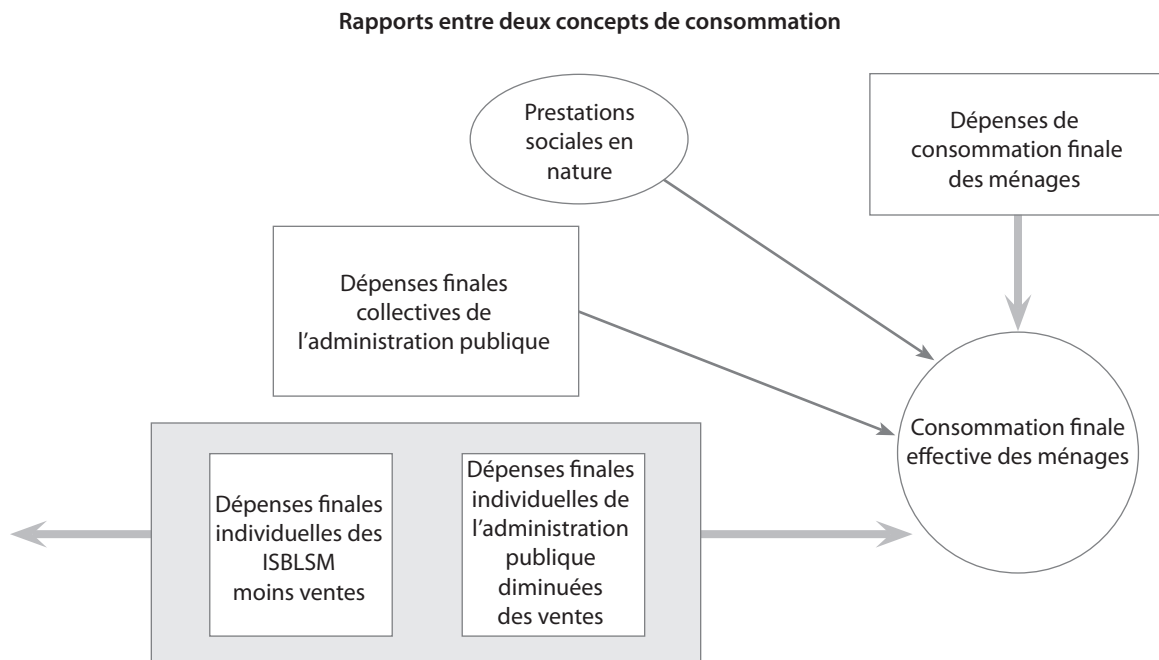
- i) Les remboursements effectués par les fonds publics de sécurité sociale aux ménages pour des biens et services spécifiés acquis par les ménages sur le marché;
- ii) Les autres prestations de sécurité sociale en nature, à l'exception des remboursements : entre autres, biens et services qui ne sont *pas produits* par le secteur public mais sont achetés et distribués gratuitement ou presque gratuitement aux ménages dans le cadre des fonds de sécurité sociale (tout paiement effectué par les ménages doit être déduit);
- iii) Les prestations d'assistance sociale en nature parmi lesquelles les biens et services qui sont similaires aux *autres prestations de sécurité sociale* mais ne sont pas fournis au titre de régimes de sécurité sociale.

3. Dépenses de consommation finale de l'administration publique

12.8. Les dépenses de consommation finale de l'administration publique sont de deux types :

- a) **La production des services publics diminuée des ventes**, dans laquelle on peut distinguer deux composantes :
 - i) **Les dépenses de consommation finale individuelle de l'administration publique diminuées**

Figure 12.1. Rapports entre les dépenses de consommation finale et la consommation finale effective des ménages



des ventes. Il s'agit de la production, par le secteur public, de biens et services individuels qui sont distribués gratuitement aux ménages : par exemple concernant l'éducation, la santé, la sécurité et la protection sociale, les sports et les loisirs, la culture, le logement, la collecte des ordures et l'exploitation des transports. Ces dépenses excluent les dépenses d'administration générale, de réglementation et de recherche dans chaque catégorie. Cette partie de la production de biens et services publics, diminuée des ventes, bénéficie directement aux ménages. Elle fait partie des **transferts sociaux en nature** examinés précédemment;

- ii) **Les dépenses de consommation finale collective de l'administration publique** sont égales à la production non marchande de l'administration publique (non destinée à la vente) diminuée des dépenses de consommation finale individuelles de l'administration publique;

b) **Les prestations sociales en nature** : voir définition à l'alinéa 12.7 b.

4. Dépenses de consommation finale des ISBLSM

12.9. À l'exception de la partie qui est vendue, les dépenses de consommation finale des ISBLSM sont considérées

comme de la consommation finale individuelle, c'est-à-dire qu'en totalité elle bénéficie directement aux ménages. La consommation finale individuelle des ISBLSM est aussi appelée transferts de biens et services individuels non marchands par les ISBLSM.

5. Nomenclature des dépenses de consommation

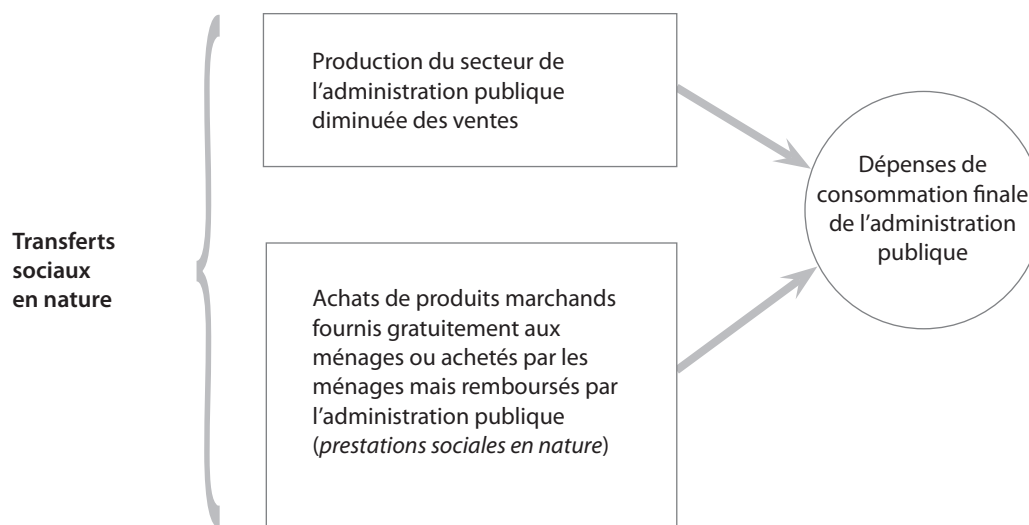
12.10. Il existe trois nomenclatures internationales des dépenses d'après leur destination qui aident à regrouper les dépenses de consommation finale et la consommation finale effective à des fins de comparaison :

- a) La classification des fonctions des administrations publiques (COFOG);
- b) La nomenclature des fonctions de la consommation individuelle (COICOP);
- c) La nomenclature des fonctions des institutions sans but lucratif au service des ménages (COPNI).

12.11. Les principales rubriques des nomenclatures des fonctions sont entre autres les suivantes :

- a) Produits alimentaires et boissons non alcoolisées;
- b) Boissons alcoolisées, tabac, etc.;
- c) Articles d'habillement et chaussures;
- d) Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles;

Figure 12.2. Composantes des dépenses de consommation finale de l'administration publique



- e) Meubles, articles de ménage, etc.;
- f) Santé;
- g) Transports;
- h) Communications;
- i) Loisirs et culture;
- j) Enseignement;
- k) Restaurants et hôtels;
- l) Biens et services divers;
- m) Dépenses de consommation individuelle à la charge des institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM):
 - i) Logement;
 - ii) Santé;
 - iii) Loisirs et culture;
 - iv) Enseignement;
 - v) Protection sociale;
 - vi) Autres services;
- n) Dépenses de consommation individuelle à la charge des administrations publiques :
 - i) Logement;
 - ii) Santé;
 - iii) Loisirs et culture;
 - iv) Enseignement;
 - v) Protection sociale.

12.12. Les nomenclatures ci-dessus sont publiées dans *Nomenclature des dépenses par fonction* (Publication des Nations Unies, numéro de vente 00.XVII.6).

B. — Comptes d'entreprise et comptes de la nation

1. Objectifs

12.13. Les comptes d'entreprise renseignent sur la situation financière des sociétés. Les comptes nationaux doivent être aux faits des similitudes et différences conceptuelles entre les deux types de comptes pour pouvoir exploiter ces informations correctement.

2. Similitudes entre comptes d'entreprise et comptes de la nation

12.14. Les comptes d'entreprise et les comptes de la nation enregistrent les opérations sur la base de l'exercice (et non pas sur la base de la gestion). Les paiements supposés effectués sont comptabilisés comme à payer : la partie du paiement qui n'est pas encore payée est aussi enregistrée comme passif (c'est-à-dire comptes à payer) dans les comptes financiers et les comptes de patrimoine. Les montants à recevoir sont enregistrés comme éléments à recevoir; la partie non encore reçue est aussi enregistrée en tant qu'actif dans les comptes financiers et les comptes de patrimoine.

12.15. Dans les deux systèmes, les séquences des comptes sont plus ou moins les mêmes mais les noms diffèrent, comme on peut le voir ci-après :

Comptes de la nation	Comptes d'entreprise
Comptes de production et divers comptes de revenu	Compte de pertes et profits
Compte de capital	
Compte financier	Variation de la position financière et compte de trésorerie
Compte de capital, compte de patrimoine	Bilan

3. Différences entre les comptes d'entreprise et les comptes de la nation

12.16. Les comptes d'entreprise et les comptes de la nation diffèrent par les éléments ci-après :

Comptes de la nation	Comptes d'entreprise
Enregistrent la production, la consommation intermédiaire et la valeur ajoutée	Enregistrent les ventes et leur coût
Évaluent les stocks, la consommation de capital fixe et les actifs aux prix du marché	Évaluent les stocks, la consommation de capital fixe et les actifs à des prix d'une date donnée ou à leur valeur comptable
Les gains ou pertes de capital ne sont pas enregistrés en tant que revenu ou coût mais comme variations du compte de patrimoine dues à des variations de prix (compte de réévaluation)	Les gains ou pertes de capital sont enregistrés sur le compte de pertes et profits en tant que revenu ou coût
Seuls les coûts effectivement encourus sont enregistrés	Des provisions sont inscrites (sur la base de l'expérience) par exemple pour créances douteuses

4. Utilisations des comptes d'entreprise en comptabilité nationale

12.17. Les comptes d'entreprise peuvent servir à établir la séquence complète des comptes des secteurs des sociétés, sous réserve des ajustements nécessaires.

12.18. Le manuel *Comptabilité d'entreprise et comptabilité nationale* (Publication des Nations Unies, numéro de vente : 00.XVII.13) explique en détail comment relier et adapter la comptabilité d'entreprise à la comptabilité nationale.

5. Exemple de la façon d'opposer ou d'adapter la comptabilité d'entreprise à la comptabilité nationale

12.19. Le tableau 12.1 enregistre une valeur de 100 comme ayant été fabriquée mais non encore vendue au cours de la période comptable.

12.20. La production peut être calculée comme la somme des coûts de production ou comme vente moins variation de stocks. Donc :

coût de production = coût des matières premières et des services + main-d'œuvre + consommation de capital fixe = 100

vente + variations de stock = 0 + 100

Néanmoins, ce n'est qu'une approximation. Si la quantité de produit est connue, il faut calculer la production en multipliant la quantité par le prix de base unitaire (ou son équivalent du marché). La consommation de capital fixe et l'amortissement sont supposés ici nuls; Dans le cas contraire,

l'amortissement doit être pris en compte dans le coût des ventes en comptabilité d'entreprise et la consommation de capital fixe doit être calculée et incluse en tant que partie du coût de production pour le calcul de la production en comptabilité nationale. La consommation de capital fixe diffère de l'amortissement. La méthode pour calculer la consommation de capital fixe est exposée dans *Comptabilité d'entreprise et comptabilité nationale* (Publication des Nations Unies, numéro de vente 00.XVII.13), au paragraphe 2.22 et dans le chapitre 8.

Tableau 12.1. Comptes de production et de revenu : exemple de conversion

Comptabilité nationale		Comptabilité d'entreprise	
Production aux prix de base		Ventes	0
Égal coût de production	100	– coût des ventes/produits manufacturés	0
– consommation intermédiaire aux prix acheteur	50	= stock d'ouverture	0
= Valeur ajoutée	50	+ coût des matières premières/services	50
– coût de main-d'œuvre	50	+ coût de main-d'œuvre	50
= excédent d'exploitation	0	– stock de clôture	100
		= profit brut	0
+ intérêt net	5	+ intérêt net	5
– formation brute de capital (= stock)	100	= revenu net	5
= emprunt net	–95		

Tableau 12.2. Comptes de patrimoine : exemple de conversion

Comptabilité nationale		Comptabilité d'entreprise	
Variation des actifs		Variation des actifs	
Variations de stock	100	Variations de stock	100
Variations des passifs		Variations des passifs	
Prêt	95	Prêt	95
Participation	5	Gains non distribués	5

Exercices sur les liens entre les comptes d'entreprise et les comptes de la nation

À partir des comptes d'entreprise A et B d'une société,

1. Calculer la production, la consommation intermédiaire, la rémunération des salariés, le revenu de la propriété à recevoir, le revenu de la propriété à payer, les transferts courants à payer et la formation brute de capital.
2. Remplir le tableau joint des comptes (C).

A. Comptes de pertes et profits d'un fabricant au 31 décembre 1991

+ Ventes nettes et impôts sur les ventes	150
- Coûts des biens vendus	-90
Coût des biens achetés pour la revente	-10
Coût des biens manufacturés vendus	80 -80
Stock d'ouverture de biens finis et semi-finis	10
Coût de fabrication	85
Matières premières et services employés	30
Rémunération des salariés	50
Amortissement	5
Stock de clôture de produits finis et semi-finis	-15
= Profit brut	60
- Dépenses d'exploitation	-32
Matières premières et services employés	-10
Rémunération des salariés	-20
Amortissement	-2
= Revenu d'exploitation	28
+ Revenu des intérêts	2
+ Dividendes reçus	2
- Dépenses d'intérêts	-10
= Revenu net avant impôts	22
- Impôt sur le revenu des entreprises	-3
= Revenu net après impôts	19
- Dividendes payés	-1
= Gains non distribués	18

B. Comptes de patrimoine

	31-12-91	31-12-90
Actifs		
Encaisse	45	20
Participations	20	20
Stocks	20	25
Biens finis et semi-finis	15	10
Matières premières et fournitures	5	15
Actifs fixes	43	45
Actifs fixes aux coûts	55	50
Amortissement cumulé	-12	-5
Total	128	110

	31-12-91	31-12-90
Valeur nette de la société		
Total du passif		
Prêts	65	65
Actions	63	45
Valeur nette de la société	45	45
Gains non distribués	18	0
Total	128	110

Notes :

- Pour faire cet exercice :
 - Il faut supposer que la consommation de capital fixe est la même chose que l'amortissement. Dans les conditions réelles, la consommation de capital fixe doit être calculée dans le cadre du calcul des stocks de capital.
 - Les frais demandés pour les services d'intermédiation financière sont supposés inexistant. Dans des conditions réelles, les services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM) doivent être calculés et traités dans le cadre de la consommation intermédiaire. Ils font partie des intérêts payés et reçus.
 - Les prix sont supposés être constants pendant les deux périodes si bien qu'il n'est pas nécessaire de réévaluer les actifs fixes ni de modifier les stocks. Il n'y a donc ni gain ni perte de détention.
- La mesure des stocks de capital et de la consommation de capital fixe ainsi que l'ajustement pour services d'intermédiations financières sont examinés aux paragraphes 2.92 à 2.99. Des renseignements plus détaillés sont fournis dans *Comptabilité d'entreprises et comptabilité nationale* (Publication des Nations Unies, numéro de vente : 00.XVII.13).

C. Comptes des secteurs des sociétés

	Emplois	Ressources
Production aux prix de base		
Consommation intermédiaire aux prix acheteur		
Valeur ajoutée brute		
Rémunération des salariés		
Autres impôts sur la production		
Excédents bruts d'exploitation		
Revenu de la propriété à recevoir		
Revenu de la propriété à payer		
Revenu brut		
Transferts courants à recevoir		
Transferts courants à payer		
Revenu disponible brut		
Consommation finale		
Épargne brute		
Transferts de capital à recevoir		
Transferts de capital à payer		
Formation brute de capital		
Prêt net (+)/emprunt net (-)		
Variation des actifs financiers		
Numéraire		
Prêts		

	Emplois	Ressources
Variation des engagements financiers		
Numéraire		
Prêts		
Prêt net (+)/emprunt net (-)		
Solde d'ouverture		
Actifs non financiers		
Actifs financiers		
Numéraire		
Prêts		
Engagements financiers		
Numéraire		
Prêts		
Valeur nette		
Variation du compte de patrimoine		
Actifs non financiers		
Formation brute de capital		
Consommation de capital fixe		
Gains de détention		
Actifs financiers		
Engagements financiers		
Variation de valeur nette		
Solde de clôture		
Actifs non financiers		
Actifs financiers		
Engagements financiers		
Valeur nette		
Variation de valeur nette		

Solutions

Solution à la question 1

Production aux prix de base =	Ventes – biens achetés pour la revente + variation de stocks de biens finis et semi-finis = $150 - 10 + (15 - 10) = 145$
Consommation intermédiaire aux prix acheteur =	Matières premières et services employés = 40
Rémunération des salariés =	$50 + 20 = 70$
Revenu de la propriété à recevoir =	Intérêts à recevoir + dividendes à recevoir = $2 + 2 = 4$
Revenu de la propriété à payer =	Intérêts + dividendes à payer = $10 + 1 = 11$
Transferts courants à payer =	Impôts sur le revenu des entreprises = 3
Formation brute de capital =	Variation des actifs fixes aux coûts + variation de stocks $(55 - 50) + (20 - 25) = 0$

Solution à la question 2

Comptes de production, de revenu et de capital

C. Comptes des secteurs des sociétés		
	Emplois	Ressources
Production aux prix de base		145
Moins Consommation intermédiaire aux prix acheteur	40	
Valeur ajoutée brute aux prix de base	105	
Valeur ajoutée brute aux prix de base		105
Moins Rémunération des salariés	70	
Moins Autres impôts sur la production	0	
Excédent brut d'exploitation	35	
Excédent brut d'exploitation		35
Plus Revenu de la propriété à recevoir		4
Moins Revenu de la propriété à payer	11	
Revenu national brut	28	
Revenu national brut		28
Plus Transferts courants à recevoir		0
Moins Transferts courants à payer	3	
Revenu disponible brut	25	
Revenu disponible brut		25
Moins Consommation finale	0	
Épargne brute	25	
Épargne brute		25
Plus Transferts de capital à recevoir		0
Moins Transferts de capital à payer		0
Moins Formation brute de capital	0	
Prêt net (+)/Emprunt net (-)		25

Comptes financiers

Bilan d'ouverture	Actifs	Passifs
1. Variation des actifs financiers	25	
Numéraire	25	
Prêts		
Actions et autres participations	0	
2. Variation des engagements financiers		0
Numéraire		
Prêts		0
Actions et autres participations		0
Prêt net (+)/Emprunt net (1 – 2)		25

Bilans

Bilan d'ouverture	Actifs	Passifs
1. Actifs non financiers	70	
Actifs fixes aux coûts moins consommation de capital fixe	45	
Stocks	25	
2. Actifs financiers	40	
Numéraire	20	
Prêts	0	
Actions et participation	20	
3. Engagements financiers		65
Numéraire		0
Prêts		65
4. Valeur nette (1 + 2 – 6)		45

	Actifs	Passifs
Variation du bilan		
5. Actifs non financiers		-7
Formation brute de capital		0
Consommation de capital fixe		-7
Gains/pertes de détention		0
6. Actifs financiers	25	
Espèces	25	
7. Engagements financiers		0
8. Variation de valeur nette (5 + 6 - 7)		18
Bilan de clôture		
9. Actifs non financiers	63	
Actifs fixes aux coûts	43	
Consommation de capital fixe		
Stocks	20	
Gains/pertes de détention	0	
10. Actifs financiers	65	
Numéraire	45	
Prêts	0	
Actions et participation	20	
11. Engagements financiers		65
Numéraire		0
Prêts		65
12. Valeur nette (9 + 10 - 11)		63
Variation de valeur nette (12 - 4)		18

Chapitre 13. Mesure des prix et des volumes en comptabilité nationale

A. — Objectifs

13.1. Pour calculer les taux réels de croissance, il est nécessaire d'évaluer le PIB et ses composantes à différentes périodes à prix constants d'une année de base donnée.

13.2. Le présent chapitre explique comment calculer le PIB et ses composantes à prix constants, opération que l'on appelle mesure en volume du PIB¹⁰ et de ses composantes.

13.3. Le présent chapitre expose d'abord les types d'indices des prix qui sont largement recueillis puis les types différents d'indices de volume qui résultent de l'agrégation de quantités différentes assorties d'indices de prix différents. Les types d'indices de volume supposent le recours à une *année de base*, un changement d'année de base modifiant généralement les taux de croissance en volume. Les méthodes de calcul du PIB en volume sont présentées aussi au moyen des indices de prix qui ont été examinés. De même que dans d'autres chapitres du présent manuel, l'exposé se limite à une introduction qui donne au lecteur une idée générale des méthodes de correction par des indices. Les indices de prix reflétant des changements dans la qualité et l'apparence des nouveaux produits sont supposés donnés.

B. — Types d'indice de prix

13.4. Un indice des prix unitaires est un indice que l'on calcule en divisant le prix d'un bien ou service individuel au cours d'une année donnée par le prix du même bien ou service individuel au cours d'une année de comparaison, puis en multipliant le résultat par 100 (voir exemple au tableau 13.1). Pour calculer l'indice de prix d'un bien ou service individuel, les services de statistique enregistrent le prix unitaire de ce produit à différentes périodes.

13.5. Les indices des prix unitaires constituent l'information de base qui servira à calculer les indices de prix à un niveau d'agrégation supérieur au moyen de certains systèmes de pondération. Par exemple, l'indice général des prix à la consommation est la somme des indices des prix à la consommation des biens et services détaillés consommés par les ménages et pondérés en fonction des parts occupées par chaque produit dans le panier de biens et services des consommateurs (voir exemple au tableau 13.2). Même s'il est simple, tout indice de prix, par exemple l'indice des prix

des téléviseurs, résulte d'une agrégation. Il a pour objet de refléter les variations de prix d'une catégorie de produits de tailles, spécifications et qualités qui sont différentes et ne restent pas constantes. Comme on le verra, des types différents d'indices de volume font apparaître les variations de la part de chaque composante dans le panier des biens et services.

13.6. Les statistiques emploient couramment les indices de prix suivants à un niveau très détaillé :

a) **Indices des prix à la production** : le prix relevé pour un produit inclus dans les indices des prix à la production est le montant reçu par le producteur du produit considéré. Les ventes et les impôts indirects ne sont pas inclus dans le prix car ils ne représentent pas la recette du producteur. Les indices des prix à la production sont donc, en fait, des indices de *prix de base* au sens du SCN. Ils concernent à la fois les biens et les services. Dans certains pays, ils sont appelés indices des prix de gros;

b) **Indices des prix à la consommation** : le prix correspond aux paiements effectifs des ménages. C'est le prix acheteur au sens du SCN et il peut aussi inclure les dépenses imputées, par exemple au titre des logements occupés par leur propriétaire. Dans de nombreux pays, le calcul de l'indice des prix à la consommation tient compte uniquement des opérations en zone urbaine et peuvent ne pas être représentatifs des variations de prix en zone rurale;

c) **Indices des prix à l'exportation et à l'importation** : Ces indices de prix mesurent les variations dans le temps des **prix des opérations** (prix de vente du marché) sur les biens et services exportés ou importés par un pays. Ces prix sont mesurés c.a.f. et incluent les droits, le fret et l'assurance. Les prix des exportations sont mesurés f.a.b. et n'incluent pas les droits, le fret et l'assurance.

13.7. En principe, des indices de prix distincts peuvent être aussi calculés pour les biens intermédiaires et la formation brute de capital aux prix acheteur mais, dans les faits, ils le sont rarement car le coût et aussi les mesures en volume du PIB peuvent être calculés aussi à partir des indices des prix à la production.

13.8. Parmi les autres indices de prix fréquemment calculés, on peut citer les **indices du coût de la main-d'œuvre** qui concernent la rémunération des salariés et aux fins desquels l'unité est l'heure ouvrée par type d'emploi et de branche d'activité.

13.9. **L'indice des prix à la production mesuré aux coûts de production** est un indice composite que les comptables

¹⁰ Les « mesures de volume » sont appliquées aux agrégats comme la valeur ajoutée ou le PIB qui ne sont pas exprimés en quantité ou en prix, à la différence des produits qui sont en quantité ou à un prix mesurables.

Tableau 13.1. Indice des prix unitaires : exemple

Année	Prix de la tonne de riz	Indice des prix (1990=100)
1990	300 dollars É.-U.	100,0 [= (300/300) ^a 100]
2000	200 dollars É.-U.	66,7 [= (200/300) ^a 100]

Tableau 13.2. Indice des prix à la consommation : exemple

Consommation des ménages	Part de la consommation totale au cours de l'année de base	Indice des prix à la production pour 2000 (1990 = 100) ^a	Indice des prix pondéré pour 2000 (1990 = 100)
	(1)	(2)	(1) × (2)/100
Alimentation	30	66,7	20,01
Autres biens et services	70	120,0	84,0
Total ou indice des prix à la consommation (indice global)	100		104,01

^a Ces indices sont des indices de prix à la consommation détaillés pour les produits.

nationaux obtiennent en faisant la somme des indices des prix pondérés de tous les articles aux coûts de production. Les indices pondérés sont la part des coûts de chaque article dans le coût de production total et ils sont calculés d'une manière similaire à l'exemple du tableau 13.2.

C. — Types d'indices de volume

13.10. Les différents types d'indices de volume correspondent aux différentes méthodes de calcul de ce type d'indice pour un groupe de divers produits variant différemment de prix dans le temps. La principale différence entre les méthodes tient au choix de l'année de base. Une **année de base** est une année pour laquelle des données concernant les prix sont recueillies au niveau le plus détaillé et par rapport à laquelle des quantités différentes seront pondérées pour donner un indice de volume unique. Le changement d'année de base a des incidences sur le taux de croissance réel, comme il est expliqué ci-après. Une **année de référence** est simplement une année choisie de sorte qu'une série de valeurs puisse être comparée avec différentes années de base. Un changement d'année de référence ne modifie pas, normalement, les taux de croissance.

13.11. Les indices de volume sont de trois types :

- L'indice de volume de Laspeyres;
- L'indice de volume de Paasche;
- L'indice de volume de Fisher.

Indice de volume de Laspeyres

13.12. L'indice de volume de Laspeyres utilise les prix d'une année de base donnée (année zéro) comme coefficient fixe de pondération.

13.13. Les quantités de l'année en cours (q_t) sont multipliées par les prix de l'année de base (p_0) pour donner le volume aux prix de l'année de base. On crée un indice de volume en divisant le volume de l'année en cours aux prix de l'année de base par le volume de l'année de base. Dans l'équation ci-après, (q) désigne soit la production soit, dans le cas des comptes nationaux, le panier des biens et services dans la dépense de consommation finale, la formation brute de capital, les exportations et les importations. Donc :

$$L_{qt}(p_0) = \frac{\sum p_0 q_t}{\sum p_0 q_0}$$

13.14. L'emploi de coefficients de pondération pour l'année de base ignore les effets de substitution et tend à produire

un taux plus élevé de croissance en volume dans les années proches de l'année en cours.

13.15. Jusqu'à une période récente, l'indice de volume de Laspeyres était celui qui était le plus largement employé en comptabilité nationale.

Indice de volume de Paasche

13.16. L'indice de volume de Paasche utilise comme coefficients fixes de pondération de l'année de base les prix d'une année en cours (p_t).

13.17. Les valeurs de deux années différentes sont multipliées par les prix de l'année en cours pour donner le volume de cette même année. Un indice de volume résulte de la division du volume de l'année en cours par le volume de l'année de référence (année 0). Donc :

$$P_{qt}(p_t) = \frac{\sum p_t q_t}{\sum p_t q_0}$$

13.18. L'indice de volume de Paasche tend à aboutir à un taux de croissance plus faible au cours des années proches de l'année en cours.

13.19. L'indice de volume de Paasche est employé seulement depuis peu en comptabilité nationale.

Indice de volume de Fisher

13.20. L'indice de volume de Fisher est la moyenne géométrique des indices de Laspeyres et de Paasche. Donc :

$$F_{qt} = (L_{qt})^{1/2} \times (P_{qt})^{1/2}$$

13.21. Il est appelé indice idéal car un changement de l'année de base n'a pas d'incidence sur le taux de croissance et le

produit de l'indice des prix par l'indice de volume indique une variation identique des valeurs courantes.

13.22. Le SCN de 1993 recommande l'emploi de l'indice-chaine de Fischer, c'est-à-dire l'indice de Fisher avec variation annuelle de l'année de base, même si le volume total n'est pas égal à la somme des composantes à prix constants lorsqu'ils sont calculés au moyen de l'indice de Fischer. La principale raison de cette recommandation est qu'on obtient ainsi de meilleures estimations des taux de croissance récents.

13.23. Lorsque l'année de base change tous les ans, les variations de prix et de volume des deux périodes non consécutives sont le produit des indices (indice de Laspeyres ou indice de Fisher) pour les années entre les périodes, d'où le nom d'indice-chaine.

Indice de volume par type d'indice de volume : exemple

13.24. Le tableau 13.3 présente un exemple concernant deux années.

13.25. Sur la base des chiffres du tableau 13.3 et des équations ci-dessus, les trois types d'indice de volume sont calculés au tableau 13.4. Le mode de calcul n'est pas présenté ici mais servira d'exercice à la fin du chapitre.

13.26. Le tableau 13.5 présente les chiffres de l'année 1 évalués aux prix de l'année zéro. L'utilisation de l'indice de volume de Fisher dans le tableau 13.4 pour calculer la valeur totale de l'année 1 aux prix de l'année zéro aboutit à une valeur totale ($65 \times 285,43/100 = 185$) qui n'est pas la même que la somme des composantes ($90 + 120 = 210$). En revanche, avec l'indice de volume de Laspeyres la valeur totale obtenue pour l'année 1 aux prix de l'année zéro est identique à la somme des composantes (210). L'indice de volume de Laspeyres a été

Tableau 13.3. Chiffres en prix courants

	Année 0			Année 1		
	Quantité	Prix	Valeur	Quantité	Prix	Valeur
Biens de haute technologie	15	3	45	30	4	120
Autres biens	5	4	20	30	1,8	54
Total			65			174

Tableau 13.4. Types d'indice de volume

	Année 0,0	Année 0,1
Laspeyres	100	323,08
Paasche	100	252,17
Fisher	100	285,43

Tableau 13.5. Perte d'additivité lorsque les indices de Fisher sont appliqués aux prix de l'année zéro

	Année 0			Année 1 aux prix de l'année 0		
	Quantité	Prix	Valeur	Quantité	Prix	Valeur
Biens de haute technologie	15	3	45	30	3	90
Autres biens	5	4	20	30	4	120
Total aux prix de l'année zéro			65			210
Total aux prix de l'année zéro avec un indice de Laspeyres (=65*3,2308)						210
Total aux prix de l'année zéro avec un indice de Fischer (=65*2,8543)						185

largement employé dans le passé; son inconvénient cependant est qu'il prend les prix d'une année passée comme coefficients fixes pour calculer un indice de volume. Il ne reflète donc pas les substitutions de produits relativement coûteux par des produits meilleur marché, surtout si l'année de base est éloignée de l'année en cours. L'indice de Fisher repose sur une moyenne et donc tient davantage compte des effets de substitution. En outre, le SCN recommande de changer d'année de base tous les ans pour tenir compte des effets de substitution. En employant l'indice-chaîne ou l'indice de Fisher, on obtient un taux de croissance en volume plus faible que le taux obtenu avec l'indice Laspeyres.

Indice-chaîne, année de base et année de référence : exemple

13.27. L'exemple du tableau 13.6 illustre l'emploi de l'indice-chaîne et la différence entre l'année de base et l'année de référence.

13.28. À partir du chiffre de la deuxième ligne du tableau 13.6, dans lequel l'année de base (avec un indice de Fisher ou de Laspeyres) change tous les ans, il est possible de

calculer l'indice de volume de T_5 par rapport à T_0 en enchaînant les indices comme suit :

$$1,02 \times 1,03 \times 1,01 \times 1,04 \times 0,99 = 1,093$$

13.29. L'année de base changeant annuellement, n'importe quelle année peut être prise comme **année de référence** pour créer une série de valeurs comparables. Par exemple, la ligne 2 indique la valeur du PIB dans le cas où T_3 est l'année de référence. Pour obtenir le PIB en T_4 , on multiplie le PIB en T_3 par l'indice de volume de T_4 indiqué ci-dessus et on divise le résultat par 100. Le PIB de toute autre année postérieure à T_4 est calculé de la même façon : l'indice du volume de cette année est multiplié par le PIB de l'année précédente. Pour calculer le PIB des années antérieures à T_3 , on divise le PIB de l'année précédente par l'indice de volume de l'année étudiée et on multiplie le résultat par 100.

D. — Méthodes de calcul du volume du PIB

Principes généraux

13.30. Le PIB à prix constants peut être mesuré d'après les emplois finals du PIB mesurés à prix constants, c'est-à-dire

Tableau 13.6. Différence entre l'année de base et l'année de référence

	T_1	T_2	T_3	T_4	T_5
Indice de volume (année précédente = 100)	102	103	101	104	99
PIB aux prix courants de l'année de base			450,0		
PIB aux prix de T_0	432,6	445,5	450,0	468,0	463,3

Tableau 13.7. Coefficients applicables au PIB et aux emplois finals : première méthode, version 1

tableau des ressources

Production des branches	Branche d'activité A, B, C
Produit A Produit B Produit C ...	<ul style="list-style-type: none"> Les produits des branches d'activité sont mesurés aux prix de base et corrigés séparément au moyen des indices des prix à la production, dont le total est la production de l'ensemble des branches à prix constants

Tableau des emplois

Produits employés	Consommation intermédiaire	Emplois finals
Produit A Produit B Produit C ...	<ul style="list-style-type: none"> Mesurée aux prix acheteur Consommation intermédiaire par type de produits corrigée des <i>indices de prix des biens et services employés pour la consommation intermédiaire</i> 	<ul style="list-style-type: none"> Mesurés aux prix acheteur Formation brute de capital corrigée par les <i>indices de prix des biens et services employés pour la formation brute de capital</i> La consommation finale est corrigée de l'indice des prix à la consommation La consommation finale de l'administration publique et des ISBLSM est corrigée des coûts à la production Les exportations sont corrigées des indices des prix à l'exportation Les importations sont corrigées des indices des prix à l'importation
Valeur ajoutée	<ul style="list-style-type: none"> La valeur ajoutée est calculée comme étant la différence entre la production et la consommation intermédiaire des branches d'activité 	
Production de l'ensemble des branches	<ul style="list-style-type: none"> La production des branches d'activité à prix constants de base est obtenue à partir du tableau des ressources ci-dessus 	

les dépenses de consommation finale, la formation brute de capital et les exportations diminuées des importations. Les emplois finals sont corrigés ensuite au moyen de leurs indices de prix respectifs. Ce calcul repose sur l'approche du PIB par les dépenses finales.

13.31. Le PIB à prix constants (mesure de volume) peut être calculé aussi par la méthode de la double déflation : pour cela on multiplie la production et la consommation intermédiaire par leurs indices de prix respectifs pour chaque branche d'activité, la différence étant la valeur ajoutée par branches d'activité à prix constants. Avec les indices de prix qui existent pour la production industrielle, on corrige la valeur des produits de chaque branche et les résultats additionnés donnent la production de l'ensemble des branches à prix constants. Le PIB à prix constants est le total de la valeur

ajoutée par branches d'activité à prix constants, augmenté de la valeur corrigée des impôts moins subventions sur les produits. Les impôts ou subventions à prix constants peuvent être calculés au moyen des ratios impôts/produits ou subventions/produits de l'année de base, dans l'hypothèse où les taux d'imposition ne changent pas. Ce calcul repose sur l'approche du PIB par la production.

13.32. Le mieux est d'associer les coefficients correspondant aux emplois finals et la double déflation de la valeur ajoutée en se servant des tableaux des ressources et des emplois d'une année de base afin d'éviter les différences en matière de volume du PIB qui résultent de l'emploi des deux méthodes distinctes. Cette méthode de la double déflation est présentée succinctement aux tableaux 13.7 à 13.9. Les lecteurs qui voudraient se familiariser avec cette méthode sont invités

à consulter le manuel *Établissement et analyse des tableaux d'entrée-sortie* (Publication des Nations Unies, numéro de vente : F.99.XVII.9), chap. XI.

Quelques méthodes globales

13.33. La méthode des coefficients peut être appliquée de deux manières à partir des tableaux des ressources et des emplois. Pour une application complète, il faut disposer des tableaux des ressources et des emplois de l'année en cours et aussi de l'année de base. Cependant, si on connaît seulement les dépenses finales, les exportations, les importations ainsi que la production et la consommation intermédiaire totale par branches d'activité, il faut procéder plus simplement. Pour cela, avec soit la matrice de la consommation intermédiaire soit celle des ressources intérieures de l'année de base, les tableaux des ressources et des emplois de l'année de base servent à calculer les indices des prix implicites à la consommation intermédiaire par branches d'activité, à moins que les tableaux des ressources et des emplois ne soient mis à jour pour l'année en cours au moyen de la méthode RAS (au sujet de cette méthode, voir le chapitre IX du manuel *Établissement*

et analyse des tableaux d'entrée-sortie, op. cit.). Il vaut mieux établir les tableaux des ressources et des emplois d'après cette méthode que d'utiliser simplement les chiffres de l'année de base pour les coefficients.

Première méthode

13.34. La première méthode est présentée au tableau 13.7. Elle nécessite que soient connus les indices des prix à la production concernant les produits des branches d'activité, les indices de prix acheteur relatifs à la consommation intermédiaire, à la consommation finale des ménages, à la consommation finale de l'administration publique, la formation brute de capital et les indices des prix à l'exportation et à l'importation. En général, cette méthode produit l'écart statistique entre le PIB calculé par la production et le PIB calculé par les dépenses finales parce qu'il y a toujours des écarts entre les divers indices de prix, même si les tableaux des ressources et des emplois aux prix courants sont totalement équilibrés. Autre inconvénient, les indices de prix concernant la consommation intermédiaire ne sont pas normalement calculés. Il faut donc recourir à une technique d'approximation.

Tableau 13.8. Déflation du PIB et emplois finals : première méthode, version 2

Tableau des ressources à prix courants de l'année en cours

	Branche 1	Branche 2	Branche 3	Total des importations du pays aux prix de base c.a.f.	Marges commerciales et de transport	Impôts moins subventions sur les produits	Ressources totales aux prix acheteur
Produit 1	177	35		18	37	13	
Produit 2	12	84		9	30	7	
Produit 3			70	0	-67	0	
Production des branches d'activité	189	119	70				

Le tableau des emplois aux prix acheteur courants de l'année en cours

	Branche 1	Branche 2	Branche 3	Consommation intermédiaire par branche	Exportations	Dépense finale	Emplois totaux aux prix acheteur
Produit 1	Les chiffres de la consommation intermédiaire peuvent ne pas être disponibles				33	161	
Produit 2					12	60	
Produit 3						3	
Valeur ajoutée							
Production des branches d'activité	189	119	70				

13.35. Les indices des prix à la consommation intermédiaire peuvent être obtenus implicitement par approximation comme suit (voir tableau 13.8) :

a) Le tableau des offres est corrigé pour donner la valeur constante totale des ressources de produits aux prix d'achat; pour ce faire, les productions sont multipliées par les indices des prix à la production, les importations par les indices des prix à l'importation et les marges de commerce et les marges de transport à prix constants sont calculées d'après le ratio marges commerciales/valeur du produit employé (produit d'origine intérieure plus importations) de l'année de base. L'utilisation de ce ratio repose sur l'hypothèse que la marge commerciale réelle ne change pas. En principe, pour calculer cette marge, on pourrait recueillir des coefficients, mais cette méthode est rarement employée car elle est coûteuse. Si la production des branches n'est pas connue, on peut utiliser

les regroupements de produits du tableau des ressources de l'année de base pour obtenir une valeur approximative des productions;

b) Mettre en équation les valeurs constantes des ressources et les valeurs constantes des emplois dans le tableau des emplois;

c) Multiplier la consommation finale des ménages par les indices des prix à la consommation, la consommation finale de l'administration publique elle aussi par l'indice des prix à la consommation si les indices de prix n'ont pas été calculés, la formation brute de capital par les indices des prix du commerce de gros et les exportations par les indices de prix des exportations;

d) Calculer la valeur constante implicite de la consommation intermédiaire par produit en soustrayant les composantes des emplois finals dans les prix constants du total des

Tableau 13.9. Déflation du PIB et emplois finals : deuxième méthode

Tableau des ressources

Production des branches	Branche d'activité A, B, C...
Produit A Produit B Produit C ...	<ul style="list-style-type: none"> Les produits des branches sont mesurés aux prix de base et multipliés séparément par l'indice des prix à la production, dont le total est la production des branches d'activité à prix constants

Tableau des emplois

Produits employés	Consommation intermédiaire	Emplois finals
Produit A Produit B Produit C ...	Mesurée aux prix acheteur et subdivisée en : <ol style="list-style-type: none"> Consommation intermédiaire aux prix de base, multipliée par l'indice des prix à la production Impôts moins subventions sur les produits employés dans la consommation intermédiaire, multipliés par les ratios de l'année de base Marges commerciales sur les produits employés dans la consommation intermédiaire multipliés par les ratios de l'année de base 	Mesurée aux prix acheteur et subdivisée en : <ol style="list-style-type: none"> Emplois finals aux prix de base : multipliés par l'indice des prix à la production Impôts moins subventions sur les produits employés pour la consommation finale, multipliés par les ratios de l'année de base Impôts moins subventions sur les produits employés dans la consommation finale multipliés par les ratios de l'année de base
Valeur ajoutée	<ul style="list-style-type: none"> La valeur ajoutée est calculée en tant que différence entre la production et la consommation intermédiaire des branches d'activité 	
Production des branches	<ul style="list-style-type: none"> La production des branches à prix de base constants est obtenue à partir du tableau des ressources ci-dessus 	

emplois aussi à prix constants. Calculer les indices implicites des prix à la consommation intermédiaire par produit;

e) À partir des indices implicites des prix à la consommation intermédiaire par produit, calculer les indices implicites des prix à la consommation intermédiaire par branches d'activité. Les coefficients de pondération qui servent à calculer ces indices de prix sont soit ceux de la consommation intermédiaire dans le tableau des emplois de l'année de base soit ceux du tableau des emplois courants qui peut être calculé par la méthode RAS (voir cette méthode dans le manuel *Établissement et analyse des tableaux d'entrée-sortie*, op. cit., chap IX);

f) Déduire la consommation intermédiaire par branches de la production corrigée des branches d'activité dans le tableau des offres pour calculer la valeur ajoutée à prix constants;

g) Les impôts et subventions à prix constants sont calculés d'après les rapports impôts/produits ou subventions/produits de l'année de base. Ces rapports reposent sur l'hypothèse que les taux d'imposition ou de subvention ne changent pas. En cas de variation de ces taux, des coefficients propres sont calculés pour eux.

Deuxième méthode

13.36. La deuxième méthode est présentée au tableau 13.9. Elle nécessite seulement les indices des prix acheteur et ceux des prix à l'importation. Pour pouvoir utiliser seulement

ces indices, il convient de distinguer dans les éléments du tableau des emplois et les emplois finals mesurés aux prix acheteur trois catégories distinctes : valeur de base, impôts, et subventions sur les produits et marges commerciales. La consommation intermédiaire, la consommation finale et la formation brute de capital aux prix de base sont multipliées par les indices des prix acheteur. Les importations sont multipliées par les indices des prix à l'importation. Les impôts ou subventions et les marges commerciales à prix constants sont calculés à partir des rapports impôts/produits ou subventions/produits ou marges commerciales/produits de l'année de base, comme cela a été indiqué.

13.37. Dans les deux méthodes, étant donné qu'il n'existe pas d'indices de prix pour la production des branches d'activité, les produits de chaque branche doivent être multipliés par l'indice des prix acheteur des produits correspondants et les résultats additionnés pour donner la production des branches d'activité à prix constants (voir le tableau des ressources où sont comptabilisés les produits de chaque branche). En d'autres termes, on calcule les indices des prix à la production des branches implicitement en divisant la production de chaque branche à prix courants par la production de chaque branche à prix constants.

13.38. Il n'est pas possible de calculer le volume du PIB en appliquant des coefficients aux composantes de la valeur ajoutée car l'excédent d'exploitation, qui fait partie de ces composantes, est calculé de manière résiduelle et, donc, n'a pas d'indice de prix.

Exercice concernant les indices de volume

Montrer étape par étape comment les indices de volume de Laspeyres, Paasche et Fisher sont calculés à partir des chiffres ci-dessous, en prix constants. Montrer l'indice des prix de chaque produit puis les indices de volume de chaque produit et agrégat au moyen des différents types d'indices.

Chiffres en prix constants

	Année zéro			Année 1		
	Quantité	Prix	Valeur	Quantité	Prix	Valeur
Produits de haute technologie	15	3	45	30	4	120
Autres produits	5	4	20	30	1,8	54
Total			65			174

Exercice concernant la méthode de la double déflation-simplification

Ces exercices utilisent les informations suivantes sur l'économie considérée comportant deux branches d'activité seulement qui produisent deux produits :

- Parts des produits, aux prix de base, de chaque branche d'activité au cours de l'année de base.
- Parts des coûts de production de chaque branche dans la production de celle-ci (la consommation intermédiaire est décomposée en produits, aux prix de base, employés dans la production, marges commerciales et impôts sur les produits).
- Les marges commerciales sont supposées faire partie de la production de la branche 2.

Tableau des ressources de l'année de base

Parts \ Branche d'activité	Branche d'activité 1	Branche d'activité 2
Produit 1	0,8	0
Produit 2	0,2	1,0
Production des branches	1,0	1,0

Coûts de production dans le tableau des emplois de l'année de base

Parts \ Branche d'activité	Branche d'activité 1	Branche d'activité 2
Produit 1 dans la consommation intermédiaire	0,30	0,20
Produit 2 dans la consommation intermédiaire	0,25	0,10
Marges commerciales sur la consommation intermédiaire	0,10	0,05
Impôts sur les produits de la consommation intermédiaire	0,02	0,00
Valeur ajoutée	0,33	0,65
Production des branches	1,00	1,00

Les informations ci-après étant aussi connues pour l'année en cours :

Indice des prix du produit 1 :	105
Indice des prix du produit 2 :	103
Production de la branche d'activité 1 :	220
Production de la branche d'activité 2 :	120

Calculer pour l'année en cours :

1. Les indices de prix de la production des branches d'activité (en l'absence de données sur les produits à prix courants de chaque branche, on doit supposer que la structure de production du tableau des ressources pour l'année de base reste la même pour l'année en cours);
2. Production de la branche d'activité à prix constants;
3. Consommation intermédiaire à prix constants;
4. Consommation intermédiaire à prix courants;
5. Valeur ajoutée totale à prix constants et à prix courants (il n'est pas possible de calculer le PIB puisque l'on ne connaît pas le montant total des impôts diminués des subventions sur les produits, sauf dans le cas de la consommation intermédiaire);
6. Indice des prix implicite pour la valeur ajoutée totale.

Solutions

Solutions des exercices sur les indices de volume

Tableau 1 : Indices de volume de Laspeyres

	Valeurs aux prix de l'année zéro		Indice de volume
	Année zéro	Année 1	Année zéro = 100
Biens de haute technologie	45	90 [= 120 × 100/133,3]	200
Autres biens	20	120 [= 54 × 100/45]	600
Total	65	210	323,08

Tableau 2 : Indices de volume de Paasche

	Valeurs aux prix de l'année zéro		Indice de volume
	Année zéro	Année 1	Année zéro = 100
Biens de haute technologie	60 [= 45 × (133,3/100)]	120	200
Autres biens	9 [= 20 × (45/100)]	54	600
Total	69	174	252,17

Indices de volume de Fisher = (Indice de Laspeyres)^{1/2} × (Indice de Paasche)^{1/2}

- Biens de haute technologie = $(200^{1/2} \times 200^{1/2}) = 200$
- Autres biens = $(600^{1/2} \times 600^{1/2}) = 600$
- Total = $(323,08^{1/2} \times 252,17^{1/2}) = 285,43$

Solution de l'exercice sur la méthode de la double déflation

1. Pour calculer les indices des prix de la production de la branche 1 et de la branche 2 pendant l'année en cours, on suppose que la structure de production de l'année de base est restée la même :
 - L'indice des prix de la production d'une branche d'activité est constitué par les indices des prix pondérés des produits de cette branche. Les indices de pondération sont extraits du tableau des ressources de l'année de base.

Tableau 1

	Indice des prix de la branche d'activité 1	Indice des prix de la branche d'activité 2
Produit 1	84 (= 0,8 × 105)	0
Produit 2	20,6 (= 0,2 × 103)	103 (= 1 × 103)
Production de la branche d'activité	104,6	103

2. Production de la branche d'activité de l'année en cours à prix constants :
 Branche d'activité 1 : $220 \times 100 / 1,046 = 210,32$
 Branche d'activité 2 : $120 \times 100 / 1,03 = 116,50$
3. Consommation intermédiaire de l'année en cours à prix constants :
 - Pour calculer la consommation intermédiaire aux prix de l'année de base, on utilise les parts de consommation intermédiaire de l'année de base. La consommation intermédiaire à prix constants de chaque branche d'activité est égale au produit des parts de consommation intermédiaire de l'année de base par la production de la branche correspondante aux prix de l'année de base (voir exemple du tableau 2, $0,3 \times 210,32 = 63,1$). Les marges commerciales à prix constants sont égales au produit des parts des marges commerciales de l'année de base par la production de la branche correspondante aux prix de l'année de base (par exemple $0,1 \times 210,32 = 21,03$). Le calcul des impôts et subventions à prix constants se fait de même. La valeur ajoutée aux prix de l'année de base est la différence entre la production et la consommation intermédiaire.
4. Consommation intermédiaire de l'année en cours à prix courants :
 - La consommation intermédiaire à prix courants est calculée par produit en multipliant les valeurs aux prix de l'année de base par les indices des prix des produits correspondants (par exemple, $63,1 \times 105 / 100 = 66,25$). On calcule la marge commerciale et les impôts sur les produits en appliquant les ratios correspondants de l'année de base à la production de la branche d'activités à prix courants (par exemple $0,1 \times 220 = 22$). La valeur ajoutée à prix courants est la différence entre la production et la consommation intermédiaire.

Tableau 2

	Aux prix de l'année de base		À prix courants	
	Branche d'activité 1	Branche d'activité 2	Branche d'activité 1	Branche d'activité 2
Produit 1	63,10	23,30	66,25	24,47
Produit 2	52,58	11,65	54,16	12
Marge commerciale	21,03	5,82	22	6
Impôts sur les produits	4,21	0	4,4	0
Valeur ajoutée	69,41	75,73	73,19	77,53
Production de la branche d'activité	210,32	116,50	220	120

5. Valeur ajoutée totale à prix constants et à prix courants :
 Valeur ajoutée totale de l'année en cours aux prix de l'année de base : $69,41 + 75,73 = 145,14$
 Valeur ajoutée totale de l'année en cours à prix constants : $73,19 + 77,53 = 150,72$
6. Indice implicite des prix :
 Indice implicite des prix pour la valeur ajoutée totale : $(150,72 / 145,14) \times 100 = 103,8$

Troisième partie

**Méthodes de collecte et d'estimation
de données dans le SCN**

Chapitre 14. Méthodes de collecte, de compilation et d'estimation des données en comptabilité nationale : aperçu

A. — Objectifs

14.1. La comptabilité nationale repose sur trois approches : l'approche par la production, l'approche par le revenu et l'approche par les dépenses finales (voir par. 2.14 à 2.16). Chacune de ces approches nécessite un jeu différent de données. Le mieux est de combiner simultanément toutes ces données dans le cadre des tableaux des ressources et des emplois, ce qui a été expliqué au chapitre XIII au sujet des méthodes de calcul du PIB en volume. Cette méthode est la meilleure parce qu'elle évite les écarts entre les trois valeurs du PIB qui résulteraient de l'application des trois méthodes séparément. Donc, l'établissement du tableau repose non seulement sur les données recueillies mais aussi sur les agrégats, par exemple la valeur ajoutée ou le PIB, obtenus de manière résiduelle au cours des opérations de comptabilité nationale.

14.2. En outre, la technique d'équilibrage appliquée pour équilibrer les tableaux des ressources et des emplois donne normalement des renseignements sur les éléments que les statisticiens ne connaissent pas directement ou au sujet desquels il coûterait trop cher de recueillir directement des chiffres. Par exemple, la production céréalière peut être le fait de nombreux ménages mais aussi de quelques grandes sociétés. Normalement, on mesure la production céréalière totale à partir de la superficie totale cultivée multipliée par le rendement au mètre carré. La production totale de céréales par les sociétés doit être obtenue par une enquête directe, mais la production totale de céréales par les ménages peut l'être de manière résiduelle. Ensuite, on équilibre la production totale de céréales avec les variations de stocks, l'emploi intermédiaire de céréales dans l'élevage, un petit nombre de branches d'activité et les importations et les exportations de céréales pour en dériver la consommation totale de céréales par les ménages. Il n'est donc pas nécessaire de faire une enquête sur la production et la consommation finale de céréales par les ménages.

14.3. Le présent chapitre présente un aperçu du mode de collecte des données ainsi que des techniques d'estimation employées en comptabilité nationale.

B. — Méthodes de collecte des données

14.4. Les données employées en comptabilité nationale ont trois origines :

- a) Les sources administratives;
- b) Les méthodes statistiques : les chiffres obtenus par extrapolation des résultats des enquêtes sur la base d'un recensement de référence c'est-à-dire un décompte complet de toute la population;
- c) les méthodes d'estimation dans les services de comptabilité nationale.

14.5. Ces différents types de données sont examinés ci-après.

C. — Données provenant des registres administratifs

Types de dossiers comptables

14.6. Les dossiers comptables suivants sont établis et soumis obligatoirement aux échelons supérieurs :

- a) Les statistiques des recettes et dépenses publiques (normalement établies par le Ministère des finances à partir du budget de l'État);
- b) Les statistiques du commerce extérieur (c'est-à-dire des exportations et des importations de marchandises qui transitent par les douanes);
- c) Les statistiques monétaires et bancaires (normalement établies par la banque centrale);
- d) Les rapports sur les sociétés d'assurance établis par les instances de surveillance de celles-ci;
- e) Les registres fiscaux, qui donnent des informations limitées sur les ventes, les coûts de vente et le revenu (traitées par les services fiscaux);
- f) Les comptes d'entreprise que les sociétés cotées en bourse doivent soumettre à la commission de réglementation des opérations boursières.

14.7. Les dossiers comptables ci-après sont destinés à l'usage interne des sociétés :

- a) Les comptes d'entreprise qui incluent un état des recettes, les modifications de position financière ou de trésorerie ainsi que le bilan;
- b) Les analyses de marché faites par des associations de producteurs.

Éléments de comptabilité nationale dans les registres administratifs

14.8. Les registres administratifs peuvent renseigner sur les comptes de production et les emplois finals du secteur public (au sujet non seulement de l'administration publique, mais aussi des services non marchands produits par elle), du secteur des sociétés financières et du secteur des sociétés non financières.

14.9. Les statistiques des recettes et dépenses publiques, les statistiques monétaires et bancaires ainsi que les informations financières des compagnies d'assurance peuvent renseigner sur les opérations portant sur le revenu de la propriété et les transferts courants entre divers secteurs de l'économie, ce qui est particulièrement utile pour le secteur des ménages.

14.10. Pour que les registres administratifs puissent être exploités par les comptables nationaux, il faut que l'organisme chargé de la comptabilité nationale travaille en coopération étroite avec les services qui sont chargés de ces registres pour leur indiquer le degré de détail dont il a besoin afin que les comptables nationaux puissent exploiter ces registres et que ceux-ci leur soient communiqués rapidement.

Évaluation de qualité

14.11. Les registres administratifs :

- a) Ont une vaste portée et sont très fiables;
- b) Sont long à exploiter;
- c) Peuvent coûter cher à être exploités.

Mesures qui raccourciraient les délais

14.12. Pour que les données d'origine administrative soient exploitées plus rapidement, il serait peut-être possible d'utiliser un échantillonnage des registres fiscaux; les recettes et les dépenses prévues au budget de l'État pourraient être corrigées (d'après l'expérience ou les évaluations courantes) en vue de l'application d'indicateurs.

14.13. Les dossiers administratifs doivent être soumis à révision une fois que les données complètes et/ou vérifiées sont connues.

D. — Données recueillies au moyen de méthodes statistiques

14.14. L'administration publique (les services nationaux de statistique) recueillent un vaste éventail de statistiques à des fins autres que la comptabilité nationale au moyen de recensements et d'enquêtes.

14.15. Dans toute population, les unités statistiques sont normalement toutes dénombrées tous les cinq à 10 ans. Chaque année ou chaque trimestre, un échantillonnage permet d'estimer les chiffres concernant la population. La collecte des données au moyen de recensements et d'enquêtes est

présentée à la figure 14.1. Pour qu'une enquête par sondage soit fiable, il faut avant tout que le cadre statistique, ou le recensement des unités statistiques, soit à jour.

Recensement

Définition

14.16. Un recensement est un décompte complet d'une population complète d'unités statistiques dans le domaine qu'il s'agit d'étudier. Par exemple, pour le recensement de la population, on procède au dénombrement de tous les ménages du pays pour compter le nombre de résidents permanents ou d'autres caractéristiques, de même que pour recenser les branches d'activité manufacturières, on peut dénombrer tous les établissements qui exercent de telles activités. Le recensement de population (et des ménages) a généralement lieu tous les 10 ans. Les recensements qui concernent l'agriculture, les pêches, la foresterie, la construction, les activités manufacturières, le commerce et d'autres services ont généralement lieu tous les cinq ans. De même, les enquêtes sur les revenus et les dépenses des consommateurs sont faites tous les cinq ans.

14.17. Les données issues des recensements servent de données de l'année de base ou de données de référence.

Conditions

14.18. Il faut un registre complet et à jour de toutes les unités statistiques existant dans le domaine étudié.

Avantages

14.19. Les recensements fournissent des statistiques d'autant plus fiables qu'ils sont confiés à des spécialistes travaillant en toute intégrité.

Inconvénients

14.20. Il est très coûteux de recueillir et traiter des données par recensement. Les résultats prennent du temps à réunir et les données ne sont communiquées que de nombreux mois, voire des années après le recensement. Normalement, les recensements ont lieu tous les cinq ou dix ans.

Enquêtes

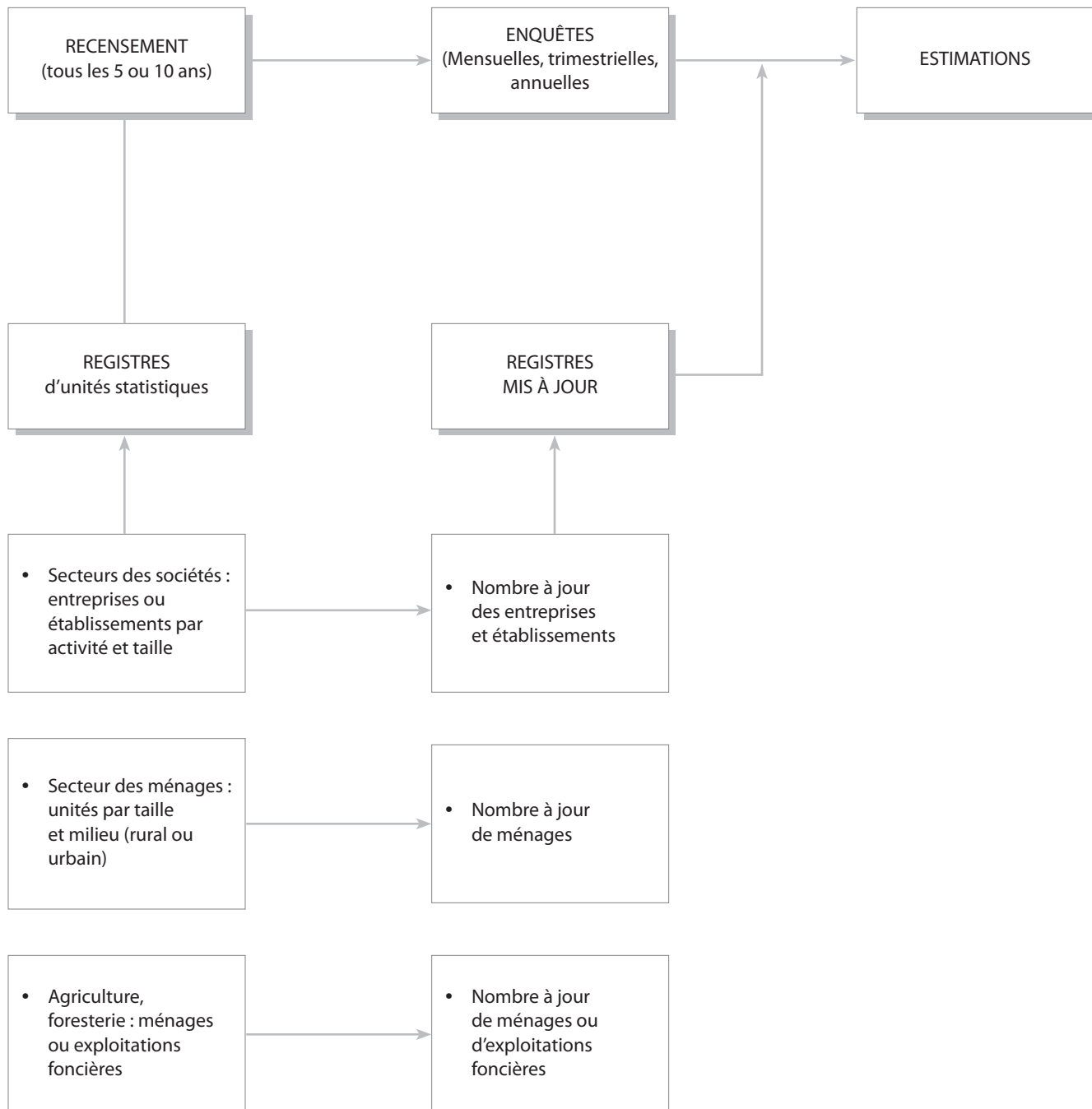
Définition

14.21. Les enquêtes reposent sur des échantillons aléatoires, choisis scientifiquement, d'une population. Les chiffres de la population sont obtenus en extrapolant les données de l'échantillon d'après le rapport entre la taille de l'échantillon et la taille de la population.

Avantages

14.22. Les enquêtes fournissent des statistiques plus à jour, qui sont fiables si elles sont conçues et mises en œuvre dans les règles de l'art et coûtent moins cher que les recensements.

Figure 14.1. Collecte de données au moyen de recensements et d'enquêtes



On peut aussi obtenir les erreurs d'échantillonnage. Normalement, les enquêtes ont lieu toutes les semaines, tous les mois, tous les trimestres ou tous les ans.

Inconvénients

14.23. Pour obtenir les résultats rapidement, il faut traiter les chiffres sans perdre de temps, et donc les renseignements qui peuvent être recueillis sont moins nombreux.

E. — Méthodes d'estimation du SCN

14.24. Il existe trois méthodes pour estimer, en comptabilité nationale, les données qui ne peuvent être extraites des registres administratifs, des recensements ou des enquêtes :

- a) Méthode des soldes;
- b) Méthode des flux de produit;
- c) Méthode des ratios.

Soldes

14.25. En tant qu'éléments d'équations, les chiffres de la comptabilité nationale relatifs à de nombreux agrégats importants sont obtenus en tant que soldes. Par exemple, la valeur ajoutée est définie comme un solde, celui de la production diminuée de la consommation intermédiaire.

14.26. La fiabilité des soldes dépend de la fiabilité des informations initiales, en l'occurrence la production et la consommation intermédiaire.

Méthode d'établissement des flux de produit

14.27. La méthode d'établissement des flux de produit découle de l'exploitation du principe d'égalité des ressources et des emplois d'un produit dans l'économie étudiée : production + importations = consommation finale + formation brute de capital fixe + variations de stocks + exportations.

14.28. La méthode des flux de produit est largement appliquée pour calculer la formation brute de capital. Par exemple, les chiffres concernant les machines, qui sont des biens d'équipement, sont fournis par la production intérieure (dont les chiffres sont extraits d'enquêtes) et les importations (consignées dans les registres administratifs). La consommation finale de ce produit, les machines, est, par définition, zéro. Si l'on connaît les variations de stocks (par des enquêtes) et les exportations (par les registres administratifs), on peut calculer la quantité employée pour la formation brute de capital fixe.

14.29. Avec des estimations indépendantes de tous les composants, la méthode des flux de produit sert aussi à équilibrer les ressources et les emplois des produits de l'économie donnée.

Méthode des rapports de référence

14.30. Les rapports constants de l'année repère la plus récente, par exemple les ratios valeur ajoutée/production, servent régulièrement à calculer par extrapolation la valeur ajoutée de la période en cours à partir des chiffres de la production (obtenus par une enquête). Les comptes nationaux trimestriels utilisent encore plus largement cette méthode. Par exemple, à partir de la quantité d'électricité consommée, on peut extrapoler la production d'électricité et la valeur ajoutée de la branche, ou on peut, à partir des chiffres du commerce de détail, calculer par extrapolation la consommation finale des ménages par produit.

14.31. L'avantage de cette technique est que les seuls chiffres que l'on a besoin d'extraire des enquêtes sont ceux de la production et sont plus faciles à recueillir que ceux de la consommation intermédiaire.

14.32. L'inconvénient de cette méthode est qu'elle donne l'impression que le rapport valeur ajoutée/production ne fluctue pas, vu la lenteur supposée des progrès techniques alors qu'évidemment ce rapport n'est certainement pas constant.

14.33. La valeur ajoutée des sociétés, qui peut être obtenue directement, peut servir à confirmer le chiffre total. Néanmoins, il n'est pas possible d'obtenir la valeur ajoutée dans le secteur des ménages directement, car les ménages ne tiennent pas de comptabilité d'entreprise, ni dans le secteur des établissements, dont on peut connaître seulement le coût de production.

14.34. Pour estimer la valeur ajoutée des branches d'activité qui produisent des produits dont le prix fluctue beaucoup, on peut procéder simplement comme suit :

- a) Multiplier la production par son indice des prix puis utiliser le ratio de référence correspondant pour calculer la valeur ajoutée à prix constants;
- b) Estimer la consommation intermédiaire à prix constants et, à partir de là, calculer le prix courant par l'emploi d'un indice composite des prix de la consommation intermédiaire;
- c) Estimer la valeur ajoutée à prix courants en soustrayant la consommation intermédiaire de la production à prix courants.

Évaluation des méthodes d'estimation

14.35. L'approche par la production utilise les trois types de sources de données. Les estimations qui reposent sur des enquêtes et sur des ratios de référence à jour sont plus fiables que celles qui se fondent seulement sur les ratios de référence d'une année éloignée.

14.36. L'approche par le revenu exploite les enquêtes et les sources administratives mais ne vaut que pour les sociétés. Elle est employée moins souvent que l'approche par la production et l'approche par les dépenses finales.

14.37. L'approche par les dépenses finales exploite principalement les enquêtes et les sources administratives :

a) Les chiffres concernant la consommation finale et la formation brute de capital de l'administration publique sont extraits de documents officiels;

b) Les chiffres sur les exportations et les importations de biens sont obtenus auprès des douanes, les chiffres sur les exportations et les importations de services sont extraits des statistiques bancaires et des enquêtes;

c) Les chiffres concernant la formation brute de capital des secteurs non publics sont extraits d'enquêtes directes concernant la formation de capital ou calculés au moyen de la méthode des flux de produit appliquée aux chiffres extraits des enquêtes et des registres administratifs;

d) Les chiffres concernant la consommation finale des ménages sont obtenus par extrapolation des données de base et grâce aux enquêtes sur le commerce de détail et sur le budget des ménages. À défaut d'enquêtes sur le commerce de détail, on peut utiliser une approche moins fiable qui consiste à

estimer la consommation des ménages en tant que solde ou de manière résiduelle.

14.38. En ce qui concerne le PIB à prix constants :

a) L'approche la plus facile pour calculer le PIB à prix constants est celle des dépenses finales;

b) L'approche par la production doit faire intervenir la méthode de la double déflation (application d'un coefficient aussi bien à la production qu'à la consommation intermédiaire, puis obtention par soustraction entre les deux de la valeur ajoutée à prix constants). De nombreux biens et services différents destinés à des branches d'activité différentes étant inclus dans la consommation intermédiaire, il n'est pas facile d'appliquer cette méthode tous les trimestres ou tous les ans. Si certaines données manquent, il faut recourir à une méthode à indicateur unique. Cet indicateur peut être l'indice des prix à la consommation;

c) Il est impossible de calculer la valeur ajoutée à prix constants à partir de l'approche par le revenu car il est impossible de corriger le coefficient d'exploitation.

Annexe

Explication des tableaux des ressources et des emplois du SCN ainsi que du cadre de comptabilité intégrée : exemple

Objectifs

A.1. La présente annexe a pour objet de montrer en détail l'application du cadre de comptabilité entièrement intégrée du SCN au moyen d'un exemple simplifié. Cet exemple figure aussi dans le dossier Excel SNA.xls dans la disquette fournie sur la page Web de la Division de statistique de l'Organisation des Nations Unies (<http://unstats.un.org/unsd/sna1993/handbooks.asp>).

A.2. Les explications de l'exemple montrent aussi comment utiliser les tableaux destinés à la compilation du SCN en Excel affichés sur la page indiquée ci-dessus dans le dossier Excel SNA.zip. Ces tableaux sont destinés aux pays en développement qui y trouveront des moyens simples et rapides d'établir les comptes sectoriels. Aucun modèle n'a été fourni pour les tableaux des ressources et des emplois car il n'est pas possible de dire d'avance quelle sectorisation convient à quel pays. Néanmoins, il est possible de les développer à partir des tableaux des ressources et des emplois fournis dans l'exemple simplifié.

A.3. Dans le présent exemple, le secteur des institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM) est à regrouper avec le secteur de l'administration publique à des fins de présentation : en effet, comme ces deux secteurs produisent principalement des services et des biens non marchands, le SCN les traite de manière similaire. Dans la pratique, le secteur des ISBLSM soit figure à part en tant que secteur distinct soit est regroupé avec le secteur des ménages.

TABLEAUX DES RESSOURCES ET DES EMPLOIS

TABLEAU DES RESSOURCES

	Production des branches d'activité aux prix de base						Autres activités non marchandes de l'administration publique et des ISBLSM	Économie totale	Importations c.a.f. (total f.a.b.)	Ajustements c.a.f./f.a.b.	Ressources totales de produits	Marges commerciales et de transport	Impôts diminués des subventions sur les produits	Ressources totales de produits aux prix acheteur					
	Activités non financières		Activités financières		(6) = (1) + ... + (5)	(7)									(8)	(9) = (1) + ... + (7)	(10)	(11)	(12) = (9) + ... + (11)
	Entreprises non constituées en société	Entreprises constituées en société	Entreprises non constituées en société	Entreprises constituées en société															
1	44	239	(2)	(3)	(4)	(5)	283	22			60	15	380						
2	10	53					63	3	-1	-60	3	3	8						
3				2	18		20	2	-1	21	2	2	23						
4						10	10	0		10			10						
5								-2	2	0			0						
6								3		3			3						
7	54	292		2	18	10	376	28	0	404	0	20	424						

TABLEAU DES EMPLOIS

	Consommation intermédiaire des branches d'activité						Autres activités non marchandes de l'administration publique et des ISBLSM	Économie totale	Exportations f.a.b.	Dépenses finales des ménages	Consommation finale des ménages	Consommation finale collective	Formation brute de capital	Emploi total de produits aux prix acheteur					
	Activités non financières		Activités financières		(6) = (1) + ... + (5)	(7)									(8)	(9)	(10)	(11)	(12)
	Entreprises non constituées en société	Entreprises constituées en société	Entreprises non constituées en société	Entreprises constituées en société															
1	22	129	(2)	(3)	(4)	(5)	158	37	142	3		40	380						
2		4					4	2	2				8						
3	2	12		0	1	2	17	1	5	5			23						
4		1					1		1	3			10						
5									3				3						

^a Par « marges » on entend les marges commerciales et de transport.

CADRE DE COMPTABILITÉ NATIONALE INTÉGRÉE (suite)

	Secteur des sociétés non financières		Secteur des sociétés financières		Secteur de l'administration publique et des ISBLSM		Secteur des ménages		Économie totale		Secteur du reste du monde		Vérification des totaux	
	(1) E	(1) R	(2) E	(2) R	(3) E	(3) R	(4) E	(4) R	(5) E	(5) R	(6) E	(6) R	(7) E	(7) R
15	24		5		0				29					
16							31							
DISTRIBUTION DU REVENU PRIMAIRE														
17														
18		24		5		0								
19								31						
20								131			3	5	136	136
21								119			3	5	124	124
22								12					12	12
23						3							3	3
24						20							20	20
25	14	11	10	8	4	4	2	10	30	33	3	0	33	33
26	21		3		23		170		217					
DISTRIBUTION SECONDAIRE DU REVENU														
27		21		3		23	170			217				
28	8		1			59	50		59	59			59	59
29				30		10	40		40	40			40	40
30	1		40		60		101		101	101			101	101
31			9	20	3		20	21	32	41	10	1	42	42
32	12		3		29		182		226					
REDISTRIBUTION DU REVENU EN NATURE														
33		12		3		29	182			226				
34					8		8		8	8			8	8
35					3		3		3	3			3	3
36					5		5		5	5			5	5
37	12		3		21		190		226					

EMPLOIS DU REVENU DISPONIBLE														
38	Revenu disponible brut											226		
39	Dépenses de consommation finale					11					152	163		
40	Ajustement compte tenu de la variation des participations nettes			10						10		10		
41	des ménages aux fonds de pension													
42	Épargne brute	12		-7		18					40	63		
43	Solde extérieur courant											-23		
44	Consommation finale effective (ajustée)	0		0		3				160		163		
COMPTES DE CAPITAL														
45	Épargne brute		12		-7		18					63		
46	Solde extérieur courant											-23		
47	Formation brute de capital	25		2		5		8				40		
48	Consommation de capital fixe	7		1		2		2				12		
49	Formation nette de capital	18		1		3		6				28		
50	Acquisitions moins cessions d'actifs non produits	2		0		0		-2				0		
51	Transferts de capital, à recevoir						2					2		
52	Transferts de capital, à payer											-1		
53	Prêt net(+)/Emprunt net (-)	-16		-9		15		34				24		
COMPTES FINANCIERS														
54	Prêt net(+)/Emprunt net (-)		-16		-9		15					24	-24	0
55	Acquisitions nettes d'actifs financiers	10		29		27		44				110	-4	106
56	Engagements financiers nets		26		38		12						20	106
57	Numéraires et dépôts, etc.	2		2	11	1		9				14	-1	13
58	Titres autres qu'actions	2	9	7	9	10	5	13				32	-2	30
59	Prêts		11	18		12	7	1				31	0	31
60	Actions et autres participations	1	4	2		4		3				10	-3	7
61	Réserves techniques des assurances	0	0	0	18	0	0	18				18	0	18
62	Participation nette dans les assurances-vie des ménages							6				6		6
63	Participation nette aux fonds de pension des ménages				10			10				10		10
64	Avance de primes				1			1				1		1
65	Réserves/dommages non encore indemnisés							1				1		1
66	Autres comptes à recevoir/à payer	5	2					1		5	5	7	2	7

CADRE DE COMPTABILITÉ NATIONALE INTÉGRÉE (suite)

	Secteur des sociétés non financières			Secteur des sociétés financières			Secteur de l'administration publique et des ISBLSM			Secteur des ménages			Économie totale			Secteur du reste du monde			Vérification des totaux			
	(1)			(2)			(3)			(4)			(5)			(6)			(7)			
	E	R		E	R		E	R		E	R		E	R		E	R		E	R		
COMPTES DE PATRIMOINE																						
COMPTES D'OUVERTURE																						
67	720			50			165			196				1131					0			
68	420			30			65			96				611								
69	300			20			100			100				520								
70	85	180		330	310		37	70		172	40		600	624	600	54	25	678	625			
71		625			70			132			328		1155			29		1184				
VARIATIONS DES COMPTES DE PATRIMOINE provenant des :																						
COMPTES DE CAPITAL ET COMPTES FINANCIERS																						
72	20			1			3			4				28					0			
73	18			1			3			6				28					0			
74	2			0			0			-2				0					0			
75	10	26		29	38		27	12		44	10		86	110	86	-4	20	106	106			
AUTRES VARIATIONS DE VOLUME ET RÉÉVALUATIONS																						
76	65			3			12			20				100								
77	40			2			4			10				56								
78	25			1			8			10				44								
79	2	4		10	10		0	4		15	0		18	27	18	4	0	31	18			
		67			-5			26			73		161			-20		141				
80		12			-7		18				40		63			-23						
81		-7			-1		-2				-2		-12			0						
82		-1			0		2				0		1			-1						
83		63			3		8				35		109			4		113				

A. — Explication des tableaux des ressources et des emplois du SCN et du cadre de la comptabilité intégrée : exemple simplifié

A.4. L'exemple du tableau en annexe présente numériquement l'ensemble du SCN de manière simplifiée mais en conservant toutes les caractéristiques essentielles. Il figure aussi dans les tableaux Excel pour permettre aux lecteurs d'étudier les rapports de toutes les opérations économiques entre elles, dans le pays considéré et avec les opérations avec le reste du monde. Il a été établi sur le modèle des exemples contenus dans le *Système de comptabilité nationale de 1993* (SCN 1993). Après avoir pris connaissance des explications, les lecteurs sont invités aussi à approfondir tous les rapports existant dans les formules présentées sur les tableaux Excel figurant sur la page Web de la Division de statistique de l'Organisation des Nations Unies. Ces tableaux sont analogues à ceux que la Division de statistique établit pour les comptes nationaux. L'exemple pourra servir d'outil de formation en attendant que le logiciel mis au point par la division soit utilisé pour la comptabilité réelle.

A.5. Les explications données ici doivent guider le lecteur uniquement à propos du présent exemple. Pour étudier les principes de la comptabilité nationale, l'établissement des tableaux des ressources et des emplois ainsi que des tableaux d'entrées/sorties et l'application de la comptabilité d'entreprise à l'établissement de comptes des secteurs institutionnels, le lecteur est invité à consulter le SCN 1993, le *Manuel d'établissement et d'analyse des tableaux d'entrées/sorties* (Publication des Nations Unies, numéro de vente : F.99.XVII.9) et *Comptabilité d'entreprise et comptabilité nationale* (Publication des Nations Unies, numéro de vente : F.00.XVII.13).

1. Tableaux des ressources et des emplois

A.6. Le tableau des ressources et le tableau des emplois sont présentés tous deux de manière très agrégée. Dans les colonnes correspondant aux activités, l'ensemble des activités économiques exercées par chaque secteur institutionnel est regroupé dans une colonne unique. Dans le cours des activités de comptabilité réelle, chacune des colonnes montrées dans notre exemple peut être subdivisée en nombreuses autres, dont chacune correspond à une rubrique de la nomenclature des branches d'activités industrielles qui doit être fondée sur la CITI, Rev.3¹. En procédant ainsi, on fait immédiatement apparaître la valeur ajoutée de chaque secteur institutionnel de l'économie qui, à des fins pédagogiques, est ensuite relié au cadre comptable intégré. Les lignes sont aussi extrêmement agrégées mais elles peuvent être beaucoup plus nombreuses et sont identifiées par la rubrique de la nomenclature des produits, qui doit reposer sur la CPC².

A.7. Dans les tableaux des ressources et des emplois, les ressources totales de chaque produit doivent être égales aux emplois totaux de ce même produit. Il est facile de vérifier dans la colonne 12 que le total des lignes 1 à 4 du tableau des ressources est égal au total des lignes correspondantes du tableau des emplois :

Total des ressources = production intérieure + importations

Total des emplois = consommation intermédiaire par branches d'activité + exportations + consommation finale + formation brute de capital

A.8. Les productions des branches d'activité dans le tableau des ressources sont calculées aux prix de base, mais les emplois dans le tableau des emplois sont calculés aux prix de l'acheteur. Pour cette raison, dans le tableau des ressources, on peut calculer les ressources de produits aux prix de l'acheteur (colonne 12) en additionnant aux ressources de produits aux prix de base (colonne 9) les marges commerciales et de transport (colonne 10) et les impôts diminués des subventions sur les produits (colonne 11).

A.9. Dans le tableau des ressources, les éléments d'importations (colonne 7) s'entendent coûts, assurance, fret (c.a.f.) ce qui fait qu'ils sont équivalents aux prix de base, mais la valeur totale des importations doit être évaluée f.a.b. pour que le commerce soit correctement équilibré (importations moins exportations). C'est ce qui explique la colonne et la ligne d'ajustement c.a.f./f.o.b. Pour éviter de comptabiliser deux fois le même élément, les lignes et colonnes concernant l'ajustement (ligne 5 et colonne 8) déduisent les services d'assurance et de fret sur les biens importés puisque ces services sont inclus à la fois dans la valeur des biens importés et dans les ressources de services.

A.10. De même que d'autres productions, celle des services de transport est indiquée dans la ligne 2 et dans la colonne 6 du tableau des ressources. Toutefois, la ligne 2 du tableau des emplois fait apparaître uniquement les services de commerce et de transport aux prix de l'acheteur, qui sont directement acquis par les utilisateurs puisque les marges commerciales et de transport sur les biens consommés sont déjà incluses dans les prix acheteur des biens employés. Donc, pour équilibrer les totaux de la ligne 2 des tableaux des ressources et des emplois, la valeur totale des marges commerciales et de transport est inscrite dans la ligne 2 et dans la colonne 10 avec une valeur négative.

A.11. L'examen de la colonne 1 et de la ligne 1 des tableaux des ressources et des emplois aide à comprendre la présentation des données. Les ressources totales aux prix acheteur du produit 1³ sur la ligne 1 sont de 380, 44 étant produites par l'activité 1 et 239 par l'activité 2 et 22 étant importées, si bien que les ressources totales aux prix de base sont de 305. Si l'on ajoute les marges commerciales et de transport (pour la circulation à l'intérieur de l'économie), soit 60, ainsi que les impôts diminués des subventions sur les produits, soit 15, on obtient les ressources totales du premier produit aux prix acheteur, c'est-à-dire 380. La colonne 1 du tableau des ressources fait apparaître les produits aux prix de base de l'activité 1. Cette activité fournit deux produits : le produit 1 dont la production est de 44 et le produit 2 dont la production est de 10. La colonne 1 du tableau des emplois montre les biens et services employés pour la production de ces produits soit 24 (=22+2 inscrits sur la ligne 7), qui est la consommation intermédiaire. La valeur ajoutée brute (30) est calculée comme la différence entre la production de la branche 1 (54)

¹ *Classification internationale type, par industrie de toutes les branches d'activité économique, Révision 3* (Publication des Nations Unies, numéro de vente : F.90.XVII.11).

² *Classification centrale des produits, version 1.0* (Publication des Nations Unies, numéro de vente : F.98.XVII.5).

³ Les produits dans les tableaux des ressources et des emplois de l'exemple présent sont indiqués par type d'entreprise pour les relier à ceux des secteurs institutionnels. Néanmoins, normalement, ils le sont par branche d'activité selon la nomenclature CITI. Dans le présent exemple, ils sont traités comme s'il s'agissait du produit de la branche d'activités.

et sa consommation intermédiaire (24). La valeur ajoutée peut être subdivisée en rémunération des salariés, autres impôts sur la production, consommation de capital fixe et excédent d'exploitation. L'excédent brut d'exploitation, avec le revenu mixte, est calculé de manière résiduelle. Dans le cas des entreprises non constituées en société, pour lesquelles les dépenses de l'entreprise et les dépenses de consommation finale de leur propriétaire sont regroupées de sorte que la rémunération des employés n'est pas payée explicitement au propriétaire/salarié, ce résultat résiduel est appelé revenu mixte.

A.12. Le PIB est égal au total de la valeur ajoutée aux prix de base et des impôts diminués des subventions sur la production et les importations. $PIB = 196 + 20 = (30 + 146 + 2 + 12 + 6) + 20 = 216$ (voir tableau des emplois, colonne 6, lignes 8 à 10). Les impôts diminués des subventions sur les produits sont obtenus en tant que somme de la colonne 11 dans le tableau des ressources, et figurent aussi dans le tableau des emplois dans le tableau des emplois dans la colonne 6, ligne 10. Les impôts et subventions n'apparaissent pas

ailleurs sur la ligne 10 car les producteurs les paient uniquement en tant que partie de leur consommation intermédiaire.

A.13. Le PIB doit aussi être égal à la somme des exportations, des dépenses finales des ménages, des dépenses finales de l'administration publique et des dépenses finales des ISBLSM, ainsi que de la formation brute de capital, *moins* les importations.

$$PIB = 41 + 152 + 8 + 3 + 40 - 28 = 216.$$

A.14. La production, la consommation intermédiaire et la valeur ajoutée par secteur institutionnel inscrites dans les tableaux des ressources et des emplois du cadre intégré sont extraites du tableau de la classification croisée de la production, de la consommation intermédiaire et de la valeur ajoutée par branche d'activité économique et secteur institutionnel. Le tableau ci-après est un tableau simplifié (la classification croisée suppose que chaque branche d'activité économique soit identifiée avec le secteur institutionnel dans le cadre duquel elle opère) :

Classification croisée de la production, de la consommation intermédiaire et de la valeur ajoutée par activité économique et secteur institutionnel

	Agriculture, foresterie, pêche, industries extractives	Industries manufacturières, électricité, eau et gaz et construction	Commerce, transport, communications	Intermédiation financière	Éducation, santé, services sociaux et autres services non marchands	Ensemble de l'économie
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) + ... + (5)
PRODUCTION aux prix de base	33	179	64	20	80	376
Secteur des sociétés non financières	20	153	49		70	292
Secteur des sociétés financières				18		18
Secteur des ménages/ISBLSM	13	26	15	2		56
Secteur de l'administration publique					10	10
CONSOMMATION INTERMÉDIAIRE aux prix acheteur	8	110	31	6	25	180
Secteur des sociétés non financières	6	93	26		21	146
Secteur des sociétés financières				6		6
Secteur des ménages/ISBLSM	2	17	5			24
Secteur de l'administration publique					4	4
VALEUR AJOUTÉE BRUTE aux prix de base	25	69	33	14	55	196
Secteur des sociétés non financières	14	60	23		49	146
Secteur des sociétés financières	0			12		12
Secteur des ménages/ISBLSM	11	9	10	2		32
Secteur de l'administration publique					6	6

2. Cadre de comptabilité nationale intégrée

Structure

A.15. Le cadre de comptabilité nationale intégrée est une séquence de comptes en T, ce que ne sont pas les tableaux des ressources et des emplois qui ont une forme matricielle. Dans cette séquence de comptes en T, les emplois (ou actifs) sont inscrits à gauche et les res-

sources (ou passifs) le sont à droite. La différence entre la somme des ressources (R) et la somme des emplois (E) dans chaque compte est appelée solde. Dans le modèle présenté, les soldes sont inscrits en caractères gras et à gauche des comptes. Par exemple, la production du secteur non financier est 292 (4,1R, c'est-à-dire ligne 4, colonne 1 du tableau des ressources), sa consommation intermédiaire 146 (5,1E, c'est-à-dire ligne 5 colonne 1 du tableau des emplois) et la valeur ajoutée brute aux prix de base est le solde, $146 = 292 - 146$ (6,1E).

A.16. Au fur et à mesure que l'on passe d'un compte à un autre, par exemple des comptes de production aux comptes de génération de revenu, le solde du compte précédent inscrit à gauche (6,1E) est reporté à droite en tant que ressource du compte suivant (9,1R).

A.17. Les comptes des opérations avec le reste du monde sont établis du point de vue du reste du monde. Donc, les dépenses de l'économie considérée sont enregistrées en tant que recettes du reste du monde et inversement. Par exemple, les importations du pays considéré (dépenses) sont inscrites en tant que ressources (recettes) du reste du monde.

A.18. Pour l'ensemble de l'économie (colonnes 5E, 5R), le total des emplois est la somme des emplois de tous les secteurs institutionnels; le total des ressources est aussi calculé de même, par exemple $376 (4,5R) = 292 (4,1R) + 18 (4,2R) + 10 (4,3R) + 56 (4,4R)$.

A.19. Pour vérifier la justesse des calculs sur les lignes, chaque fois que nécessaire, le total des emplois pour l'ensemble de l'économie et le reste du monde doit être égal au total des ressources (voir colonne 7). Cette règle connaît cependant une exception dans le cas des actifs/passifs financiers des bilans (lignes 67 à 88). A la ligne 70, dans les colonnes 7, le total des emplois n'est pas égal au total des ressources, étant donné qu'un poste, l'or monétaire et les droits de tirages spéciaux (DTS) n'ont pas nécessairement de contrepartie dans le passif.

Comptes de production

A.20. Les importations et les exportations figurent uniquement dans les comptes du reste du monde. Les importations du pays étudié sont comptabilisées en tant que ressources et les exportations en tant qu'emplois.

A.21. Les importations, les exportations, la production, la consommation intermédiaire, les impôts diminués des subventions sur les produits sont tous extraits des tableaux des ressources et des emplois.

A.22. Le PIB (216) est calculé comme total de la valeur ajoutée brute (196) et des impôts moins les subventions sur les produits (20).

Comptes de création de revenu

A.23. Dans ces comptes, la valeur ajoutée brute aux prix de base est décomposée en rémunération des salariés et autres impôts et subventions sur les productions. Les excédents bruts d'exploitation sont calculés de manière résiduelle. Ces comptes ne font pas apparaître la consommation de capital fixe mais, le cas échéant, elle peut être déduite de l'excédent brut d'exploitation pour donner l'excédent d'exploitation (net).

A.24. Le revenu mixte brut, qui est le solde du secteur des ménages, est, sur le plan conceptuel, similaire à l'excédent brut d'exploitation car il est calculé de manière résiduelle. On s'en sert dans les cas où il n'est pas possible de distinguer la rémunération des salariés de l'excédent d'exploitation. Dans l'exemple présent, la distinction entre excédent brut d'exploitation (15,5E) et le revenu mixte brut (16,5E) sert principalement à l'identification. Les ménages et les entreprises non constituées en société peuvent aussi verser une rémunération aux salariés, de sorte que les comptes de production effectifs peu-

vent avoir une valeur positive correspondant à la rémunération des salariés.

Comptes de distribution du revenu primaire

A.25. Pour vérifier l'égalité entre le total des emplois et le total des ressources à chaque ligne de ces comptes, il faut utiliser les informations fournies par les *comptes de production de revenu*. Le total des emplois de l'économie, pour chaque opération d'une ligne dans les *comptes de création du revenu* doit être ajouté aux emplois par le reste du monde dans les comptes de distribution du revenu primaire et la somme doit être égale au total des *ressources des comptes de distribution du revenu primaire*. Par exemple, le total des emplois des rémunérations des salariés (20,7E) qui est de 136, est égal à $133 (10,5E) + 3 (20,6E)$, qui doit être égal au total des ressources inscrit dans les *comptes de distribution du revenu* (20,7R).

Comptes de redistribution du revenu en nature

A.26. Les transferts sociaux en nature, payés par le secteur de l'administration publique et des ISBLSM sont aussi enregistrés dans la consommation finale individuelle de ce secteur dans le tableau des emplois (colonne 9). Les prestations sociales en nature (3) sont les biens et services achetés par le secteur de l'administration publique et des ISBLSM puis transférés au secteur des ménages ou achetés par celui-ci et remboursé par le secteur de l'administration centrale et des ISBLSM (colonne 9, ligne 1). Les transferts de biens et services individuels (5) font partie de la production non marchande de la branche produisant les services de l'administration publique et des ISBLSM qui bénéficient aux ménages, diminuée des ventes. Les mêmes biens et services acquis par le secteur de l'administration publique et des ISBLSM sont ensuite transférés au secteur des ménages dans le tableau des emplois (colonne 9, ligne 4).

A.27. Du fait de l'existence de transferts sociaux en nature, les revenus disponibles ajustés sont obtenus en tant que solde. Ils constituent les revenus disponibles effectifs des secteurs institutionnels. Par comparaison entre ces revenus et la consommation finale effective (ligne 44) on obtient l'épargne brute (ligne 45).

Comptes des emplois du revenu disponible

A.28. Dans ces comptes le revenu disponible brut provient des *comptes de distribution secondaire du revenu* et non pas des *comptes de redistribution du revenu en nature*.

A.29. Comme il a déjà été mentionné au paragraphe 24, la même épargne brute peut aussi être calculée en déduisant la consommation finale effective (ligne 44) du revenu disponible ajusté (ligne 37). Pour calculer la consommation finale effective, on déduit les transferts sociaux en nature (ligne 34) des dépenses de consommation finale (ligne 39).

A.30. L'ajustement correspondant aux variations des participations nettes des ménages dans les fonds de pension est comptabilisé comme transféré au secteur des ménages à partir des fonds de pension dans le secteur des sociétés financières. Dans celui-ci, les transferts peuvent provenir d'autres secteurs s'ils incluent les fonds de pension. Cet ajustement ne doit pas avoir d'incidence sur l'épargne brute de l'économie totale.

A.31. Le solde courant extérieur, qui est le solde du secteur du reste du monde (43,6E) est, dans son principe, analogue à l'épargne brute d'autres secteurs intérieurs bien qu'il soit inscrit sur une ligne distincte. Le solde est calculé de la manière suivante : solde extérieur des biens et services (17,6R) + toutes les autres ressources du reste du monde – tous les autres emplois du reste du monde, autrement dit : $-13 + (5+1) - (3+3+10) = 23$.

Comptes de capital

A.32. Pour que les totaux correspondent, les transferts de capital à recevoir doivent être annulés par les transferts de capital à payer (voir lignes 51 et 52, colonne 7).

A.33. Les prêts nets (+)/emprunts nets (-) de l'économie totale doivent être égaux à ceux du reste du monde en valeur absolue, mais affectés de signes opposés.

Comptes financiers

A.34. Les soldes de ces comptes sont présentés au début de ceux-ci et non à la fin. Les rubriques de la ligne 54 sont égales à l'acquisition nette d'actifs financiers de la ligne 55 diminuées des engagements financiers nets dans la ligne 56. L'acquisition nette est la somme des actifs nets indiqués ci-après. De même, les engagements nets sont le total des passifs nets ci-après.

A.35. Dans la colonne des vérifications, non seulement les prêts nets/emprunts nets de chaque secteur institutionnel extraits des *comptes financiers* doivent être égaux à ceux qui proviennent des *comptes de capital*, mais en outre l'acquisition nette doit être égale aux engagements nets dans chaque total et aussi dans chaque rubrique d'opération.

Comptes de patrimoine

A.36. Dans les comptes de patrimoine, les comptes de clôture sont égaux aux comptes d'ouverture augmentés des variations des comptes de capital et des comptes financiers ainsi que des variations dues à d'autres changements de volume et d'évaluation. Les autres changements de volume résultent de la disparition ou de l'apparition d'actifs/engagements due non pas à la production mais, par exemple, à des découvertes, des catastrophes naturelles, des confiscations, des reclassements, etc. Le changement de valeur des actifs et des passifs étant dû aux gains/pertes d'actifs réels et/ou aux effets du niveau général des prix, il est appelé gains/pertes neutres de détentation.

A.37. Les variations des comptes de patrimoine provenant des comptes de capital et des comptes financiers sont présentées ici à des fins pédagogiques. En comptabilité réelle, ils peuvent être obtenus directement à partir des comptes de capital et des comptes financiers.

A.38. La valeur nette est obtenue comme différence entre le total des actifs et le total des engagements dans les comptes de patrimoine. Les variations de sa valeur nette peuvent être calculées comme étant la différence entre la valeur nette du compte de clôture et celle du compte d'ouverture. On peut aussi calculer les variations de valeur nette en additionnant l'épargne brute de laquelle on soustrait la consommation de capital fixe aux transferts nets de capital et autres changements de volume et de valeur (voir lignes 80 à 83).

A.39. Les comptes de patrimoine ne sont pas très détaillés, particulièrement au sujet des actifs/engagements. En situation réelle, il faudrait qu'ils soient au moins aussi détaillés que les comptes financiers (lignes 56 à 66). Néanmoins, au niveau d'agrégation de notre exemple, il n'est pas facile de voir pourquoi il y a inégalité entre le total des actifs et le total des passifs financiers dans les comptes de patrimoine (dans la colonne vérification des totaux). En fait, avec un degré de détail supérieur, le total de chaque rubrique des actifs financiers doit être égal au total des passifs correspondants, sauf dans le cas de l'or monétaire et des DTS. Les opérations sur or monétaire et DTS enregistrées dans les comptes financiers doivent avoir des contreparties. Néanmoins, les créations ou les retraits d'or monétaire ou de DTS sont comptabilisés, à la différence des opérations concernant l'or monétaire existant, dans les *comptes des autres variations de volume*, et le résultat est que le total des actifs financiers est différent de celui des passifs financiers. La différence est la valeur de l'or monétaire ou des DTS qui n'a pas de contrepartie au passif.

A.40. Les ajouts aux actifs non financiers non produits, par exemple l'amélioration ou le défrichement de terres, sont traités comme faisant partie de la production et de la formation brute de capital. Dans les comptes de patrimoine, ils sont donc déplacés vers les actifs non produits. Ce déplacement, qui fait partie d'autres variations de volume, n'est pas présenté dans notre exemple.

3. Stratégies d'équilibrage

A.41. Pour faciliter l'équilibrage de chaque opération (pour que le total soit égal aux ressources totales dans la colonne 7), il est important de travailler avec des informations détaillées. Par exemple, le revenu de la propriété (ligne 25) peut être subdivisé entre intérêts des banques, intérêts des obligations d'État, intérêt des prêts étrangers, autres intérêts; dividendes, retraits de revenu des quasi-sociétés, bénéfices réinvestis en investissements extérieurs directs, revenu de la propriété attribué aux titulaires de police d'assurance, location de terrains et d'actifs du sous-sol, redevances sur des actifs non produits non corporels tels qu'entités brevetées, baux et contrats transférables. De même, il est possible de décomposer d'autres transferts courants en primes nettes d'assurance-dommage, primes nettes d'assurance-vie, transferts courants à l'intérieur de l'administration publique, rapatriements de salaires des travailleurs immigrés, transferts courants aux ISBLSM (si l'on a peu d'informations au sujet des transferts de ce secteur on peut au moins estimer que sa production diminuée des ventes est égale aux transferts courants qu'il reçoit en l'absence d'autres sources de revenu). Pour établir ces bilans, les comptables seront invités à se reporter au SCN 1993, à examiner la nature des données disponibles dans leur pays et à décomposer les opérations comme il convient dans le cadre de compilation.

A.42. En plus d'équilibrer chaque opération, il importe aussi d'équilibrer entièrement les agrégats pour l'économie totale. Par exemple :

a) Revenu disponible brut = PIB + revenu net des facteurs avec le reste du monde + transferts courants avec le reste du monde = $216 + (3 + 3 - 5) + (10 - 1) = 226$. Ceci signifie que la valeur 226 peut être obtenue à partir du PIB et des comptes du reste du monde, les opérations entre secteurs résidents s'annulant entre elles. De même, il est possible d'obtenir l'épargne brute et le prêt net (+)/

l'emprunt net (-) à partir de la consommation finale, de la formation brute de capital et des transferts nets de capital. Les ajustements tenant compte des variations des participations nettes des ménages dans les fonds de pension (ligne 40) n'ont pas d'incidence sur l'épargne brute de l'économie. Cette stratégie a aussi pour effet qu'à partir de comptes fiables de reste du monde et de comptes fiables de la production, il est possible d'obtenir des estimations fiables du revenu disponible brut, de l'épargne brute et du prêt net (+)/de l'emprunt net (-) pour l'ensemble de l'économie qui serviront à vérifier les calculs;

b) Dans les comptes de production, les estimations concernant la production, la consommation intermédiaire totale et la rémunération des salariés peuvent être plus fiables dans le secteur des sociétés financières et des sociétés non financières que dans celui de l'administration publique. Les entreprises sont aussi beaucoup moins nombreuses dans ce secteur que dans celui des ménages (c'est-à-dire des entreprises non constituées en société). Donc, on devrait s'attacher davantage à améliorer la collecte de données dans ces secteurs.

c) En cas d'écart en ce qui concerne le prêt net, dans l'hypothèse où le compte du reste du monde est fiable, il est probable que le problème vient des principales estimations concernant l'économie étudiée. Il convient d'examiner les rapports suivants :

PIB = consommation finale des secteurs des ménages et des ISBLSM + consommation finale des secteurs de l'administration publique + formation brute de capital du secteur non financier + formation brute de capital du secteur financier + formation brute de capital des secteurs de l'administration publique + formation brute de capital des secteurs des ménages et des ISBLSM + exportations – importations.

En général, ce sont les données qui concernent les secteurs des ménages et des ISBLSM (soit la consommation finale, soit la formation brute de capital) qui sont les moins solides. Elles doivent être réexaminées de près.

4. Sectorisation de l'économie

A.43. Le SCN recommande de distinguer, à l'intérieur de l'économie, au moins cinq secteurs résidents : le secteur des sociétés non financières, le secteur des sociétés financières, le secteur de l'administration publique, le secteur des ISBLSM et le secteur des ménages. Néanmoins, à des fins d'analyse, il peut être important de subdiviser ces secteurs en sous-secteurs plus détaillés. Par exemple :

a) Le secteur des sociétés non financières peut être décomposé en secteur pétrolier et secteur non pétrolier si l'économie dépend beaucoup des revenus et des impôts provenant de l'exportation de pétrole;

b) À l'intérieur du secteur financier, il est possible de distinguer :

- i) La Banque centrale;
- ii) Les instituts de dépôt (banques commerciales);

iii) D'autres instituts de dépôt (tels que caisses d'épargne, autres institutions d'épargne, associations de prêts, coopératives d'épargne et de crédit, banques hypothécaires, sociétés coopératives de financement immobilier, caisses d'épargne de la poste, etc.);

iv) D'autres intermédiaires financiers, à l'exception des sociétés d'assurance et des fonds de pension (sociétés finançant l'investissement, sociétés de crédit-bail, de vente à tempérament, de crédit au consommateur);

v) Auxiliaires financiers (courtiers en assurances et prêts, agents de change, sociétés d'émission, sociétés d'arbitrage);

vi) Les compagnies d'assurance et les fonds de pension;

c) À l'intérieur du secteur de l'administration publique, il est possible de distinguer :

- i) L'administration centrale;
- ii) L'administration des États fédérés;
- iii) Les administrations publiques locales;
- iv) Les caisses de sécurité sociale.

d) En outre, il est possible de distinguer à l'intérieur de chaque secteur institutionnel des sous-secteurs publics et privés pour étudier leur efficacité économique;

e) Dans les modèles de tableau destinés à la comptabilité nationale, la classification institutionnelle suivante a été adoptée :

- i) Secteurs non financiers : public et privé;
- ii) Secteurs financiers : banques centrales, banques de dépôt (sociétés de dépôt au sens du SCN et autres instituts de dépôt), les sociétés non bancaires (incluant les autres intermédiaires financiers, à l'exception des caisses d'assurance et des fonds de pension et les auxiliaires financiers), les assurances-vie individuelles, les assurances-dommages individuelles autres, l'assurance sociale et les fonds de pension individuels. Par assurance individuelle on entend uniquement les assurances contractées par des particuliers. Les assurances et les pensions, pour lesquelles les versements de cotisation sont une condition de l'emploi (et sont payés en partie par l'employeur), sont classées parmi les assurances sociales. S'il n'est pas possible de distinguer les assurances individuelles des assurances de groupe, les deux types peuvent être classés ensemble. Les fonds de sécurité sociale gérés et administrés par l'État sont classés dans les secteurs de l'administration publique;
- iii) Secteurs de l'administration publique : centrale et locale;
- iv) Secteur des ménages;
- v) Secteur des ISBLSM.

B. — Modèles pour la comptabilité du SCN : cadre de compilation

Introduction générale

A.44. On trouvera les modèles de tableaux sous <http://unstats.un.org/unsd/sna1993/hansbooks.asp> dans *Comptabilité nationale : Introduction pratique*. Les lecteurs sont invités aussi à lire les explications concernant un exemple simplifié de l'annexe I qui leur permettront de mieux comprendre les tableaux de compilation. Néanmoins, la Compilation du SCN n'inclut pas les tableaux des ressources et des emplois : ces tableaux sont supposés établis ailleurs et leurs résultats transférés à la Compilation du SCN.

A.45. La Compilation du SCN est un cadre de compilation Excel élaboré par la Division de statistique de l'Organisation des Nations Unies. Il comprend 15 fichiers distincts.

- Un fichier cadre central, *CENTRAL.XLS*, qui reprend les informations extraites de chaque fichier de secteur institutionnel et équilibre l'emploi total et la ressource totale pour chaque opération et évalue l'écart statistique (dans la première colonne). Écart = total des ressources – total des emplois.
- Deux fichiers sur le secteur non financier, *NFprivate.xls* et *NFpublic.xls*, l'un pour les sociétés privées et l'autre pour les sociétés publiques.
- Sept fichiers de secteur financier : *Central Bank.xls* pour la banque centrale, *Depository Bank.xls* pour les banques de dépôt et autres instituts de dépôt, *NonBank.xls* pour les autres intermédiaires financiers, à l'exception des caisses d'assurance et des fonds de pension, les auxiliaires financiers, tels que courtiers d'assurances et prêts, agents de change et sociétés d'arbitrage; *Life Insurance.xls* pour les sociétés d'assurance-vie privée; *NonLife Insurance.xls* pour les sociétés d'assurance qui assurent non pas sur la vie mais contre les risques tels qu'accidents, maladie, incendie et décès; *Private Pension.xls* pour les fonds de pension; *Social Insurance.xls* pour tous les types d'assurance obligatoires en droit ou prévus dans les conditions d'emploi, ou facilités par l'intervention de l'employeur comme c'est le cas de la sécurité sociale, de l'assurance-vie ou des autres assurances payées en partie par les employeurs (voir paragraphes 4.83 à 4.103 et l'annexe IV du SCN de 1993 au sujet des définitions).
- Deux fichiers du secteur de l'administration publique, *General Government, Central.xls* pour l'administration publique centrale et *General Government Local.xls* pour l'administration publique locale (voir les définitions et la sectorisation aux paragraphes 4.104 à 4.131 du SCN de 1993).
- Un fichier concernant le secteur des ménages : *household.xls*.
- Un fichier concernant le secteur des ISBLSM : *NPISH.xls*
- Un fichier concernant le reste du monde : *row.xls*.
- Un autre fichier, *MAIN.XLS*, est aussi fourni, uniquement pour la commodité et pour permettre aux usagers de passer du fichier central aux fichiers institutionnels et inversement.

A.46. Tous les fichiers sont emmagasinés dans *SNA.zip*. Pour installer les fichiers, il convient de créer tout d'abord sur disque dur un dossier intitulé *Compilation du SCN* (ou portant tout autre nom), puis de copier *SNA.zip* et de le charger dans ce dossier. Tous ces dossiers sont automatiquement ouverts par clic.

A.47. Dans le cadre central, les totaux sont calculés automatiquement pour les secteurs non financiers, les secteurs financiers, les secteurs de l'administration publique, les secteurs des ménages et des ISBLSM et pour l'économie totale.

A.48. Le système peut être élargi à d'autres secteurs : il suffit d'ajouter deux colonnes supplémentaires pour chaque secteur à ajouter dans *CENTRAL.XLS*; par exemple, dans les banques de dépôt il est possible de ménager un secteur privé et un secteur public. Les mêmes formules pour les banques de dépôt peuvent être copiées dans les nouvelles colonnes. Néanmoins, il importe de modifier le nom du dossier dans les formules des nouveaux et des anciens secteurs et aussi le sous-total financier dans le cadre central pour tenir compte du secteur supplémentaire. Dans le système, du point de vue de la structure, le secteur financier, le secteur non financier, le secteur de l'administration publique, le secteur des ménages et le secteur des ISBLSM sont identiques à l'intérieur du même type de secteur, mais ils ne le sont pas si l'on passe d'un type de secteur à un autre.

A.49. Il est possible d'élargir le système à un nombre plus grand d'opérations (lignes), mais cela pose des difficultés parce que le fichier *CENTRAL.xls*, qui extrait des informations de chaque fichier de secteur institutionnel, identifie chaque élément de donnée dans le fichier de secteur institutionnel par un emplacement fixe (ligne et colonne). Pour apporter une modification, il faut changer chaque élément dans *CENTRAL.xls*.

A.50. On peut travailler individuellement à la compilation avec un fichier de secteur. Une fois achevé le travail concernant les données, le fichier est copié dans le dossier appelé COMPILATION DU SCN.

A.51. Une fois les fichiers des secteurs achevés et copiés dans le système, le fichier du cadre central (CENTRAL) prend les données des fichiers secteurs et compile automatiquement l'information pour l'économie totale et les écarts statistiques (ES) qui apparaissent dans les colonnes à gauche du cadre central. L'inscription sur une ligne d'autres chiffres que le zéro signifie que l'emploi total et la ressource totale concernant l'opération de cette ligne ne sont pas égaux. L'écart est indiqué à la ligne 241 lorsque le prêt net de l'économie considérée n'est pas égal en valeur absolue, mais affecté d'un signe opposé, à l'emprunt net du reste du monde (RDM) calculé pour le compte de capital. La ligne 247 indique les ES entre l'économie totale et le RDM pour les comptes financiers. Les comptes de capital et les comptes financiers sont établis indépendamment mais le prêt net/l'emprunt net des uns et des autres doit être identique. Dans le cas contraire, l'ES n'est pas nul à la ligne 483; de même, l'ES des variations de valeur nette dans les deux comptes est indiqué ligne 484.

A.52. Les données doivent être inscrites uniquement sur les lignes et dans les cases marquées en noir. Les données ne doivent pas être inscrites sur les lignes ou dans les cases vertes car elles contiennent des formules. Pour éviter d'effacer les formules par erreur, il convient de conserver une copie de tous les fichiers originaux.

A.53. Dans le fichier du cadre central, *CENTRAL XLS*, les données relatives aux impôts et subventions sur les produits sont les seules qui ont besoin d'être inscrites. Toutes les autres sont reprises automatiquement des fichiers des secteurs individuels.

A.54. Pour équilibrer le système, les changements des données doivent être introduits dans les fichiers des secteurs individuels. Une sortie imprimée du cadre central est aussi nécessaire pour ce travail.

A.55. Les *comptes de distribution primaire du revenu*, à la différence du SCN, ne sont pas subdivisés en *revenu de l'entreprise* (partie supérieure) et *distribution primaire des autres revenus* (partie inférieure) parce que le compte de revenu de l'entreprise est facile à établir à partir des comptes de distribution du revenu primaire, et, pour l'inclure, il faudrait diviser le compte de revenu primaire en deux comptes subsidiaires pour lesquels les écarts statistiques ne peuvent pas être calculés.

A.56. Dans les *comptes d'emploi du revenu disponible ajusté*, du fichier des comptes du secteur des ménages, la consommation individuelle effective est calculée automatiquement comme la somme des dépenses de consommation individuelle et des transferts sociaux en nature. Les transferts sociaux en nature incluent la production de l'administration individuelle nette des ventes, la production des ISBLSM nette des ventes et les prestations sociales en nature de l'administration publique et des ISBLSM.

A.57. Dans les tableaux, les données doivent être inscrites dans les comptes *autres variations de volume, changements de valeur et gains de détention neutres* ainsi que les *comptes de patrimoine (comptes d'ouverture)*. Les données dans les comptes *gains de détention réels, variation des comptes de patrimoine et comptes de patrimoine (comptes de clôture)* sont calculées automatiquement.